

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUILLET 2016

N°162

Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

SOMMAIRE
RAA JUILLET 2016

Pages

PARTIE 1 : DELIBERATIONS *(Conseil du 21 juillet 2016)* **3**

PARTIE 2 : DECISIONS *(Conseil du 21 juillet 2016)* **280**

PARTIE 3 : ARRETES **416**

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	13
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	60
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	66
COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOPYAGE	72
CULTURE	77
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	91
DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	127
FINANCES	155
LOGEMENT	201
PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	219
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	223
RESSOURCES HUMAINES	235
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	245
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	251
TRANSPORTS ET MOBILITE	258
VOIRIE, ESPACE PUBLIC	269

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
14034	Hors Commission - Syndicat Mixte du Bassin de Thau - Intégration des EPCI dont une partie du territoire est inscrit dans le périmètre hydrographique du Bassin de Thau - Évolution des statuts et du périmètre - Adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Désignation de représentants	14
14035	Hors Commission - Organismes extérieurs - Représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des de l'Assemblée des Territoires de la Région - Désignation	18
14036	Hors Commission - Organismes extérieurs - Représentant de la Métropole au sein de l'École Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Méditerranée Métropole (ESBAMA) - Désignation	20
14037	Hors Commission - Organismes extérieurs - Représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la Communauté d'Universités et Établissements (COMUE) Languedoc-Roussillon Universités - Désignation	23
14038	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale SERM - Rapport Spécial 2015 sur les Conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	25
14039	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	27
14040	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Publiques Locales SA3M - Rapport Spécial 2015 sur les Conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	30
14041	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale - SA3M - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	32
14042	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	35
14043	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement - Or Aménagement - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	38
14044	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	41
14045	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'économie Mixte Locale BRL - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	44
14046	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - SFMA - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	48

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	HORS COMMISSION	PAGES
14047	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale - LRAD - Rapport Annuel 2015 de l'administrateur - Approbation	51
14048	Hors Commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel 2015 de l'Administrateur - Approbation	56
N° DÉLIB	ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	PAGES
14007	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Travaux d'accessibilité - Financement du Fond pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction Publique - Avenant n°1 - Autorisation de signature	61
14008	Administration générale, Contentieux et Affaires Juridiques - Marché n°4582MG16 - Accord cadre - Travaux courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de la Métropole - Autorisation de lancer la consultation et de signature	63
N° DÉLIB	BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
14017	Biodiversité, Culture scientifique et technique - Aquarium Mare Nostrum - Mandat d'études et de réalisation avec la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine - Reddition des comptes - Autorisation de signature	67
14018	Biodiversité, Culture scientifique et technique - Ecolothèque - Convention de développement d'un Centre de Ressources avec le Rectorat de l'Académie de Montpellier - Autorisation de signature	70
N° DÉLIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	PAGES
14001	Cohésion sociale - Nouveau projet de renouvellement urbain - Mosson-Cévennes - Protocole de préfiguration - mandats à la SA3M pour assurer le suivi du protocole et pour assurer la mise en œuvre des Programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété - Conventions - Autorisation de signature	73
N° DÉLIB	CULTURE	PAGES
14011	Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Avenant n°1 à la convention de dépôt d'objets archéologiques du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole au musée d'Ambrussum de la Communauté de Commune du Pays de Lunel - Autorisation de signature	78
14012	Culture - Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Demande de subventions au titre de l'année 2017	80
14013	Culture - Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Actualisation 2016 des tarifs de la boutique du musée Henri Prades - Autorisation de signature	82

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DÉLIB	CULTURE	PAGES
14014	Culture - Musée Fabre - Convention de partenariat avec l'Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc-Roussillon - Autorisation de signature	84
14015	Culture - Convention de partenariat avec la société Live Nation France dans le cadre du festival I Love Techno 2016 - Autorisation de signature	87
14016	Culture - Réseau des médiathèques - Prise en charge de frais de déplacement aux frais réels – Approbation	89
13990	Développement économique - Z.A.C. Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Procédure de désignation d'un aménageur dans le cadre d'une concession d'aménagement - Désignation de l'aménageur et approbation du traité de concession d'aménagement	92
13991	Développement économique - Conventions-type de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit entre Montpellier Méditerranée Métropole et ses clients (opérateurs, groupements fermés d'utilisateurs, communes) - Approbation	96
13992	Développement économique - Instauration de la redevance pour occupation du domaine public routier et non routier par les réseaux et ouvrages communications électroniques et fixation du montant de la redevance - Approbation	99
13993	Développement économique - Association Open Data France - Adhésion - Approbation - Désignation	102
13994	Développement économique - Pôle de compétitivité Eurobiomed - Action d'accompagnement des entreprises Cell Comp - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	105
13995	Développement économique - Convention de partenariat avec Invest Sud de France - Autorisation de signature	108
N° DÉLIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION, INTERNATIONAL ET ARTISANAT	PAGES
13996	Développement économique - Pôle Emploi - Renouvellement de la convention cadre de partenariat - Autorisation de signature	111
13997	Développement économique - Développement International - Mission Russie - 13 au 17 septembre 2016 - Renouvellement des accords - Autorisation de signature - Approbation	114
13998	Développement économique - Développement International - Mission Tel Aviv - 24 au 30 septembre 2016 - French Tech - Participation au Tel Aviv Innovation Festival 2016 - Approbation	117
13999	Développement économique - Montpellier In Game 2016 - Partenariat avec l'Institut de l'Audiovisuel et des Télécom (IDATE) pour le MIG 2016 - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de Signature	120
14000	Développement économique - Soutien aux Manifestations - Attribution de Subventions - Conventions - Autorisation de signature	123

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DELIB	DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT	PAGES
13981	Développement et aménagement durable du territoire - Modalités de mise à disposition du public - Modification simplifiée du PLU de Juvignac	128
13982	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Justification de l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit " La Morte"	130
13983	Développement et aménagement durable du territoire - Renouvellement urbain du quartier de la Pompignane - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Montpellier - Autorisation de signature	133
13984	Développement et aménagement durable du territoire - Enfouissement des lignes à haute tension - Secteur de Verchant - Convention d'offre de concours - Autorisation de signature	136
13985	Développement et aménagement durable du territoire - Politique foncière en faveur du logement social - Convention de type « anticipation foncière » avec l'Établissement Public Foncier Languedoc-Roussillon et la commune de Grabels - Secteur Gimel - Autorisation de signature	139
13986	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Montpellier : quartier Croix d'Argent - Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SAS Sogeprom Sud Réalisations - Opération sise 267 rue Raimon de Trencavel - Autorisation de signature	142
13987	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Vendargues - Convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société Petit Paradis Aménagement - Convention de reversement des produits du PUP avec la Commune de Vendargues - Autorisation de signature	145
13988	Développement et aménagement durable du territoire - Commune de Villeneuve lès Maguelone - Projet Urbain partenarial - Détermination du périmètre de PUP "Avenue de Mireval" - Approbation de la convention de PUP à conclure avec la SAS SOGERIM - Convention de reversement avec la commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	148
13989	Développement et aménagement durable du territoire - Projet urbain partenarial (PUP) - Commune de Baillargues - Secteur "centre ville" - Conventions avec la SCCV "Mas de roue" et FDI promotion - Convention de reversement avec la commune de Baillargues - Autorisation de signature	152
N° DELIB	FINANCES	PAGES
13969	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	156

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DELIB	FINANCES	PAGES
13970	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	158
13971	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe du Service Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	160
13972	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe du Service Public d'Assainissement Non Collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	162
13973	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	164
13974	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	166
13975	Finances - Affectation du résultat de l'exercice 2015 - Budget Annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	168
13976	Finances - Budget Supplémentaire 2016 - Adoption	170
13977	Finances - Finances - Affectation des subventions 2016 - Adoption	181
13978	Finances - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec le budget supplémentaire 2016 - Révisions - Approbation	185
13979	Finances - Commune de Juvignac - Avenant tripartite au contrat de partenariat public privé relatif à l'éclairage public - Remboursement anticipé du prêt - Approbation-Autorisation de signature	192
13980	Finances - Reversement de taxe d'aménagement aux communes au titre de l'exercice 2016 - Approbation	197
N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
14002	Logement - État de réalisation 2015 du Programme Local de l'Habitat - Approbation	202
14003	Logement - Construction de 486 logements sociaux - Garantie globale des emprunts mobilisés par l'OPH ACM Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations entre le 1er juillet 2015 et le 30 juin 2016 - Autorisation de signature - Délibération n°13060 du 29 juin 2015 - Modification	207
14004	Logement - Construction de 10 logements sociaux - Rue des Acacias à Vendargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	210
14005	Logement - Construction de 27 logements sociaux - Résidence « Urban Eden », 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez - Abrogation de la délibération n°13603 - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM DOMICIL - Convention - Autorisation de signature	213
14006	Logement - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2013-2016 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de soixante-douze logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	216

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DELIB	PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES	PAGES
14023	Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - PAPI2 Lez Mosson - Surveillance, prévision des crues et des inondations - Demande d'aides financières - Approbation	220
N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14024	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'année 2015 - Approbation	224
N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
14025	Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention de partenariat avec ACM Habitat pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences - Autorisation de signature	232
N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
14009	Ressources Humaines - Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier - Création d'un service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique - Convention - Autorisation de signature	236
14010	Ressources Humaines - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs	239
N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
14021	Service public de l'eau et de l'assainissement - Construction d'une nouvelle station d'épuration sur la commune de Saint Georges d'Orques - Avant Projet - Demande d'aides financières - approbation	246
14022	Service public de l'eau et de l'assainissement - Ressource en eau - Diagnostic territorial des pratiques en zone Agricole de l'Aire d'Alimentation du Captage du Lez - Demande d'aides financières	249
N° DELIB	SPORT ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
14019	Sports et traditions sportives - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2016-2017 - Autorisation de signature	252
14020	Sports et traditions sportives - Bâtiments sportifs - Autorisation temporaire d'occupation du domaine public - Convention de mise à disposition - Infrastructure numérique - Application mobile Vogo Sport - Autorisation de signature	255
N° DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14026	Transports et Mobilité - Tramway bouclage ligne 4 - Marché complémentaire n°8.422 de travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains - Complément à la délibération n°13688 du 24 février 2016 - Autorisation de signature	259

PARTIE 1 - SOMMAIRE

N° DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
14027	Transports et Mobilité - Réseau de transport - Avenant n°1 au marché complémentaire billettique 8.271- Autorisation de Signature	261
14028	Transports et Mobilité - Tunnel de la comédie - Marché n°4363DM16 de maintenance des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la comédie - Autorisation de signature	263
14029	Transports et Mobilité - Transport en commun - Modification de la grille tarifaire et du règlement intérieur - Approbation	266
14030	Voirie, Espace Public - Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM) - Convention relative au rétablissement de la rue du Mas Rouge - Autorisation de signature	270
14031	Voirie, Espace Public - Marché n°4592EP16 - Serrurerie de voirie - Travaux de dépose et de pose - Maintenance et Fourniture - Lancement de la consultation et autorisation de signature	272
N° DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
14032	Voirie, Espace Public - Convention de groupement de commandes avec la Ville de Montpellier - Travaux de dépose et pose, maintenance et fourniture de serrurerie de voirie sur le territoire de la Métropole - Autorisation de signature	275
14033	Voirie, Espace Public - Saint Jean de Védas - Requalification avenue Clémenceau - Demande de subvention	278

HORS COMMISSION



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – SYNDICAT MIXTE DU BASSIN DE THAU - INTÉGRATION DES EPCI DONT UNE PARTIE DU TERRITOIRE EST INSCRIT DANS LE PÉRIMÈTRE HYDROGRAPHIQUE DU BASSIN DE THAU - ÉVOLUTION DES STATUTS ET DU PÉRIMÈTRE - ADHÉSION DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION - DÉSIGNATION DE REPRÉSENTANTS

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le syndicat Mixte du Bassin de Thau est actuellement composé de la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau (CABT) et de la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau (CCNBT) pour leurs communes relevant du bassin versant de la lagune de Thau.

A ce jour il exerce pour ses deux membres les compétences suivantes :

- élaboration, suivi et révision du Schéma de cohérence territorial concernant ces deux structures intercommunales ;
- gestion du périmètre hydrographique de la lagune de Thau ;
- collecte et traitement des déchets conchyliques.

Le Schéma Directeur de Coopération Intercommunale fixé par arrêté préfectoral en date du 25 mars 2016 prévoit la fusion de la CABT et de la CCNBT au 1^{er} janvier 2017 ce qui entraînerait de fait la disparition du Syndicat Mixte.

Or celle-ci serait en totale contradiction avec les orientations du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée approuvé le 25 décembre 2015 par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Ce document rappelle en effet que les compétences d'animation et de concertation dans le domaine de la gestion et de la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques doivent être assurés à l'échelle de l'ensemble des bassins versants, toutes les collectivités et groupements compétents, concernés étant invités à se structurer en syndicat mixte à cette fin.

Il encourage la reconnaissance des syndicats mixte de bassins versants en établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) et identifie le Syndicat Mixte du Bassin de Thau comme pouvant relever de manière pertinente de cette labellisation.

C'est donc en application de ces orientations que le Syndicat Mixte du Bassin de Thau a déposé auprès du Préfet de Bassin une demande de reconnaissance officielle en tant qu'EPTB.

La mise en œuvre de cette démarche de gestion globale nécessite l'intégration dans le syndicat de l'ensemble des communes et intercommunalités compétentes sur le bassin hydrographique du bassin de Thau.

Cet espace naturel s'étend sur le territoire de 26 communes et dont la superficie est répartie à hauteur de 59% sur la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, à 27 % sur la Communauté de Communes Nord Bassin de Thau, 11% sur la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée (CAHM), 2% sur Montpellier Méditerranée Métropole (3M) et 1% sur la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault (CCHV).

Trois communes de la Métropole sont effectivement liées à ce bassin versant : Cournonsec, Cournonterral et Fabrègues.

Cette interaction entre les obligations du Schéma Directeur de Coopération Intercommunal et les orientations intégratrices du SDAGE nécessitent une double évolution des statuts du Syndicat Mixte du Bassin de Thau à la fois concernant son périmètre et les modalités d'exercice de ces compétences. A terme, son périmètre devra être composé du futur établissement public de coopération intercommunale issu de la fusion fixée par le Schéma Directeur de Coopération Intercommunale et des trois autres groupements précités.

A ce jour, seule Montpellier Méditerranée Métropole peut adhérer, compte tenu de ces compétences relevant du « grand cycle de l'eau » notamment : gestion des eaux pluviales et de ruissellement,

lutte contre les inondations, protection et valorisation des espaces naturels sensibles. Afin d'assurer la continuité du Syndicat Mixte du Bassin de Thau, son adhésion sera effective au 31 décembre 2016.

L'adhésion de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée est subordonnée à la mise en œuvre d'une procédure d'extension de ces compétences soumise à l'accord de la majorité qualifiée de ces communes membres telle que définie dans le Code général des collectivités territoriales et devrait intervenir fin d'année 2016 ou au début de l'année 2017.

L'intégration de la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault est conditionnée par une double procédure d'extension telle que définie ci-dessus puis d'accord de la majorité qualifiée de ces communes membres concernant l'adhésion au Syndicat Mixte du Bassin de Thau et sera effective au cours du premier semestre 2017.

Compte tenu de l'adhésion de ces trois nouvelles structures, le Syndicat Mixte du Bassin de Thau deviendra un syndicat mixte à la carte. Les compétences SCoT et traitement des déchets conchyliques seront exercées pour le compte de la CABT et de la CCNBT puis du futur EPCI issu de leur fusion. La compétence gestion du bassin hydrographique sera assurée pour l'ensemble des membres.

Lors de sa séance du 29 juin dernier le Comité Syndical a approuvé le projet de statuts modifiés prenant en compte cette double évolution et établissant des règles permettant de gérer les extensions à venir. Les nouveaux EPCI membres disposeront d'un nombre de délégués égal au nombre de communes pour lesquelles la compétence choisie sera exercée. Le nombre de suppléants est fixé au nombre de délégués divisé par 3.5 sans pouvoir être inférieur à 1.

A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole disposera de 3 délégués titulaires et un délégué suppléant au sein du futur Comité Syndical.

A l'issue du processus d'intégration tel qu'explicité ci-dessus la composition du Comité Syndical serait la suivante :

	Délégués	Suppléants
EPCI Bassin de Thau	35	10
Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée	8	2
Montpellier Méditerranée Métropole	3	1
Communauté de Communes Vallée de l'Hérault	2	1

La Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau et la Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau puis l'EPCI issu de leur fusion assument seuls le financement des compétences SCoT et gestion des déchets conchyliques.

Les charges financières relatives au budget général et à la compétence gestion du bassin hydrographique sont réparties entre les EPCI membres en fonction du pourcentage de superficie du bassin versant qu'ils occupent par rapport à la superficie totale de bassin versant occupée par les membres, soit une participation de la Métropole limitée à 2% de ces budgets.

Ces projets de statuts permettront à chacun de ces membres de disposer d'un Vice-Président élu au sein du Bureau du futur Syndicat Mixte à la carte.

L'adhésion de la Métropole au SMBT, structure porteuse du SAGE des lagunes de Thau et d'Ingril, ainsi que de la future SLGRI de Thau, va ainsi compléter le schéma organisationnel de la gouvernance du grand cycle de l'eau du territoire métropolitain. Elle est en effet en parfaite cohérence avec les

logiques d'ores et déjà mises en œuvre sur le bassin versant Lez Mosson Etangs Palavasiens avec le SYBLE, et sur le bassin versant de l'Etang de l'Or avec le SYMBO.

Il est proposé de procéder à l'élection des 3 représentants titulaires et d'un représentant suppléant de la Métropole au sein du Comité syndical.

Monsieur le Président propose en tant que membres titulaires les candidatures de :

- J-M. ALAUZET
- R. ILLAIRE
- J. GALABRUN-BOULBES

Et en tant que membre suppléant la candidature de T. BREYSSE.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée. En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales et étant donné qu'une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir, il est proposé à l'Assemblée que les nominations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Syndicat Mixte du Bassin de Thau au 31 décembre 2016 ;
- approuver les statuts du Syndicat Mixte du Bassin de Thau tels qu'adoptés par son Comité Syndical lors de sa séance du 29 juin 2016 ;
- approuver l'élection de Monsieur J-M. ALAUZET, Madame R. ILLAIRE et Madame J. GALABRUN-BOULBES en tant que membres délégués titulaires et de Monsieur T. BREYSSE en tant que délégué suppléant au sein du Comité Syndical et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre en application des dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129580-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS – REPRÉSENTANTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU SEIN DES DE L'ASSEMBLÉE DES TERRITOIRES DE LA RÉGION - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée depuis deux ans déjà dans l'animation d'une nouvelle forme de gouvernance territoriale fondée sur la collégialité et les échanges horizontaux entre les élus locaux, montrant ainsi la volonté de s'engager dans une démarche solidaire et audacieuse de coopération territoriale, le Parlement des Territoires.

La Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées souhaite développer aujourd'hui ce type de dynamique et ainsi faire participer les territoires à une gouvernance partenariale de la Région par la création d'une Assemblée des Territoires.

Il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole prenne toute sa place dans ce dispositif. Appuyée sur un territoire de 440 000 habitants, au sein d'une aire urbaine de plus de 550 000 habitants, riche de sa démographie, de son dynamisme économique, culturel, universitaire, la Métropole de Montpellier s'affirme en effet en tant que pôle majeur du nouvel ensemble régional.

Dans ce cadre, la Région sollicite la Métropole pour sa représentation au sein de cette Assemblée et la désignation de deux représentants titulaires et deux représentants suppléants. La parité femme-homme et l'équité en constitueront les principes de base.

Cette nouvelle entité de concertation, l'Assemblée des Territoires de la Région, composée de 158 membres élus et se veut un lieu de concertation, de capitalisation et de transfert, ainsi que d'expérimentation et d'innovation.

Il est proposé aux membres du Conseil de procéder à ces désignations à main levée et non au vote à bulletin secret, conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes en tant que membres titulaires :

- P. SAUREL

- C. DARDE

Et en tant que membres suppléants :

- L. JAOUL

- M. DRAY-FITOUSSI

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- procéder à ces désignations à main levée et non à bulletin secret, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;

- Désigner Monsieur P. SAUREL et de Madame C. DARDE comme représentants titulaires et de Monsieur L. JAOUL et Madame M. DRAY-FITOUSSI comme représentants suppléants de la Métropole au sein de l'Assemblée des Territoires de la Région ;

- autoriser les représentants ainsi désignés à exercer toute fonction dans ce cadre ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128981-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT DE LA MÉTROPOLE AU SEIN DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX ARTS DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE (ESBAMA) - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

En séance du 22 avril 2014, le Conseil a procédé à la désignation des représentants au sein de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de cette délibération n°12224, les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de cette entité sont les suivants :

- au titre des membres titulaires :
Monsieur Bernard TRAVIER,
Madame Isabelle MARSALA,
Monsieur Guy BARRAL,
Monsieur Thierry BREYSSE,
Madame Jackie GALABRUN-BOULBES,
Madame Isabelle TOUZARD,
Monsieur Roger CAIZERGUES,
Madame Clare HART ;

- au titre de personnalité qualifiée :
Madame Marie-Christine CHAZE.

A la suite du souhait exprimé par Madame Isabelle Touzard de ne plus siéger au sein de cet organisme, il est proposé de procéder à la désignation d'un nouveau représentant en remplacement de Madame Isabelle Touzard.

Il est proposé à l'Assemblée de procéder à cette désignation à main levée et non par un vote à bulletin secret, en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121-21.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Sonia KERANGUEVEN en tant que nouveau membre titulaire.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la désignation de Madame S. KERANGUEVEN comme nouvelle représentante de la Métropole au sein de l'Ecole Supérieure des Beaux Arts de Montpellier Méditerranée Métropole (ESBAMA) et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- décider à l'unanimité de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais à main levée, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- confirmer les autres représentants de Montpellier Méditerranée Métropole et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- les autoriser à accepter toute fonction de direction qui pourrait leur être confiée, notamment celle de Président du Conseil d'Administration, de Vice-Président, de Trésorier ou de Secrétaire, ainsi que tous mandats spéciaux qui leur seraient dévolus par le Président du Conseil d'Administration ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14036

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129434-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ D'UNIVERSITÉS ET ÉTABLISSEMENTS (COMUE) LANGUEDOC-ROUSSILLON UNIVERSITÉS - DÉSIGNATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

A la suite de la publication du décret n°2015-218 du 1^{er} octobre 2015 modifiant le décret n°2014-1682 du 30 décembre 2014 portant approbation des statuts de la Communauté d'Universités et Etablissements Languedoc-Roussillon Universités, COMUE LRU, il est proposé de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole.

En effet, l'article 8.1 du décret n°2015-1218 prévoit qu'un siège est attribué à un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration qui est composé de 54 membres répartis en 6 catégories, en qualité de représentant extérieur.

Avant la modification des statuts et par délibération du Conseil n°12229 du 19 mai 2014, Madame Chantal Marion avait été désignée représentante de la Métropole au sein de cette entité.

En application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé aux membres du Conseil de décider à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

Monsieur le Président se propose en tant que candidat pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la COMUE LRU.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la désignation de Monsieur Philippe SAUREL comme représentant de la Métropole au sein du Conseil administration de la COMUE ;
- Décide à l'unanimité de procéder à cette désignation à main levée et non à bulletin secret, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- autoriser Monsieur Philippe SAUREL à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128963-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM - RAPPORT SPÉCIAL 2015 SUR LES
CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE -
APPROBATION**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM a remis son rapport spécial 2015 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SERM exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci après.

En 2015, les opérations confiées à la SERM par Montpellier Méditerranée Métropole et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Roque Fraisse sur la Commune de Saint Jean de Vedas ;
- ZAC Renouvellement et Développement Urbain / Coste Rousse & Multisites Prata sur la Commune de Prades-le-Lez.

Pour la ZAC Roque Fraisse, l'enquête parcellaire concernait vingt-trois unités foncières. En 2015 quatre unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique et trois unités foncières sont concernées par une procédure judiciaire en cours.

Pour la ZAC Renouvellement et Développement Urbain / Coste Rousse & Multisites Prata, l'enquête parcellaire concernait trente-deux unités foncières. En 2015, deux unités foncières sont concernées par une procédure judiciaire en cours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2015 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129308-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle Guiraud présente le compte rendu des activités de la SAEML SERM au cours de l'exercice 2015.

Le capital social de la SAEML SERM reste inchangé au 31 décembre 2015 et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 27,61% des actions. A ce titre, elle occupe 3 sièges sur 14 au Conseil d'Administration de la SERM. La société est présidée par Monsieur Max Lévi représentant la Ville de Montpellier qui détient 41,38% du capital de la SERM.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2015 : les 10 mars 2015, 19 mai 2015 et 5 novembre 2015. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2014 s'est tenue le 30 juin 2015. Celle approuvant les comptes de l'exercice 2015 s'est tenue le 28 juin 2016.

Au 31 décembre 2015, l'effectif de la société est de 75 ETP (contre 73 ETP en 2014), dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez.

Le Chiffre d'Affaires total de l'exercice 2015 atteint 90 902 919 € contre 101 152 088 € en 2014, soit une diminution de -10,13%.

La situation nette à la clôture de l'exercice atteint 15,8 M€ pour un ensemble de capitaux propres de 32M€.

En 2015, l'activité fonctionnement / aménagement de la SERM a engendré un déficit de l'ordre de -656 K€ (contre -886 K€ en 2014) malgré une nette amélioration du résultat opérationnel.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 804 K€ contre 1 023 K€ en 2014.

Le résultat net avant épargne salariale (directe et quote-part GIE) et IS s'élève donc à 148 K€.

Le résultat net après IS et épargne salariale s'est ainsi présenté à hauteur de 120 K€ (contre 153 K€ en 2014).

Il est à noter la mise en place, début 2015, d'un plan stratégique de la société SERM et du groupe (SEM, SA3M et GIE SERM SA3M) qui regroupe trois axes forts, le développement du chiffre d'affaires par l'identification de nouveaux contrats, la réduction des achats externes et services extérieurs en favorisant les compétences internes, et la mise en corrélation des effectifs avec le niveau d'activités.

L'activité 2015 a regroupé les mandats d'études et les autres prestations réalisés pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de méthanisation Amétyst, l'Aquarium Mare Nostrum, Via Domitia), pour le compte de la Ville de Montpellier (Port Marianne-Mandat d'acquisitions foncières sur le périmètre d'ensemble, Port Marianne Jardins de la Lironde-Mandat d'infrastructures primaires) et pour le compte d'autres clients (CCAS de Castelnau-le-Lez-AMO pour l'étude de programmation architecturale et technique pour la construction du nouvel APHAD des Muriers sur la ZAC Eureka Extension, CHRU de Montpellier-ATMO pour la nouvelle centrale de secours électrique et pour la nouvelle hélistation sur parking silo).

L'activité 2015 a également été concernée par les concessions d'aménagement pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Parc 2000 Extension, Eureka, Port Marianne-Porte de la Méditerranée Odysseum, et ZAC Hippocrate, Garosud et Garosud Extension, Parc d'Activité Charles Martel de Villeneuve-lès-Maguelone, Parc Euromédecine, Parc Marcel Dassault de St Jean de Védas, Parc ZAC Marcel Dassault Extension 2, restructuration du secteur du Frigoulet à Cournonsec), pour le compte de la Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne : Rive Gauche, Jacques Cœur, Parc Marianne, Consuls de Mer, Jardins de la Lironde et Richter, ZAC Malbosc, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint

Roch, ZAC des Grisettes, ZAC Blaise Pascal, Montpellier Grand Cœur et PRU Petit Bard Quartier Cévennes) et pour le compte d'autres clients (Commune de St Jean de Vedas- Quartier Roque Fraisse, Commune de Prades-le-Lez-Renouvellement et développement urbains du village et Commune de Saint-Brès-ZAC Cantausse).

Le département Energie, notamment au niveau de ses activités travaux et exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, et le secteur immobilier d'entreprise (Biopole Euromédecine, Village d'entreprises artisanales et de services Parc 2000, Hôtel d'entreprises du Millénaire et atelier relais du Millénaire et Village d'entreprises artisanales et de services Hannibal à Cournonsec) ont également constitué une partie de l'activité 2015.

Pour 2016 le chiffre d'affaires prévisionnel d'opérations en concessions d'aménagements est de 51 M€.

- Au niveau du secteur logement, la SERM prévoit de commercialiser des charges foncières équivalentes à 1694 logements.
- Au niveau des moyens humains, la mise en œuvre du plan stratégique se poursuit en 2016 avec un effectif qui devrait atteindre 112,8 ETP sur l'UES dont 71,6 ETP sur la SERM.
- Au niveau du secteur économique, les cessions de terrains devraient se limiter à 2,6 ha principalement du fait de la pénurie de terrains disponibles. L'activité tertiaire vise la commercialisation de 24 802m2 de Surface de Plancher après une année 2015 exceptionnelle (42 926 m2). L'activité immobilière est prévue à un niveau semblable à celui de 2015.

Concernant plus spécifiquement l'activité Energie, la DSP Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid achève son plan d'investissement visant à convertir les centrales de production aux énergies renouvelables. La filiale Energie du Sud poursuit son développement en travaillant sur un nouveau plan stratégique.

Concernant les activités des filiales, la SAS SEAMAN, filiale de la SERM à 100%, a répondu à la procédure de mise en concurrence relative à une nouvelle DSP regroupant l'Aquarium Mare Nostrum et le Planétarium Galilée. La DSP actuelle pour la gestion de l'Aquarium prend son terme au 15 décembre 2016.

La SERM détient toujours également en 2015 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 99% dans la SCI Odysseum, 1,67% de la SAEML Montpellier Events et 1,50% de la SAS Mutoxia. De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energie Sud, la SERM détient des participations dans la SAS Hélotam (exploitation des ombrières photovoltaïques de deux parkings TaM) et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM) (exploitation des ombrières photovoltaïques de l'Aéroport Montpellier Méditerranée).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société SERM pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129499-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUES LOCALES
SA3M - RAPPORT SPÉCIAL 2015 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES
PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Monsieur Philippe Saurel pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SA3M.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SA3M a remis son rapport spécial 2015 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui lui ont été confiées.

La SA3M exerce des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique. Les éléments principaux de ce rapport sont rappelés ci après.

En 2015, les opérations confiées à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole et concernées par ces prérogatives sont :

- ZAC Ode à la Mer Acte 1 sur la commune de Pérols ;
- ZAC Ode à la Mer Acte 2 sur les communes de Pérols et de Lattes;
- ZAC Descartes sur la commune de Lavérune ;

Pour la ZAC Ode à la Mer Acte 1, l'enquête parcellaire concernait six unités foncières. En 2015 trois unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique et trois ordonnances d'expropriation ont été prononcées.

Pour la ZAC Ode à la Mer Acte 2, l'enquête parcellaire couvre une superficie de 112 ha environ dont 20% en extension urbaine et est composé de foncier urbanisé (renouvellement urbain), de foncier à urbaniser (extension urbaine) et de foncier non urbanisé à préserver (espaces naturels). En 2015 quatre unités foncières ont été acquises par voie de préemption.

Pour la ZAC Descartes, en 2014, deux unités foncières sont concernées par une procédure judiciaire sous déclaration d'utilité publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport spécial 2015 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SA3M ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129497-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - SA3M - RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement « Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) ».

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL présente le compte rendu des activités de la SPL SA3M au cours de l'exercice 2015.

L'objet social de la SPL SA3M s'inscrit dans le fait de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte exclusif de ses actionnaires sur différentes thématiques telles que : la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La société est présidée par Monsieur Philippe SAUREL, en qualité de représentant de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 23 mai 2014.

En 2015 le capital social (1 770 000€) et sa répartition sont inchangés. Montpellier Méditerranée Métropole reste toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60%), de la Région Languedoc-Roussillon Midi Pyrénées (Occitanie) (10,06%) et des Communes de Lattes (1,69%) et de Castelnau-le-Lez (1,13%).

17 collectivités sont également actionnaires de la SPL SA3M parmi lesquelles Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Laverune, Le Crès, Pérols, Prades-le-Lez, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elles composent l'Assemblée Spéciale des actionnaires représentée par Monsieur Jean-Luc Savy au Conseil d'Administration. Chaque commune dispose d'un poste de censeur au Conseil d'Administration.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe toujours 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration et un poste de censeur.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2015 : les 18 février, 10 mars et le 19 mai.

L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2014 s'est tenue le 26 juin 2015. Celle approuvant les comptes de l'exercice 2015 s'est tenue le 28 juin 2016.

L'effectif moyen de la société est constitué par 6,9 ETP sur 2015 (9 en 2014) auquel il faut rajouter 9,9 ETP mis à disposition (7 ETP en 2014) par le GIE.

Depuis sa création en janvier 2010, la SA3M s'est inscrite dans la démarche d'accompagnement à l'aménagement du territoire qui découle du SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole.

Les principales opérations réalisées en 2015 ont été les poursuites des études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Quartier Gare TGV, Salaison, Lattes Saporta, Baillargues Plaine de Colombier, Saint Jean de Védas-Lauze Est, Cournonterral-Cannabe, Castelnau-le-Lez-Sablassou, Laverune-PAE Descartes, Montpellier-Cavalade, Montpellier Centre de tri des déchets Déméter, Montpellier-Implantation du CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset, Montpellier-Rénovation thermique des copropriétés), pour le compte de la Ville de Montpellier (ZAC du Coteau, Archives municipales, La Pompignane Croix d'Argent) et pour le compte d'autres communes de la Métropole (Juvignac-La Combe du Renard, Sussargues-Frange Urbaine Sud).

De même, les concessions d'aménagement ont été le fruit des principales ressources de la société pour 2015. On dénombre des concessions d'aménagement réalisées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Montpellier-Mogère, Laverune-PAE Descartes, Montpellier-Odyseum Est, Montpellier-ZAC Parc 2000, Montpellier-Hippocrate, Lattes et Pérols-Ode à la Mer), pour le compte de la Ville de Montpellier (ZAC de la Restanque, Ecole d'Application de l'Infanterie, ZAC Port

Marianne République, Nouveau Grand Cœur, Halles et Place Laissac, Consuls de Mer) et pour le compte d'autres communes de la Métropole (Saint Georges d'Orques-ZAC Cœur d'Orques, Castries-ZAC des Saurèdes, Clapiers-ZAC Le Castelet).

Le Chiffre d'Affaires de l'exercice 2015 atteint 10 789 K€ (contre 6 332 K€ en 2014 soit une hausse de +70%) et la production totale se monte à 23 774 K€ (contre 18 304 K€ en 2014). Le résultat net est bénéficiaire à hauteur de +699 K€ (contre un déficit de -45 K€ en 2014). C'est la première fois que la société génère un bénéfice après cinq années consécutives en déficit. La situation nette est à hauteur de 1 443 K€ à un niveau de nouveau supérieur à la moitié du capital social.

Pour l'année 2016, la société devrait constater une progression des rémunérations de +25% du fait de nouveaux contrats, la poursuite d'opérations majeures, et la montée en puissance d'opérations telles que l'EAI, Nouveau Grand Cœur, République et du mandat Demeter II.

Concernant les charges, elles devraient diminuer par rapport au budget du fait de l'application du plan stratégique avec une bonne maîtrise des charges et une affectation diminuée des opérations du fait du décalage des opérations.

Un changement de nom de SAAM (Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier) en SA3M (Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole) a été acté lors de l'AGE du 24 mai 2016. Sa forme sociale a également été modifiée lors de la même AGE ; la SA3M devenant une SPL en lieu et place d'une SPLA auparavant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société SA3M pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129488-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2015 DE
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°13962 du Conseil de Métropole en date du 30 juin 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Jackie GALABRUN-BOULBES pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON, en remplacement de Monsieur Christophe COUR qui avait été désigné le 22 avril 2014.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Jackie GALABRUN-BOULBES présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2015.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole. Sa zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau.

La société assure ainsi la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2015, le capital social de la SOMIMON, à hauteur de 240 K€, est inchangé et Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 42% des parts de la SOMIMON ; elle occupe 4 sièges sur 10 au Conseil d'Administration dont le poste de Président en la personne de Monsieur Christophe Cour.

Le Conseil d'administration de la société a pris acte de la modification des nouveaux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole avec la nomination d'Isabelle Touzard en remplacement de Jean-François Audrin ; du département de l'Hérault avec la nomination de Marie-Christine Bousquet et de la Caisse des Dépôts et Consignations avec la nomination de Mathilde Leterrier.

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni le 12 mai et le 15 décembre 2015 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2014 s'est tenue le 16 juin 2015, celle approuvant les comptes de l'exercice 2015 s'est tenu le 21 juin 2016.

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2015, dont le Directeur Général Mr Olivier Lauro, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2015, la société a poursuivi la réflexion et les études sur :

- l'extension du MIN, une étude faisabilité est en cours,
- la modernisation du secteur alimentaire,
- le développement du pôle horticole, deux grossistes installés sur le pôle horticole de Gigan souhaitent investir sur le MIN,
- les ateliers de transformation qui s'ouvrent en 2016 et qui permettent de valoriser les productions locales et de maintenir des emplois sur le territoire.

Au niveau des mouvements, l'année 2015 a vu s'installer 28 nouveaux producteurs et concessionnaires sur le MIN et constater 32 départs.

Les éléments financiers au 31 décembre 2015 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement (service et investissement) ambitieuse de la SOMIMON, avec la poursuite de la participation aux investissements aux côtés des opérateurs ; la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 709 K€ en légère hausse par rapport à 2014, soit +7 K€, dont :

- 660 K€ pour la filière « fruits et légumes » qui représente une activité essentielle pour la société, 24,4 % de son chiffre d'affaires (-8 K€ par rapport à 2014)

Délibération n° 14042

- 617 K€ pour la filière agroalimentaire, 23 % du CA, en légère progression (+14 K€).
- 142 K€ pour l'activité horticole (-9 K€).
- 518 K€ pour l'activité de « plate-forme frigorifique » qui représente plus de 19% du chiffre d'affaires (en diminution de 18 K€)

Les produits totaux représentent 3 043 K€ (en hausse de 45 K€, +1.5%) pour un total de charges de 3 032 K€ (soit +38K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +11 K€. Les capitaux propres de la société délégataire s'élèvent désormais à 1 085 K€.

Parmi les événements de l'année organisés au MIN, on pourra noter sur 2015 : le partenariat avec le salon Méditerranée à Déguster ; la rencontre internationale sur les « politiques alimentaires urbaines » organisée par la chaîne Unesco, Cirad et SupAgro ; l'accueil de responsables de coopératives chinoises ; l'AG de la Fédération Française des Marchés de Gros de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2015,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129495-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT - OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. J.-P. RICO, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n° 12223 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement l'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2015 de l'Administrateur de la Société Publique Locale d'Aménagement l'Or Aménagement.

La société a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, mais aussi l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

Au 31 décembre 2015, le capital social de la SPLA l'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et la Commune de Mauguio à hauteur de 31,54%.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par 1 siège sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

L'effectif moyen de la société est composé de 8 salariés dont 6 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2015, les éléments ci-après sont à souligner :

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès portant un total de dépenses cumulées de 7,6 M€ dont 407 K€ sur la seule année 2015 ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison pour un total de dépenses cumulées de 1,9 M€ dont 427 K€ sur la seule année 2015 ; la ZAC Font de Mauguio pour environ 1 000 logements et un total de dépenses cumulées de 5,6 M€ dont 646 K€ pour la seule année 2015 ; la ZAC Les Roselières à Valergues pour un total de dépenses cumulées de 130 K€ dont 118 K€ en 2015.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées en 2015, on note les conduites d'opérations suivantes : la phase programmation de la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio pour 40 K€ ; la construction d'une salle multi-activités et d'un espace jeunes à Candillargues pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 38 K€ ; la construction d'une unité de production culinaire pour la Communauté du Pays de l'Or pour 47 K€ ; la phase travaux du réaménagement du Lido du petit et grand Travers pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 160 K€ ; le schéma d'aménagement du port de La Grande Motte pour la commune de La Grande Motte pour 42 K€ ; les études préalables aux opérations d'aménagement des sites « Les Plans » et « Les Conques » pour la commune de Lansargues pour 51 K€ ; l'extension de l'école élémentaire pour la commune de Lansargues pour 34 K€.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie après 2015, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : la construction d'un groupe scolaire et l'extension du restaurant scolaire existant pour la commune de Candillargues pour 73 K€ ; la phase de conception de la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio pour 38 K€ ; l'aménagement de la ZAC des portes de l'Aéroport pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour 781 K€ ; le schéma directeur pour la commune de Mauguio pour 35 K€ ; le dialogue compétitif projet ville port pour la commune de La Grande Motte pour 34 K€.

Les perspectives d'évolution en 2016 portent notamment sur le projet Ville – Port de la commune de La Grande Motte à hauteur de 50 K€, le contrat d'amodiation et relation avec les documents d'urbanisme pour la commune de La Grande Motte pour 29 K€, le développement économique axé sur la requalification des zones d'activités existantes sur des sites stratégiques et le développement des nouvelles zones pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, la requalification de l'extension de la capitainerie de Carnon pour la Commune de Mauguio pour 27 K€.

Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre, pour 2015, un chiffre d'affaires hors taxe de 562 K€ (contre 707 K€ en 2014) et un résultat net déficitaire à hauteur de -5 K€ (contre +141 K€ en 2014).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers, Lou Plan des Aires, Font de Manguio et les Roselières) et des différentes études menées en 2015.

Les capitaux propres s'établissent à 1 318 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société OR AMENAGEMENT pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129291-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ECONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Par délibération n°13578 du Conseil en date du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL, Président de MONTPELLIER EVENTS depuis le Conseil d'Administration du 7 mars 2016, présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2015.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur deux équipements appartenant à la Métropole que sont le Corum-Palais des congrès-Opéra et le Zénith Sud par délégation de service publique et sur deux équipements appartenant à la Région que sont l'Aréna et le Parc des expositions. Les quatre sites dédiés au tourisme d'affaires et contribuant à la politique culturelle et sportive de la Métropole, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Au 31 décembre 2015, le capital de la société s'élève à hauteur de 36 868 807 €, suite à une augmentation de capital actée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 novembre 2015. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 35,54% du capital (contre 37,05% en 2014) ; aux côtés notamment de la Région, actionnaire principal avec 37,65% du capital, et de la Ville de Montpellier qui détient 9,29% des parts. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration.

Parmi les faits marquants de 2015, il faut noter, la nomination par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce du 2 juillet 2015 d'un administrateur provisoire : Me Olivier Fabre en remplacement du directeur général décédé ; puis la nomination, par le Conseil d'Administration du 1 décembre 2015, de Cédric FIOLET, en tant que directeur général, pour une prise de fonction au 1^{er} mars 2016.

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni à six reprises les 26 février, 30 avril, 30 juin, 15 juillet 14 octobre, 1^{er} décembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire le 30 juin 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2014, et en Assemblée Générale Extraordinaire le 20 novembre 2015.

Des modifications relatives aux représentants des administrateurs ont été constatées sur 2015, pour Montpellier Méditerranée Métropole avec la nomination de Jean-Pierre Rico en remplacement de Gilbert Pastor ; pour le Département avec la nomination de Michaël Delafosse en remplacement de Marie-Christine Bousquet ; pour la Caisse des Dépôts et Consignations Olivier Camau en remplacement de Brice Paquet ; les mandats de censeur de la Banque Populaire du Sud ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 122 salariés au 31 décembre 2015 dont cinq personnes en CDD et un mandataire social.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 29 763 K€, en hausse de +3 359 K€, soit 12.7% par rapport à 2014. Le CA HT se répartit de la manière suivante : 42,3% sur le Corum et le Zénith Sud et 57,7% sur l'Aréna et le Parc des expositions.

Cette progression est fortement marquée par celle du Parc des Expositions (+20%) et du Corum (+16.6%) et de l'Aréna (+5,7%). Seul le site du Zénith Sud enregistre une baisse de -18%.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 462 manifestations ; 56.5% ont été réalisées au sein du Corum, 13% au sein du Zénith Sud (soit 69.5% sur les équipements de la métropole), 16% au sein du Parc des Expositions et 14% au sein de l'Aréna. La part des manifestations relatives au pôle MICE s'est élevée à hauteur de 56% (40% pour les congrès, 24% pour les salons et

concours, 21% pour les réunions d'entreprise et 15% pour les manifestations sportives), tandis que 42% des manifestations ont concerné des spectacles ou concerts.

Malgré une légère baisse de -2.7% du nombre de manifestations, le nombre de journées participants est en hausse de 19.5% et atteint 1 440 124 journées participants grâce à des événements de plus grande importance.

Au global, le taux d'occupation atteint son record à 32.5%.

Parmi les événements notables de l'année 2015, figurent le championnat d'Europe de Basket, le congrès des HLM, le concert des Enfoirés et le festival I Love Techno Europe.

Malgré l'augmentation de l'activité, le résultat net de la société, présente un déficit réduit pour l'année 2015 ; celui-ci s'affichant à hauteur de -724 K€.

Le total des produits d'exploitation en hausse de 12.27% s'est élevé à 30 679 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 30 503 K€ en augmentation de 9.68%. Le résultat d'exploitation de la société s'affiche ainsi à + 176 K€.

Les redevances versées à la collectivité s'élèvent à 1 599 K€.

Les capitaux propres de la société ont augmenté en passant de 26 482 K€ en 2014 à 27 258 K€ en 2015, pour un capital de 36 869 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129523-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2015 DE
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12219 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole a désigné Madame Isabelle GIANIEL pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GIANIEL présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2015.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Depuis cinquante ans, la société BRL participe au développement du Languedoc-Roussillon en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques du Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées (Occitanie) pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément de ressources locales fragiles et souvent insuffisantes, BRL distribue en Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région à hauteur de 49,93% ; la société a été présidée depuis le 9 octobre 2014 par Madame Françoise Bigotte, représentante de la Région, en remplacement de Monsieur Damien Alary, lequel a repris ses fonctions de Président depuis le 31 mars 2016.

Pour l'année 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois : le 5 mars, le 4 juin, le 17 septembre et le 19 décembre 2015. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2014 s'est tenue le 4 juin 2015. Celle de l'approbation des comptes 2015 s'est tenue le 23 juin 2016.

L'année 2015 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL avec :

- Evolution de la gouvernance du Groupe BRL suite aux élections départementales de mars 2015, à des évolutions internes à la Région, et à la nomination d'un nouveau représentant de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit un renouvellement de 45% du Conseil d'Administration.
- Stratégie « BRL Horizon 2017 » : la direction générale a organisé un bilan de la stratégie à mi-parcours du plan d'affaires 2013/2017 avec une évaluation des performances de l'ensemble des sociétés du Groupe pour la période écoulée 2013/2014 et une actualisation pour le cycle 2015/2017.
- Engagement de l'opération de rachat des titres en déshérence : la réduction du nombre d'actionnaires a été engagée suite à la décision du Conseil d'Administration du 18 décembre 2014. Le Conseil d'Administration du 5 mars 2015 s'est prononcé sur les conditions d'engagement de ce rachat par l'actionnaire la Caisse d'Epargne qui rachètera les titres et l'agrément de la future cession des 6 571 actions appartenant à 1 676 actionnaires (soit 25% du capital).
- Le Groupe BRL a fêté ses 60 ans en 2015 : BRL et ses cinq filiales constituent aujourd'hui un Groupe qui compte dans le paysage régional et qui a obtenu de nombreux succès et les prix, en France comme à l'international.

- Protocole transactionnel avec Oc'Via : Après 15 mois de négociation, un accord a été signé le 30 octobre 2015 avec une réfaction limitée à 2,7 M€, soit une économie de 23% par rapport aux 3,5 M€ annoncée au Conseil d'Administration du 4 juin 2015. Cette négociation fait suite à l'augmentation du nombre de rétablissements des réseaux du RHR impactés par la ligne à Grande Vitesse du Contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier qui a conduit à un surcoût de travaux supérieur à 15 M€.
- Extension du siège social de BRL : la création d'un nouveau bâtiment de 1 200 m2 supplémentaires est en voie d'achèvement.
- Actualisation du programme Aqua Domitia : le coût d'investissement actualisé du projet s'élève à 221 M€ HT.
- Rétablissement des réseaux du RHR suite à la création de la ligne ferroviaire à grande vitesse – contournement Nîmes-Montpellier (CNM) : à fin 2015, le taux d'avancement des travaux est de 91%.
- Activités à l'international : BRLI a inauguré une succursale en Côte d'Ivoire.
- Activités d'exploitation : BRLE a été retenue suite à l'appel d'offres de l'affermage eau et assainissement de la ville de Mende et a été renouvelé pour le contrat d'exploitation des barrages du département des Pyrénées-Orientales.
- Négociations d'emprunts pour autofinancer les investissements concédés.
- Contrôle des bases foncières BRL : BRL a fait l'objet d'un contrôle fiscal limité aux impôts locaux des bases foncières de Portiragnes dans l'Hérault.
- Dénouement de litiges : le recours de Zurich Assurances en responsabilité civile pour l'inondation du site Perrier en 2005 s'est soldé par une décision de la Cours d'appel de Lyon en faveur de BRL et du Département du Gard.
- Négociations paritaires : La direction du groupe BRL a signé le 4 septembre 2015, après 15 mois de négociations avec les trois organisations syndicales représentatives, un accord triennal au niveau de l'UES relatif à l'égalité professionnelle Femmes/Hommes.
- Réforme du temps de travail et prévention des risques psychosociaux : Des rencontres ont été organisées avec les syndicats au sein du Groupe afin de définir les premières bases de la négociation sur la modernisation du temps de travail à 35h.
- ERP de gestion du Groupe BRL : Des ateliers de travail inter-sociétés du groupe ont été réunis en 2015 afin de développer des applicatifs spécifiques, de paramétrer et de tester le nouveau logiciel comptable et de gestion pour l'ajuster au mieux aux besoins des entités du Groupe.
- Plan de Reprise d'Activité et Plan de Continuité d'Activité.
- Intervention de la Direction Générale de BRL à diverses conférences,
- COP 21 : BRLI a assisté le Partenariat Français pour l'eau en rédigeant un document de référence.
- Démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) : BRL a accompagné la création d'un Club FACE dans le Département de l'Aude pour agir contre l'exclusion en faveur des publics prioritaires.

Les perspectives d'avenir sont marquées par les orientations suivantes : l'évolution de la gouvernance de BRL, la poursuite des travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional avec un volume encore très élevé d'investissement pour plus de 30 M€ en 2016, les travaux de maintenance de la concession régionale, les grands chantiers du RHR, le chantier de modernisation de la gestion du temps de travail, le démarrage effectif du nouveau progiciel de gestion intégrée, la sécurisation totale des données informatiques du Groupe BRL, le déménagement d'une partie du personnel BRL maison mère dans le nouvel espace de travail et l'affectation des anciens bureaux pour une partie du personnel de BRLI et BRLE.

En 2015, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en légère baisse de -1 522K€ (soit -8.7%) par rapport à 2014 et s'établit à 15,913 millions d'euros.

Délibération n° 14045

Le résultat d'exploitation de la société ressort en baisse pour s'afficher à hauteur de -1 129 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 3 310 K€ en régression de -641 K€ par rapport à 2014. Ce bénéfice net est notamment dû à l'important résultat financier de 1,2 M€ réalisé principalement grâce aux dividendes perçus, ainsi qu'à l'important résultat exceptionnel de 2,2 M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en légère baisse de -200K€ par rapport à 2014 et s'établit à 68,5 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 3 293 K€ contre 3 148 K€ en 2014. Le résultat net consolidé présente un bénéfice historique d'un montant de 3 877 K€ en hausse par rapport à 2014.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 1 138 K€, Exploitation : 2 101 K€, Ingénierie : 999 K€, Espaces naturels : -149 K€, Activités sur Madagascar : 97 K€, Activités sur l'Algérie : -3 K€, et PREDICT : 72 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société BRL pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129481-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE - SFMA - RAPPORT ANNUEL 2015 DE
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme A. YAGUE, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Politique de la Ville, rapporte :

Par délibération n°12220 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Annie YAGUE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML SFMA.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Annie YAGUE présente le compte rendu des activités de la SAEML SFMA au cours de l'exercice 2015.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

L'année 2015 a été marquée par la mise en œuvre opérationnelle de la délégation de service public et constitue la première année d'exploitation.

Le capital de la société, inchangé en 2015, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration.

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises : le 11 mars, le 21 mai et le 22 septembre.

L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire, le 21 mai 2015 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2014 et le 11 juin 2016 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

Le Conseil d'Administration du 11 mars 2015 a nommé Alain Pouget directeur général de la SAEML SFMA.

L'effectif de la société est de 45 collaborateurs au 31 décembre 2015, dont sept fonctionnaires mis à disposition par la Métropole.

L'essentiel de l'activité 2015 de la SAEML SFMA, sous l'appellation commerciale Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole (SFMMM) s'est focalisée sur la transition des dispositifs de la régie de pompes funèbres d'agglomération, tant sur les volets réglementaires, opérationnels qu'en matière de gestion comptable. Ont été traitées notamment la délivrance de l'habilitation préfectorale ainsi que la rédaction du processus du guide de qualité de service engagé et certifié par l'octroi du label « NF Service – Services funéraires - Organisation d'obsèques ».

La part de marché obsèques à 48.68%, démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec 1 773 cercueils facturés, 872 urnes, 1 887 admissions en salons funéraires et 2 063 crémations ; à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 137 nouvelles adhésions sur l'exercice 2015.

Le chiffre d'affaires s'élève à 5 594 K€ dont 73% pour l'activité « pompes funèbres » (4 002 K€) et 27% pour l'activité « crémation » (1 517 K€).

Le résultat s'élève à 605 K€ réparti pour 28% sur l'activité « pompes funèbres » (169 K€) et 72% sur l'activité « crémation » (436 K€).

Les redevances versées s'élèvent à 504 K€.

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 737 788 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société SFMA pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14046

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129482-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE - LRAD - RAPPORT ANNUEL 2015 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION

Mme I. MARSALA, Conseillère Métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12221 en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL LRAD.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2015 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées (Occitanie) et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenue à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région et la Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

L'assemblée Générale Extraordinaire du 26 novembre 2015 a décidé de l'augmentation de capital social par incorporation de l'avance en compte courant de 110 000€ de la Région détient désormais 8,31% des actions au côté de la Région ; elle occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par Monsieur Guy ESCLOPE, représentant de la Région.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la Société Publique Locale LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; Madame Isabelle Marsala et Messieurs Jean-Luc Cousquer et Cyril Meunier, ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014.

Pour l'année 2015, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois, le 6 janvier (convention avec la Région concernant la mise en place d'une avance en compte courant de 120 000€), le 28 mai 2015 (fixation de la durée du mandat du Directeur Général de la société et les dispositions relatives à son affiliation aux Caisses de retraites et de prévoyance, approbation du rapport d'activité 2014, du rapport de gestion et de l'arrêté des comptes 2014), le 5 novembre 2015 (budget estimé 2015 et budget 2016 et convocation de l'AGE en vue de l'augmentation de capital) et le 15 décembre 2015 (constatation de l'augmentation de capital et formalités).

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2014 s'est tenue le 23 juin 2015.

Le comité de pilotage s'est réuni le 16 juin 2015 pour évoquer notamment le bilan des missions réalisées en 2014 et les perspectives 2015.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2015 s'établit à cinq personnes. La société est dirigée par Monsieur Aurélien Joubert depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2015 a été marquée par les treize opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont dix contrats de prestations intellectuelles pour la Région, et trois contrats de prestations intellectuelles pour Montpellier Méditerranée Métropole.

- Parmi les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, on notera les trois missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :

- Mission d'accompagnement aux phases préalables de création de la Régie de l'Eau et à l'animation du Comité Citoyen de Suivi :

La mission a été réalisée sur seize mois par la SPL LRAD et sans prestataire au prix de 36 550 € HT.

L'objet étant d'accompagner la direction de l'Eau et de l'Assainissement d'une part dans la constitution d'un Comité Citoyen de suivi et de l'animer pour réfléchir à la forme juridique de la future Régie (statuts et le benchmark de Régies existantes), et d'autre part dans le lancement du marché d'AMO pour un accompagnement à la mise en place de la Régie (analyse des offres et participation aux négociations).

- Mission d'accompagnement à la mise en place d'une plate-forme Open Data mutualisée :

La mission est réalisée sur une période de quatre mois par la SPL LRAD sans prestataire au prix de 57 800 € HT.

En collaboration sur l'open data depuis 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a fait appel à la SPL LRAD dans le but de renforcer et de généraliser l'accompagnement numérique dédié aux 31 communes du territoire, de simplifier les productions, d'adapter les jeux de données à la loi NOTRe, de normaliser de nouveaux jeux de données et de valoriser des productions via des événementiels.

Le projet porte sur de nombreux axes : la poursuite de l'accompagnement des communes engagées vers une autonomie totale, l'intégration et la mise à niveau des dernières communes entrantes, l'ouverture de nouveaux thèmes de données, en cohérence et par anticipation sur les recommandations de la loi NOTRe, l'avancement dans la normalisation des données, l'animation du club communal et l'accompagnement juridique, l'alimentation de la veille et suivi de la fréquentation de la plateforme jusqu'à la prise de relai par la Métropole, l'assistance à la transversalité système d'informations géographiques/open data, la valorisation des productions.

- Mission d'accompagnement à la Création d'un Office de Tourisme Métropolitain :

La mission a été réalisée sur sept mois et sans prestataire au prix de 29 750 € HT.

L'objet porte sur l'apport d'une aide à la décision pour le choix du statut du futur Office de Tourisme Métropolitain, sur l'étude des différents scénarios juridiques permettant la création de cet Office du Tourisme, sur l'établissement d'une feuille de route pour la mise en œuvre du scénario juridique retenu, et sur l'apport d'une aide ponctuelle sur certaines thématiques.

L'étude a permis aux élus de faire le choix d'un statut associatif et d'opter pour la fusion-absorption de l'Office du Tourisme de la commune de Castries.

- Parmi les opérations confiées par la Région, on notera les dix missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :
- Mission d'accompagnement de la stratégie régionale d'innovation dans le domaine du numérique (sans prestataire au prix de 42 500 € HT ; l'objet étant de positionner le tissu économique régional parmi les leaders européens dans certains secteurs économiques).
- Mission d'accompagnement à la rédaction d'un rapport d'étape de la politique régionale de santé en faveur des jeunes (sur une durée de 9 semaines, sans prestataire au prix de 15 776 € HT frais financiers de 3 876€ inclus ; l'objet étant de réaliser un document de synthèse formalisant le bilan d'étape de la politique régionale sur la santé des jeunes depuis 2006 et d'accompagner dans la préparation et l'organisation du colloque des 11 et 12 mai 2015) ;
- Mission d'accompagnement au développement de la Cité de l'excellence sportive Font Romeu (sur une durée de 12 mois ; sans prestataire au prix de 44 625 € HT ; l'objet étant d'animer le réseau d'acteurs locaux et d'accompagner la Cité de l'excellence sportive dans l'élaboration d'un projet de développement transfrontalier impliquant des partenaires espagnols).
- Mission d'accompagnement à la mise à jour du CRTE : (sur une durée de 11 mois, sans prestataire au prix de 68 550 € HT : l'objet étant d'effectuer un accompagnement méthodologique et opérationnel pour la mise à jour du Cahier de Recommandations Techniques et Environnementales).

- Mission d'assistance à la Création d'un Cluster Numérique en LR et à la définition de son positionnement stratégique : (sur une durée de 6 mois, au prix de 71 950 € HT dont 23 700 € pour le prestataire Ernst&Young et 14 809 € pour le prestataire ARC Conseil; l'objet étant d'accompagner le cluster « FrenchSouth.digital » à sa création juridique et financière, à la définition de sa gouvernance et de son positionnement stratégique et à son lancement opérationnel).
- Mission d'accompagnement à la mise en place de dispositifs de production d'EnR sur les PRAE en Languedoc-Roussillon : (sur une durée de 7 mois, au prix total de 50 812,50 € HT dont 16 799 € pour le prestataire IdeSun ; l'objet étant d'identifier les PRAE disposant de caractéristiques techniques et juridiques permettant d'envisager l'implantation d'équipements photovoltaïques).
- Mission d'études de projets suivi et évaluation de la 3S en Languedoc-Roussillon : (sur une durée de 17 mois, au prix de 89 175 € HT dont 69 200 € pour le prestataire PWC EDATER ; l'objet étant d'accompagner la Région dans l'élaboration du plan de suivi et d'évaluation de la 3S dans le respect des recommandations de l'UE et du cadrage initial fixé par la Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées).
- Mission d'études de projets suivi et évaluation de la 3S en Languedoc-Roussillon : (sur une durée de 17 mois, au prix de 95 835 € HT dont 82 660 € au profit de quatre autres prestataires ; l'objet étant d'affirmer le positionnement régional ou encore d'actionner la dynamique projet et d'étudier la faisabilité, la pertinence et les conditions de réalisation des projets emblématiques dans les quatre études projets qui sont : Mas numérique, Cartographie EnR et Solaire, Thérapies innovantes et ciblées et Moteur hybride).
- Mission d'assistance juridique et technique pour l'implantation d'un projet touristique sur le Domaine de Celeyran à Salles d'Aude : (sur une durée de 3 mois, au prix de 8 270 € HT dont 2 320 € au profit du sous-traitant Caradeux Consultant ; l'objet étant d'accompagner la Région sur les aspects juridiques en formulant des recommandations sur la procédure à mettre en œuvre dans le cadre de la modification du PLU, et d'apporter une assistance technique dans les réunions avec les intervenants de la commune et avec l'investisseur).
- Mission d'accompagnement à la définition d'une politique régionale favorisant le développement de la filière Immoitique en Languedoc-Roussillon : (sur une durée de 9 mois, au prix de 63 750 € HT dont 48 855 € au profit du sous-traitant Izuba ; l'objet étant d'assister techniquement à aux solutions immotiques à bas coût et open source).

Du point de vue financier en 2015, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 499 K€ (en hausse de 24,89% par rapport à 2014) ; le chiffre d'affaires se répartit à 81,2% pour les opérations confiées par la Région et pour 18,8% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 61,9% et de 38,1% en 2013.

On note ainsi un total de produits de 520 K€ et un total de charges de 528 K€ en 2015 (en hausse de 20,4% par rapport à 2014).

La société enregistre donc pour son cinquième exercice social un déficit de -7,6 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 123 K€ avec un capital social de 148 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société LRAD pour l'exercice 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129500-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TaM - RAPPORT ANNUEL 2015 DE
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Métropolitain, délégué à la Communication, rapporte :

Par délibération n°12214 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Abdi EL KANDOUSSI pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de TaM.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur EL KANDOUSSI, Président de TaM, présente le compte rendu des activités 2015 de la société TaM.

En 2015, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2015. Montpellier Méditerranée Métropole détenait toujours 27,79% du capital et 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont la Présidence. Dans le cadre de la compétence voirie et stationnement, transférée au 1^{er} janvier 2015, le Conseil d'Administration du 23 février 2016 a constaté le rachat des 2/3 des parts de la Ville par la Métropole ; Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élu(e)s au sein du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 28 janvier, 11 mars, 7 avril, 26 mai, 30 juin et 13 octobre 2015. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2014 s'est tenue le 30 juin 2015, celle approuvant les comptes 2015 s'est tenue le 28 juin 2016.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2015 a renouvelé les postes de censeur de Transdev.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2015 s'établit à 1 144,6 ETP, auquel s'ajoutent 6.3 ETP mis à disposition.

Toutes activités confondues, le total des produits s'établit à 105 093 K€ (+ 3 902 K€ par rapport à 2014). Le résultat net de l'exercice 2015 s'affiche en bénéfice à hauteur de 818 K€ (+ 236 K€ par rapport à 2014), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 862 K€ au titre de l'exercice 2015.

Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 19,33 M€, représentent 27% du total du bilan.

Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de la Métropole du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette sixième année d'exploitation a été marquée par la mise en place des avenants n°7 et n°8 qui formalisent les décisions d'offres et de services prises respectivement courant 2014 et 2015 par la Métropole.

Le Chiffre d'Affaires HT de l'activité transport a représenté 82,8% en 2015.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (SFE + taxes au réel) pour 2015 dans le cadre de la DSP s'est élevée à 46 785 K€ dont 33 811 K€ pour TaM.

Les compensations sociales et scolaires s'élèvent à 14 119 K€ (+ 2,45%).

Les ventes de titres de l'année 2015 représentent 35 287 K€ et sont sensiblement du même niveau qu'en 2014 (- 0,7%) malgré une hausse de la fréquentation (+ 5% de déplacements validés). Il s'agit de l'effet « année pleine » de la réforme tarifaire de septembre 2014.

TaM a renforcé sa lutte contre la fraude, (+ 30 personnes par rapport à 2014), le volume des indemnités PV atteint 1,9 M€ en progression de 6%, correspondant à l'augmentation de la fréquentation.

L'activité transport présente un résultat positif après impôt de 393,27 K€.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et AMO pour 2014 s'établit à 1 841 M€ et présente un résultat déficitaire de -279 K€.

L'année 2015 a été marquée par les travaux de l'extension de la ligne 4. L'inauguration du bouclage de la ligne 4 a eu lieu le 1^{er} juillet 2016 pour une mise en service commerciale le 2 juillet.

Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage avec la ville de Montpellier du parking **Comédie** (2014-2023), **Antigone** (2014-2023), **des Arceaux** (2011-2015), des parkings **Laissac** (2013-2015), ainsi qu'en concession pour les parkings **Gambetta** (1987-2029) et **Europa** (1996-2035).

TaM détient également la gestion du parking du **Corum** (2009-2018) avec la Métropole de Montpellier en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La démolition du parking **Laissac** étant programmée début 2016, un avenant de prolongation a été signé en décembre 2015 jusqu'à la date effective de démolition.

TaM n'a pas remporté l'appel d'offres 2015 pour le parking des **Arceaux** dont le contrat s'arrête au 31 décembre 2015.

TaM a obtenu en 2015 le contrat d'affermage de la **nouvelle gare Saint-Roch** d'une durée de 15 ans (de 2015 à 2030) et a créé une filiale dédiée à l'exploitation de ce parking : la SAS Saint Roch Stationnement. Le parking Nouveau Saint Roch ouvert, en juillet 2015, a nécessité pour son exploitation diverses acquisitions et installations d'équipements péagers et mobiliers sur l'année. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 43 K€ conformément au plan prévisionnel.

Le résultat des parkings Centre-ville s'élève à 575,3 K€, en progression de 310 K€, notamment grâce au remboursement d'assurance du sinistre du parking Gambetta, et de la progression du résultat du Corum +181 K€.

Les redevances versées aux collectivités basées sur le chiffre d'affaires progressent de 100 K€.

Concernant les marchés de prestations de services en régie de recettes, celui du parking du **bassin Jacques Cœur** a été attribué à TaM pour une durée maximale de 36 mois ; le marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie et parking Vicarello** de la Ville de Castelnau a été attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 décembre 2015, celui des **horodateurs sur voirie** de la Ville de Montpellier a été attribué à TaM pour la période du 1^{er} juin 2012 au 31 mai 2013 tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016.

Le résultat des activités en régie de recettes perd 212 K€ et s'élève à -262 K€, notamment en raison de la hausse des charges sur la gestion des horodateurs voirie (vandalisme, hausse des effectifs en perspective « dépenalisation » et changement de la règle de répartition des charges communes).

Autres activités

Le résultat des quatre activités en propre, composé des cinq parkings suivants : Clinique Millénaire, Clinique St Jean, Mer et Glace, CHU Lapeyronie et Ode à la Mer « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois), pour un chiffre d'affaires en progression de +67 K€, est bénéficiaire à 141 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2015 ;

Délibération n° 14048

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129521-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET
AFFAIRES JURIDIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ - FINANCEMENT DU FOND POUR L'INSERTION DES
PERSONNES HANDICAPÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE - AVENANT N°1 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 1^{er} janvier 2015, a inscrit l'accessibilité au cadre bâti comme une priorité comme le prévoit la loi pour l'égalité des droits et des chances du 11 février 2005.

Les Etablissements Recevant du Public (ERP), doivent être pensés en termes de confort et d'accueil, pour tous, quel que soit le handicap : visuel, auditif, cognitif, moteur.

Pour les ERP, la loi impose la réalisation de diagnostics accessibilité, elle impose également les travaux de mise aux normes accessibilité.

Les diagnostics des Etablissements Recevant du Public métropolitains ont été réalisés en 2010, montrant le taux d'accessibilité des équipements, la liste exhaustive des non conformités et le chiffrage des travaux de mise aux normes. Le montant total des opérations était estimé à 1 227 000.00 € T.T.C.

Par délibération n°11946 du 29 octobre 2013, une demande d'aide financière a été faite auprès du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP). Les modalités d'attribution de cette aide ont été définies par convention, conclue le 18 juillet 2014 avec le Fond Pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique, prévoyant l'octroi d'une subvention de 400 000 € à Montpellier Méditerranée Métropole.

L'intégralité des travaux concernés n'ayant pas pu être effectués, il est proposé de prévoir un avenant n°1 à cette convention afin de prolonger le dispositif d'un an et de poursuivre le travail de mise aux normes accessibilité des bâtiments de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Métropole, au chapitre 900 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129350-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –
MARCHÉ N°4582MG16 - ACCORD CADRE - TRAVAUX COURANTS DE RÉNOVATION
ET RÉHABILITATION SUR LES BÂTIMENTS DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION
DE LANCER LA CONSULTATION ET DE SIGNATURE**

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à l'Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, rapporte :

Par délibération n°10504 du 29 novembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole au 1^{er} janvier 2015, a approuvé la signature du marché à bons de commande sans minimum ni maximum n°2837MG12 ayant pour objet les travaux d'aménagements, de mises aux normes accessibilité handicapés, de maintenance et de grosses réparations dans les bâtiments communautaires (métropolitains). Ce marché arrive à échéance, il convient donc de relancer une nouvelle procédure.

La Métropole souhaite lancer une consultation sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire exécuté par marchés subséquents en application des articles 78 et 79 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cet accord cadre sera passé sans minimum ni maximum, pour une période d'un an à compter de sa notification, renouvelable trois fois maximum pour la même période d'un an. Trois attributaires seront retenus par lot (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

La procédure de mise en concurrence mise en œuvre sera l'appel d'offres ouvert en application des articles 25-1, 66 et 67 du décret précité.

L'intérêt de l'accord cadre multi-attributaire est de permettre une remise en concurrence systématique, pour chaque commande, par le biais de marchés subséquents. Les modalités de passation de ces marchés seront précisées dans l'accord-cadre.

Par ailleurs, à la suite du passage en Métropole, de nouveaux besoins sont apparus entraînant la création 17 lots décomposés comme suit :

Lots	Désignation	Montant estimatif annuel
Lot 01	Gros œuvre – Maçonnerie	150 000 € HT
Lot 02	Charpente et ossature bois	100 000 € HT
Lot 03	Cloison, faux plafond	87 500 € HT
Lot 04	Peinture et revêtements intérieurs	125 000 € HT
Lot 05	Étanchéité	25 000 € HT
Lot 06	Démolition – Désamiantage	85 000 € HT
Lot 07	Nettoyage de chantier, remise en état	15 000 € HT
Lot 08	Electricité courant fort, courant faible	255 000 € HT
Lot 09	Sûreté électronique	50 000 € HT
Lot 10	Menuiserie intérieure et agencement	150 000 € HT
Lot 11	Menuiserie extérieure	55 000 € HT
Lot 12	Serrurerie, métallerie	70 000 € HT
Lot 13	Plomberie	290 000 € HT
Lot 14	Signalétique, enseigne, covering	75 000 € HT
Lot 15	Stores et fermetures	20 000 € HT
Lot 16	Signalétique muséographique	50 000 € HT

Lot 17	Travaux sur corde	30 000 € HT
--------	-------------------	-------------

Le montant annuel global estimé est de 1 632 500 € HT.

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est proposé d'inclure dans le dossier de consultation des entreprises des clauses dites « sociales ». Ainsi, les lots n°1, 2, 3, 4, 7, 8, 10, 11, 12 et 13 se verront appliquer les dispositions visées par les articles 13 et 14 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et les articles 36, 37 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif aux accords-cadres 4582MG16 multi-attributaires, sans minimum ni maximum comportant 17 lots ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres concernés ;
- autoriser Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les accords-cadres à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des accords-cadres, y compris, le cas échéant leur résiliation.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128728-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – AQUARIUM MARE NOSTRUM - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION AVEC LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE - REDDITION DES COMPTES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. BUONO, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération n°5713 du 26 février 2004, la Métropole a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) un mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'aquarium Mare Nostrum à Odysseum.

Par délibération n°5814 du 28 avril 2004, le Conseil a autorisé la signature d'un avenant n°1 à la convention de mandat précitée, pour prise en compte des dispositions du nouveau Code des marchés publics.

Par délibération n°8257 du 26 juin 2008, le Conseil a approuvé la construction de l'extension de l'aquarium Mare Nostrum, espace destiné aux expositions temporaires, comprenant notamment un amphithéâtre, un espace pédagogique, une boutique ainsi que les espaces pour recevoir des bassins fixes et modulables. Cette extension a donné lieu à la signature d'un avenant n°2 à la convention de mandat.

Inauguré en décembre 2007 pour sa partie principale, puis en avril 2011 pour sa partie extension, l'aquarium Mare Nostrum est un établissement culturel et scientifique structurant du territoire métropolitain. Reconnu pour la qualité de sa scénographie, il a accueilli depuis son ouverture plus de 2 300 000 visiteurs. Il offre une surface de visite de 2 300 m² environ, qui comprend une série de 33 bassins et terrarium pour un volume d'eau (y compris exposition temporaire) de l'ordre de 2,9 millions de litres, permettant la présentation de près de 400 espèces et 30 000 animaux marins.

Les travaux ont été réceptionnés en 2011. La période de parfait achèvement s'est terminée en 2012 et le mandataire a suivi jusqu'à fin 2015 les ajustements nécessaires liés à la mise en service d'équipements annexes, ainsi que l'instruction de dossiers précontentieux avec certaines des entreprises intervenantes.

Lors du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) 2012, le Conseil a approuvé le montant prévisionnel de l'opération de 41 394 000 € T.T.C.

Le 13 janvier 2016, le mandataire a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de protocole de clôture du mandat. Celui-ci précise que l'ensemble des marchés est soldé et qu'aucun contentieux n'est en cours. Il indique qu'au 31 décembre 2015, l'ensemble des dépenses assurées pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole est de 41 131 338,41 € T.T.C., soit une diminution de 262 661,59 € T.T.C. par rapport au montant prévisionnel arrêté au CRAC 2012.

Ces dépenses sont couvertes à hauteur de 41 032 296,34 € T.T.C. par le mandant, et par des produits financiers divers pour 56 793,27 € T.T.C. Le solde, soit 42 248,80 € T.T.C., fera l'objet de la dernière situation de dépenses (n°79) adressée à Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de reddition des comptes de l'opération d'études et de réalisation de l'aquarium Mare Nostrum présenté par la SERM,
- approuver le coût définitif de l'opération de 41 131 338,41 € T.T.C.,
- donner quitus à la SERM de sa mission et reconnaître les comptes qui lui sont présentés,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYZANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128900-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**BIODIVERSITÉ, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE – ECOLOTHÈQUE -
CONVENTION DE DÉVELOPPEMENT D'UN CENTRE DE RESSOURCES AVEC LE
RECTORAT DE L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme R. BUONO, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Ressources Humaines, rapporte :

L'éclothèque de Montpellier Méditerranée Métropole dispose en son sein d'un Centre de Ressources développé en appui avec l'Académie de Montpellier. Ce Centre de Ressources a pour but de familiariser les élèves des établissements publics des cycles 1, 2 et 3 avec leur environnement immédiat, de leur faire découvrir les Sciences de la vie et de la Terre et de les sensibiliser aux problématiques environnementales, en lien avec les programmes d'enseignement de l'école primaire dans les domaines des Sciences de la Vie et de la Terre, de l'Ecologie et du Développement Durable. Il est proposé de formaliser ce dispositif partenarial par la conclusion d'une convention de développement du Centre de Ressources, qui précise notamment les obligations de chacune des parties ainsi que les modalités pratiques de sa mise en œuvre.

L'Education Nationale s'engage ainsi à missionner un enseignant sur le site à l'année, et à affecter un agent supplémentaire désigné par la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale (DSDEN), qui interviendra sur le Centre Ressources durant l'année scolaire. Par la mise à disposition de ces moyens, L'Education Nationale devra notamment concevoir, coordonner et suivre les projets pédagogiques, et assurer la planification de l'accueil du Centre de Ressources en lien avec l'éclothèque.

De son côté, la Métropole organisera des activités scientifiques et élaborera un planning annuel d'accueil avec l'enseignant missionné. Pour cela, deux personnes seront affectées en animations scientifiques. Les domaines agricoles, le matériel scientifique, les locaux seront mis à disposition. Chaque jour, un bus scolaire assurera le transport des groupes scolaires.

Les élèves accueillis seront placés sous la responsabilité de l'enseignant du départ de la classe à leur retour à l'école. Le Centre de Ressource est agréé par la DSDEN de l'Hérault pour accueillir des classes à la journée ou pour plusieurs jours. Chaque classe devra fournir les attestations d'assurance en responsabilité civile couvrant les risques pouvant survenir aux biens et aux personnes, l'enseignant étant compris dans les personnes couvertes en responsabilité civile.

Un Comité de Pilotage constitué de représentants des deux parties pourra être constitué afin notamment de définir les orientations de la structure, et approuver le bilan annuel d'activités élaboré par l'enseignant missionné.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature pour une durée d'un an, renouvelable pour la même période par tacite reconduction dans la limite de 4 reconductions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de développement d'un Centre de Ressources avec le Rectorat de l'Académie de Montpellier (Éducation Nationale),
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128913-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CO NTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**COHÉSION SOCIALE – NOUVEAU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN -
MOSSON-CÉVENNES - PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION - MANDATS À LA SA3M
POUR ASSURER LE SUIVI DU PROTOCOLE ET POUR ASSURER LA MISE EN ŒUVRE
DES PROGRAMMES OPÉRATIONNELS DE PRÉVENTION ET D'ACCOMPAGNEMENT
EN COPROPRIÉTÉ - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

La nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville a identifié 1300 quartiers au plan national, dont 12 situés dans la commune de Montpellier. Dans la mesure où ils concentrent à la fois des dysfonctionnements urbains et des difficultés sociales, les quartiers de la Mosson et des Cévennes ont été retenus par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), le 16 décembre 2015, pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ces futurs projets de renouvellement urbain déclinent sur le plan urbain le Contrat de ville signé par Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires, parmi lesquels la Ville de Montpellier, le 10 juillet 2015 et trouvent leur place dans le dispositif de gouvernance commun mis en place pour garantir la cohérence entre l'ensemble des démarches de projets en faveur des quartiers politique de la ville.

Les interventions qui se déclineront à travers ces projets dans le cadre du NPNRU participeront bien-sûr à l'ambition politique de la Ville de Montpellier et de la Métropole, consistant à « réparer la ville » dans tous ses quartiers. Elles contribueront à l'action de fond menée depuis plusieurs années pour y améliorer la qualité de vie, développer des activités économiques et commerciales et réduire les inégalités territoriales.

Préalablement à la mise en œuvre du projet, l'ANRU a souhaité qu'un protocole de préfiguration soit contractualisé sur chacun des sites retenus, avec l'ensemble des partenaires, pour arrêter un programme urbain dont la faisabilité aura été expertisée (études générales et techniques, plan de financement, montage opérationnel). Ce protocole de préfiguration recense les études à engager pour aboutir à la formalisation d'une convention de renouvellement urbain, qui déterminera les conditions de mise en œuvre opérationnelle et le partenariat financier sur chacun des deux quartiers identifiés par l'ANRU :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PNRU), avec comme principaux secteurs d'intervention : Sud Grand mail et Tritons
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR) : copropriété des Cévennes.

Les études à engager dans le cadre de ce protocole permettront également à Montpellier Méditerranée Métropole, à la Ville et leurs partenaires, d'affirmer les enjeux liés à ces deux quartiers au sein du territoire métropolitain tant sur le plan économique que social.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 26 mai 2016 sur les critères relatifs à l'intérêt métropolitain au titre de sa compétence aménagement de l'espace métropolitain. Tout projet de définition, création et réalisation de nouvelles opérations d'aménagement dont le programme fait en tout ou partie l'objet d'une contractualisation avec l'ANRU est désormais de compétence métropolitaine.

Le protocole de préfiguration qui présente les études à engager pour chacun des quartiers, a été validé par l'ANRU en comité d'engagement du 16 juin dernier.

Pour le quartier de la Mosson, le programme de travail établi aura pour objectif principal de confirmer la vocation du quartier comme un élément majeur de développement à l'échelle de la Métropole et d'en déduire le programme urbain à quantifier et spatialiser en conséquence. Dans la poursuite du premier projet de rénovation urbaine mis en œuvre de 2007 à 2013, il s'agira d'intervenir plus fortement et efficacement sur le cœur du quartier qui concentre les dysfonctionnements sociaux, urbains et économiques les plus lourds.

Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire d'engager des études qui viseront :

- à mesurer le potentiel de diversification résidentielle et fonctionnelle du quartier et ainsi à préciser la vocation du quartier de la Mosson et en déduire la programmation urbaine,
- à approfondir le diagnostic et à préciser les caractéristiques (sociales, en terme d'occupation du parc, technique, foncier...) des secteurs du quartier sur lesquels concentrer les futures interventions,
- à concevoir, sur la base des éléments ci-dessus, un plan guide pour le quartier et un projet urbain détaillé à l'échelle des secteurs opérationnels Sud grand mail et Tritons dont la faisabilité technique, opérationnelle, financière est avérée.

Sur la base des études préalables précitées, un dialogue compétitif sera engagé à l'échelle de l'ensemble du quartier. Il mettra en compétition trois équipes pluridisciplinaires d'urbanistes et se concrétisera par l'adoption d'un plan guide général sur les quartiers. Ce plan sera particulièrement précisé sur deux secteurs opérationnels circonscrits : sud grand mail et les Tritons.

La partie Sud du quartier, cœur du projet urbain, fera l'objet d'études plus approfondies par les trois équipes candidates. Elles proposeront chacune deux hypothèses sur le grand mail :

- un scénario comprenant sa démolition totale ou partielle sur une emprise significative,
- un scénario proposant la requalification sans démolition significative (hors démolition de la tour d'Assas).

Au sein de ce secteur prioritaire, une attention particulière sera portée sur l'entrée Sud du quartier, dans un périmètre englobant la tour d'Assas, la station de tramway, le stade de la Mosson et les autres équipements, pour lequel chaque équipe proposera un plan d'aménagement détaillé. A l'issue de ce dialogue compétitif, une équipe sera retenue pour élaborer le projet urbain de la partie Sud et celui-ci sera ensuite mis en phase opérationnelle une fois la convention de renouvellement urbain, qui déclinera les engagements financiers de chacun des partenaires, signée.

S'agissant du programme d'intérêt régional à développer sur la copropriété des Cévennes, l'intervention à poursuivre sur le parc privé sera précédée de la définition d'un projet urbain global prenant en compte :

- la recomposition des espaces extérieurs (voiries, porosités piétonnes) permettant de définir de nouvelles domanialités,
- la redynamisation de l'entrée du quartier en renforçant, rationalisant et pérennisant l'offre commerciale le long de l'avenue Louis Ravas,
- et le devenir des espaces de stationnement.

Une mission d'études préalables proposera plusieurs scénarii d'aménagement et sera suivie d'une mission de maîtrise d'œuvre de conception-réalisation portant recomposition urbaine. Comme pour le quartier de la Mosson, le projet retenu sera décliné en phase opérationnelle dans une convention de renouvellement urbain.

Les quartiers Mosson et Cévennes sont composés, pour une forte proportion, de copropriétés fragiles. Afin de prévenir la dégradation de ces copropriétés, des actions de prévention et de sensibilisation vont être menées, dans le cadre du protocole, à travers des Programmes Opérationnels de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC).

Ce sont 6 POPAC, objet chacun d'une convention avec l'ANAH qui vont ainsi être lancés : 4 sur la Mosson portant sur 8 copropriétés (L'Espérou, l'Hortus, le Pic Saint Loup, Font Del Rey 2, Plein Ciel, Terrasse des allées des bois, Bonnier de la Mosson, Résidence du Lac 2) représentant plus de 1300 logements et 2 sur le quartier des Cévennes portant sur 4 copropriétés (Cévennes 1, Cévennes 2, Parc des Arceaux 1 et Parc des Arceaux 2) soit 917 logements.

Outre le volet préventif, ces POPAC comprendront notamment, pour les copropriétés les plus dégradées, des diagnostics multi-critères, la définition d'une stratégie de redressement et un programme de travaux permettant de définir les futurs outils publics d'intervention.

La durée de mise en œuvre du protocole de préfiguration est estimée à deux ans.

Afin d'avoir une parfaite cohérence dans l'exécution de l'ensemble du programme d'études, deux mandats d'études seront confiés à la SA3M respectivement pour Mosson et Cévennes ainsi que deux

mandats spécifiques pour la mise en œuvre des 6 POPAC inscrits dans le protocole pour chacun des deux quartiers.

Le coût prévisionnel d'ingénierie du protocole de préfiguration s'élève à 2 604 250 € HT pour le quartier de la Mosson et à 1 037 000 € HT pour la copropriété des Cévennes ; la Métropole participe à hauteur de 714 517 € pour la Mosson et de 293 400 € pour les Cévennes. La Ville participe à hauteur respectivement de 407 400 € et 125 100 €.

Les co-financements attendus pour assurer la mise en œuvre des programmes d'études Mosson et Cévennes sont répartis de la manière suivante :

- ANRU : 50% sur les opérations d'ingénierie et la conduite de projet,
- ANAH : 50% sur les programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC),
- Caisse des Dépôts et Consignations : 25% sur les POPAC et 50% sur les études liées au développement économique et à l'activité commerciale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole de préfiguration du nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes ;
- approuver les projets de mandats d'études du protocole de préfiguration pour le quartier de la Mosson et pour le quartier des Cévennes ;
- approuver les 6 projets de convention POPAC ;
- approuver les 2 projets de mandats relatifs à la mise en œuvre des POPAC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer le protocole, les conventions sus visées et les mandats d'études s'y rapportant ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129038-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

CULTURE



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
AVENANT N°1 À LA CONVENTION DE DÉPÔT D'OBJETS ARCHÉOLOGIQUES DU
SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE AU MUSÉE D'AMBRUSSUM DE LA COMMUNAUTÉ
DE COMMUNE DU PAYS DE LUNEL - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

La Communauté de Communes du Pays de Lunel a créé en 2011 un espace muséographique dans le cadre de la valorisation du site d'Ambrussum à Villetelle. Afin de compléter et d'enrichir les collections présentées au public, la Communauté de Communes du Pays de Lunel a souhaité obtenir le dépôt d'objets issus d'autres fonds muséaux. Ainsi, par délibération n°10419 du 29 septembre 2011, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de dépôt de 118 mobiliers archéologiques issus des collections du musée Henri Prades, proches des thématiques développées au nouveau musée d'Ambrussum.

Conclue pour une durée de cinq ans, cette convention arrive à terme au 24 novembre 2016.

Compte tenu du succès de cette collaboration, il est proposé de la prolonger par avenant n°1 pour une durée identique, renouvelable une fois pour la même durée par tacite reconduction.

L'ensemble des autres clauses de la convention initiale sont maintenues :

- le déposant s'engage à déposer 118 mobiliers archéologiques issus de ses collections au dépositaire,
- le dépositaire s'engage à :
 - garantir les bonnes conditions de conservation et de sécurité requises au musée d'Ambrussum,
 - ne pas transférer ce dépôt dans un autre établissement,
 - obtenir une autorisation écrite du déposant pour satisfaire à toute demande de prêt des objets concernés par le dépôt,
 - mentionner le nom de Montpellier Méditerranée Métropole pour tous les objets exposés ainsi que tous les supports de communication ayant trait aux objets prêtés (cartels, brochures ...).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant à la convention de dépôt d'objets archéologiques du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole au musée d'Ambrussum de la Communauté de Commune du Pays de Lunel,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer l'avenant susmentionné ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1126881-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre le développement et la diversification des actions menées par le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades à Lattes afin d'accroître son offre culturelle et scientifique.

Ainsi en 2017, une exposition temporaire d'archéologie consacrée aux découvertes réalisées à l'occasion des grands travaux d'aménagement de la LGV et du contournement de l'A9 entre Nîmes et Montpellier, co-produite avec l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives et le Service Régional de l'Archéologie, ainsi qu'une exposition d'art contemporain en dialogue avec le patrimoine archéologique seront organisées.

En outre, de nombreuses activités initiées par le Service des publics permettront de favoriser l'accès au patrimoine archéologique à un public toujours plus large. De plus, les animations culturelles (Nuit des musées, Journées nationale de l'Archéologie, Journées Européennes du Patrimoine...) seront reconduites.

Par ailleurs, dans le but de protéger et valoriser le patrimoine, une campagne de conservation-restauration est initiée sur le mobilier issu des fouilles effectuées sur le site de *Lattara* afin de pérenniser et de restituer au public les objets avec une meilleure lisibilité.

En raison de la teneur et de l'importance de cette programmation (expositions, activités pédagogiques et culturelles, traitements de conservation-restauration d'objets) dont le budget de fonctionnement est à ce jour estimé à 250 000 € TTC, il convient de demander les subventions les plus élevées possibles auprès de l'Etat, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne, de manière à soutenir l'effort consenti et à étendre le rayonnement du musée à l'échelle régionale et au-delà.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- déposer les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de toute collectivité territoriale et de l'Union Européenne,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 903 et 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128084-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -
ACTUALISATION 2016 DES TARIFS DE LA BOUTIQUE DU MUSÉE HENRI PRADES -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibérations successives, dont la dernière en date n°13856 du 26 mai 2016, le Conseil a approuvé la tarification relative à la vente de divers articles à la boutique du Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Lattes.

Afin de diversifier le choix des ouvrages et produits culturels proposés à la vente au musée, et dans la perspective de la nouvelle exposition d'archéologie « À l'école des scribes : les écritures de l'Égypte ancienne », présentée au musée du 9 juillet 2016 au 2 janvier 2017, il convient d'ajouter de nouvelles références : 2 ouvrages (prix de vente de 6,00 € à 16,90 €), 15 nouvelles reproductions de bijoux antiques (8 à 28,50 €), ainsi que 5 produits dérivés (de 3,50 € à 20,00 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dispositions tarifaires complémentaires,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128598-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Le musée Fabre organise cet été 2016 une exposition événement « Frédéric Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme » du 25 juin au 16 octobre 2016. Conçue en collaboration avec les prestigieuses institutions du musée d'Orsay à Paris et de la National Gallery of Art de Washington, cette exposition exceptionnelle réunit les trois plus importantes collections d'œuvres de Frédéric Bazille au monde, ainsi que les tableaux majeurs du peintre et de ses amis impressionnistes. Elle retrace la vie et l'œuvre du peintre Montpelliérain Frédéric Bazille, partagées entre Paris et Montpellier. À travers dessins, textes, sculptures, peintures et costumes de l'artiste mais aussi de ses amis tels que Renoir, Manet, Sisley..., le public pourra découvrir le mouvement impressionniste ainsi que la vie Parisienne sous le Second Empire.

La musique joue un rôle très important dans la vie de Bazille, mélomane exigeant et averti, et même pianiste.

Le musée Fabre et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM) attirent un large public régional, national et international. À l'occasion de l'exposition, ils ont décidé d'établir un partenariat afin de créer des liens et des échanges entre la programmation de l'OONM et l'exposition Frédéric Bazille au musée Fabre et d'inciter leurs publics respectifs à se rendre dans chaque lieu. Dans cette perspective, il convient de conclure une convention qui définit les modalités de partenariat et les obligations des parties :

Obligations de l'OONM :

- Organisation de concerts, avec tarif préférentiel sur présentation du billet d'entrée à l'exposition temporaire :
 - Concerts symphoniques dirigés par Michael Schønwandt (programme Second Empire conçu pour le partenariat) : Le Corum/Opéra Berlioz, le 30 septembre 2016 à 20h et le 1^{er} octobre 2016 à 17h. Tarifs : de 22 à 29€ au lieu de 24 à 32€.
 - Week-end piano avec David Kadouch : Le Corum/Salle Pasteur, le 8 octobre 2016 à 20h et le 9 octobre 2016 à 11h. Tarifs : 18€ au lieu de 20€.
 - Lohengrin de Wagner (version concert) dirigée par Michael Schønwandt : Le Corum/Opéra Berlioz, le 13 octobre 2016 à 20h et le 16 octobre 2016 à 15h. Tarifs : de 25 à 50€ au lieu de 27 à 55€.

En outre, l'OONM mettra à disposition des journalistes nationaux et internationaux invités à l'exposition Frédéric Bazille des invitations pour les 3 concerts précités.

- Organisation de préludes avant concert et conférence (entrée libre) :
 - Prélude avant concert par Jean-Claude Yon : auditorium du musée Fabre, le 30 septembre 2016 à 18h30.
 - Prélude avant concert : Le Corum, le 1^{er} octobre 2016 à 16h.
 - Conférence de Philippe Olivier sur Wagner : auditorium du musée Fabre, le 12 octobre 2016 à 18h30.
- Communication : l'OONM insèrera dans son programme un visuel de l'exposition proposé par le musée Fabre, il s'engage à informer notamment via son site internet des modalités du partenariat, et mettra à disposition de son public les dépliants de l'exposition.

Obligations du musée Fabre :

- Tarification préférentielle : sur présentation d'un billet d'entrée à l'un des trois concerts susmentionnés, le musée Fabre proposera un tarif réduit de 8€ au lieu de 10€ pour la visite libre de l'exposition, et de 9,50€ au lieu de 13€ pour une visite guidée de l'exposition.

En outre, le musée Fabre mettra à disposition des journalistes nationaux et internationaux invités sur les 3 concerts précités des invitations pour l'exposition Frédéric Bazille.

- Communication : le musée Fabre s'engage à informer notamment via son site internet des modalités du partenariat, et mettra à disposition de son public programmes, affiches et/ou flyers de l'OONM. Le musée Fabre s'engage en outre à apposer le logo de l'OONM sur les dépliants promouvant l'exposition, et à proposer et fournir le ou les visuels nécessaires à la réalisation des programmes des concerts.

La convention prend effet de la date de sa signature jusqu'au 16 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'Opéra Orchestre National Montpellier Languedoc Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention susmentionnée, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. BARRAL, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme S. KERANGUEVEN, Mme C. LÉVY-RAMEAU, M. B. TRAVIER.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128332-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILLES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIÉTÉ LIVE NATION FRANCE DANS LE CADRE DU FESTIVAL I LOVE TECHNO 2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Soutenu depuis 3 années par Montpellier Méditerranée Métropole, la 6^{ème} édition française du festival I Love Techno, organisée par la société Live Nation France, se déroulera à Montpellier le 10 décembre 2016. Évènement majeur de la scène électronique française et européenne, ce festival propose un programme riche et varié, au moyen de plusieurs scènes et d'une programmation de plus de 10h de musique non-stop. Compte tenu de la qualité de cette manifestation, de son rayonnement sur le territoire métropolitain et bien au-delà, et du succès rencontré lors des dernières éditions, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler son soutien à l'édition 2016 du festival, en le connectant notamment à la scène électronique émergente du territoire, riche de nombreux artistes talentueux.

Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole et Live Nation France envisagent de présenter, dans le cadre du festival, quatre artistes locaux sélectionnés à l'issue d'un concours. Il est ainsi proposé de conclure avec l'organisateur de l'évènement une convention de partenariat qui définit notamment les engagements de chacun des parties :

- La société Live Nation France s'engage à mettre à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole une scène secondaire destinée aux quatre djs sélectionnés, afin que ceux-ci s'y produisent pendant le festival I Love Techno 2016. La scène mise à disposition sera habillée aux couleurs de Montpellier Méditerranée Métropole. Live Nation France s'engage en outre à donner un accès à la scène principale (greenstage) au lauréat du concours, selon un créneau horaire à définir.
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à prendre à sa charge les frais de location de la scène secondaire, y compris régie technique, pour un montant de 95 000 € T.T.C. Cette somme sera versée à la société Live Nation France, sur présentation d'une facture.

La convention à intervenir prendra effet à compter de la date de sa signature jusqu'au 11 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la société Live Nation France,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de partenariat susmentionnée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129228-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

CULTURE – RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES - PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT AUX FRAIS RÉELS - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Culture, rapporte :

Dans le cadre de son programme annuel de rencontres littéraires, la médiathèque centrale Emile Zola de Montpellier Méditerranée Métropole invite, en collaboration avec la librairie Sauramps, mais aussi d'autres partenaires culturels, des écrivains, auteurs, universitaires et intellectuels de renom pour aller à la rencontre de ses publics.

En janvier 2016 est parue chez Privat une nouvelle édition, totalement refondue, de l'Histoire de Montpellier, publiée pour la première fois en 1984. Témoignage essentiel, cet ambitieux ouvrage, dirigé par Christian Amalvi et Rémy Pech, met en lumière les personnalités qui ont jalonné l'évolution de la ville et rend compte des nombreuses mutations topographiques, économiques, sociales et culturelles qui ont métamorphosé la cité.

A l'occasion de la sortie de cette nouvelle Histoire de Montpellier, une rencontre avait été organisée à la médiathèque centrale Emile Zola le vendredi 11 mars 2016, en partenariat avec la librairie Sauramps. En prolongement, la médiathèque programme un cycle de neuf conférences de septembre à novembre 2016 pour que chaque contributeur à l'ouvrage puisse présenter devant le grand public le sujet qu'il a traité. L'objectif est de constituer, à travers ce cycle, une sorte d'Université populaire relative à l'histoire même de Montpellier.

Parmi les neuf conférences seront notamment proposées :

- Samedi 8 octobre à 16h30 : une intervention de Michel Christol, agrégé d'histoire, professeur émérite à l'université Paris-1, intitulée « Montpellier avant Montpellier ».
- Samedi 22 octobre à 16h30 : une intervention de Rémy Pech, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Jean-Jaurès de Toulouse, intitulée « Montpellier, évolutions politiques et économiques d'une capitale viticole, de la IIIe République à la mort de George Frêche ».

Compte tenu de l'importance de cet événement et de ces intervenants, il est proposé que soit prise en charge la totalité des frais réels liés à leur venue à Montpellier, pour un montant maximal de 1 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la prise en charge aux frais réels des frais de transport, hébergement et restauration liés à la venue de Michel Christol et de Rémy Pech,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128924-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
INTERNATIONAL, ARTISANAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – Z.A.C. CHARLES MARTEL EXTENSION -
COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - PROCÉDURE DE DÉSIGNATION
D'UN AMÉNAGEUR DANS LE CADRE D'UNE CONCESSION D'AMÉNAGEMENT -
DÉSIGNATION DE L'AMÉNAGEUR ET APPROBATION DU TRAITÉ DE CONCESSION
D'AMÉNAGEMENT**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre d'une mise en concurrence, la présente procédure vise à désigner un aménageur qui se verra confier une concession d'aménagement avec une part significative du risque économique (art. R300-4 à R300-10 du Code de l'urbanisme) en vue de l'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone.

Située le long d'un axe majeur (la RD 612), l'opération Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone viendra investir des terrains situés entre deux zones déjà urbanisées (zone d'activités économiques du Larzat et de Charles Martel à l'Ouest et secteur d'habitat du Pont de Villeneuve à l'Est).

A l'issue d'une phase de concertation, le Conseil du 18 décembre 2014, a délibéré en faveur de la création de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone. Sur 10.6 hectares, l'opération constituera le prolongement des parcs d'activités existants (« Larzat » et « Charles Martel »). Elle permettra un maillage viaire avec une connexion sur la RD 612. La localisation permettra d'investir une dent creuse tout en préservant la richesse écologique du secteur. La Z.A.C. permettra l'implantation d'une vingtaine d'entreprises supplémentaires de type artisanal, BTP, petite industrie, petite logistique (soit environ 68 000 m² de foncier cessible), correspondant à la création d'environ 200 emplois.

Par délibération n° 12 983 du 28 mai 2015, le conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Z.AC. Charles Martel Extension dans le cadre d'une concession d'aménagement. Lors du même conseil, ont été élus les représentants de la Métropole au sein de la commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues conformément à l'article R.300-9 du Code de l'urbanisme et Chantal MARION a été désignée comme étant la personne habilitée à engager les discussions.

Les missions qui seront confiées au futur concessionnaire sont :

- acquérir le foncier, soit auprès du concédant ou de son prestataire (EPF) soit directement auprès des propriétaires (phases contentieuses),
- assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération (coordination, études, ...),
- obtenir l'accord des futurs gestionnaires des équipements publics,
- aménager et de réaliser les équipements d'infrastructure,
- assurer la commercialisation des biens et négocier les conventions de participation avec les constructeurs,
- négocier les moyens de financement les plus appropriés.

S'ajoutent deux missions liées à la spécificité de la Z.A.C. Charles Martel Extension, à savoir, de prendre en compte les prescriptions liées à la dérogation pour la destruction d'espèces protégées (dérogation CNPN), mais également d'engager et de conduire la procédure de certification « HQE Aménagement » démarche certifiée Certivéa.

La procédure s'est déroulée de la manière suivante :

- Avis d'appel public à la concurrence. La publication de l'avis d'appel public à candidatures a été faite dans un journal d'annonces légales (BOAMP du 24 juin 2015), au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE du 24 juin 2015), dans un journal spécialisé dans le domaine de l'urbanisme et des travaux publics (le Moniteur en date du 10 juillet 2015), et sur le site

internet de Montpellier Méditerranée Métropole. La date limite à laquelle les candidats étaient invités déclarer leur intention de candidater a été fixée au 17 août 2015 à 12h00,

- une seule déclaration d'intention de candidater a été reçue, à savoir, celle de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), par son courrier du 17 juillet 2015,
- envoi du dossier de consultation au candidat le 15 janvier 2016 (date et heure limite de réception de candidature et des offres fixées le 2 mars 2016 à 12h00),
- le candidat (SERM) a déposé son offre le 2 mars 2016 à 10h35.

L'offre remise par la S.E.R.M le 2 mars 2016 était complète. Par son courrier du 27 avril 2016 et suite à la demande Montpellier Méditerranée Métropole (courrier du 19 avril 2016), le candidat a précisé certains points figurant dans l'offre initiale permettant à la Métropole d'en faire l'analyse.

La Commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues s'est réunie le 6 juin 2016 en présence de Chantal MARION (personne habilitée à engager les discussions) et des cinq membres titulaires, à savoir :

- Stéphanie JANNIN, Montpellier,
- Noël SEGURA, Villeneuve-lès-Maguelone,
- Isabelle GIANIEL, Pérols,
- Caroline NAVARRE, Montpellier,
- Eliane LLORET, Sussargues.

Lors de la commission, un diaporama a présenté la localisation de l'opération et son positionnement au sein des pôles économiques de la Métropole, la richesse écologique du milieu naturel et la démarche ERC « Éviter, Réduire, Compenser », le schéma hydraulique et le planning de l'opération. Le plan d'aménagement tel que dessiné à l'issue des études préalablement a été exposé. Le schéma viaire comprendra une simple voie qui prolongera les parcs d'activités existants et se connectera sur la RD 612.

Un rapport d'analyse, dit « intermédiaire » et un tableau d'analyse détaillé critère par critère ont été remis aux membres de la commission et présentés.

Conformément à l'article R300-8 du Code de l'urbanisme, l'autorité compétente doit engager une discussion avec les candidats ayant présenté une offre. Ainsi, la commission a émis un avis favorable et autorisé les services de Montpellier Méditerranée Métropole à dialoguer avec le candidat sur 3 éléments du dossier.

Les services de la Métropole ont ainsi rencontré le candidat le 9 juin 2016 afin d'engager une discussion avec celui-ci. Les éléments de discussion ont été formalisés par un courrier de la Métropole, auquel le candidat a répondu par son courrier de 20 juin 2016 et transmis son offre définitive :

Point de discussion n°1 : conformément à la demande de la Métropole, l'offre définitive prend en compte les hypothèses d'un prix de rachat du foncier par l'aménageur au coût réel auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ou de son prestataire foncier (1 173 000 €) permettant de ramener le montant de la participation de la collectivité à 2 010 000 € soit une diminution de 100 000 € par rapport à l'offre initiale. La participation sera apportée en 2017 (800 000 €), en 2018 (800 000 €) et en 2019 (410 000 €), ce qui est un échancier de versement cohérent avec le maintien à l'équilibre de la trésorerie de l'opération.

Point de discussion n°2 : le candidat souhaite maintenir la rédaction qu'il a proposé, à savoir, les biens destinés à être cédés aux tiers mais non encore revendus à la fin de l'opération, soient remis systématiquement au concédant. Au regard des arguments formulés par le candidat et énoncé dans le rapport d'analyse définitif, la rédaction proposée par le candidat est convenable.

Point de discussion n°3 : en acceptant de porter une partie du risque imputable à un « retard dû à des occupations illicites de terrains survenus après la vente des terrains à l'aménageur », le candidat répond à la demande de la Métropole. Au final, six risques seront portés par l'aménageur (soit en totalité, soit partagé avec le concédant) avec une provision à hauteur de 138 000 € figurant au bilan.

Dans l'hypothèse où l'aménageur maîtriserait parfaitement les risques à sa charge, la provision sur risque pourrait se transformer en une marge qu'il conserverait au terme de la concession.

En conclusion, l'offre définitive de la SERM satisfait aux exigences de Montpellier Méditerranée Métropole telles que mentionnées dans le dossier de consultation. Le candidat a démontré ses capacités techniques et financières et son aptitude à conduire l'opération d'aménagement projetée. La note remise est claire, les enjeux sont bien appréhendés, les moyens humains affectés sont satisfaisants et cohérents au regard des prestations demandées. Le calendrier d'intervention est cohérent.

Les propositions d'amendement du traité sont pertinentes. Le foncier issu de bien de retour du lotissement sera apporté par la SERM, directement à la concession via une facture inter-opération de 10 k€.

Le bilan financier pluriannuel est cohérent et les prix de cession envisagés conformes au prix du marché. Les produits figurant au bilan, proviennent d'une part de la cession des parcelles, une fois celles-ci viabilisées (4 885 000 €) ; et d'autre part, d'éventuelles recettes de participation des constructeurs (55 k€) et de recettes de location d'un parking existant (100 k€).

La rémunération de l'aménageur (799 000 €) est en adéquation avec l'ampleur et la complexité des tâches qui seront confiées au candidat, ce qui est conforme avec ce qui se pratique habituellement, et au regard des prestations demandées et de l'ampleur de l'opération.

Le bilan prévisionnel de l'opération tel qu'il ressort dans l'offre définitive s'établit, en charges et en dépenses, à 6 950 000 € H.T. avec une durée de la concession de 10 ans.

Ainsi, au vu de l'avis favorable émis par la commission chargée d'émettre un avis sur les propositions reçues telle que prévue à l'article R 300-9 du Code de l'urbanisme et suite aux discussions survenues avec le candidat, il est proposé à l'assemblée délibérante de désigner la SERM en tant que titulaire de la concession d'aménagement Charles Martel Extension et d'approuver le traité de concession définitif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en tant qu'aménageur de la Z.A.C. Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,
- approuver la version définitive du traité de concession d'aménagement et ses annexes,
- approuver l'apport d'une participation d'équilibre de Montpellier Méditerranée Métropole à la concession d'aménagement à hauteur de 2 010 000 €, hors champs d'application de la TVA,
- dire que la durée du traité de concession est de huit années à compter de sa notification,
- autoriser Monsieur le Président à signer le traité de concession et tous documents relatifs à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GUIRAUD, M. L. JAOUÏ, M. P. KRZYŻANSKI, M. M. LEVITA, M. J.-M. LUSSERT, Mme P. MIRALLES, M. Y. PELLET, M. S. TORTORICI.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128686-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTIONS-TYPE DE MISE À DISPOSITION DE L'INFRASTRUCTURE DE COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES TRÈS HAUT DÉBIT ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ ET SES CLIENTS (OPÉRATEURS, GROUPEMENTS FERMÉS D'UTILISATEURS, COMMUNES) - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Consciente dès 2009 de l'importance du très haut débit, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi d'assurer elle-même l'aménagement numérique de son territoire afin d'obtenir une couverture homogène et favoriser l'attractivité. Elle a ainsi déployé un réseau fibres optiques sur son territoire en complément du réseau départemental.

Le déploiement du réseau de fibre optique répond aux besoins numériques actuels et futurs du territoire, et est ouvert à tous les opérateurs ou tout Groupement Fermés d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Un groupe fermé d'utilisateurs (GFU) se définit comme un ensemble de personnes physiques ou morales utilisant un service de communications électroniques dans le cadre de réseaux non connectés à tout autre réseau. Est également un GFU un ensemble de personnes physiques ou morales constituant une communauté d'intérêt expressément identifiable par sa stabilité, sa permanence et son antériorité à l'usage effectif de ce service de communications électroniques. La conformité d'un ensemble de personnes à la notion de groupe fermé d'utilisateurs ainsi définie est appréciée au cas par cas par l'Autorité en tenant compte des missions qui lui sont dévolues (Décision ARCEP n°05 0208).

A la suite du transfert de la compétence infrastructures et réseaux de télécommunication, le réseau Pégase fait partie intégrante du réseau de communications électroniques de Montpellier Méditerranée Métropole. Il convient donc de rendre homogène les conventions de mise à disposition conclues avec les différents utilisateurs et d'établir un cadre commun neutre.

La présente délibération a pour objet l'établissement de conventions-type de mise à disposition d'infrastructures passives en fonction des différents statuts et besoins des principaux clients du réseau très haut débit à savoir :

- les opérateurs ;
- les groupes fermés d'utilisateurs ;
- les établissements publics et les communes.

Ces conventions-type décrivent les modalités administratives, techniques et financières d'utilisation des infrastructures de communications électroniques déployées par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions-type de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit à conclure avec les clients (opérateurs, groupements fermés d'utilisateurs, communes) ;
- dire que les recettes correspondants sont inscrits au budget, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer notamment avec les clients les conventions de mise à disposition, sur la base des conventions-types précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13991

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128456-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – INSTAURATION DE LA REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC ROUTIER ET NON ROUTIER PAR LES RÉSEAUX ET OUVRAGES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET FIXATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a été créée par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au 1^{er} janvier 2015.

A compter de cette date, de nombreuses compétences exercées jusqu'à ce jour par les communes relèvent désormais de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment en matière de création, d'aménagement et d'entretien de la voirie, de création, d'aménagement et d'entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires. Ainsi la propriété de l'ensemble du domaine public routier et ses dépendances, des communes, dédié à tout mode de déplacements urbains a été transféré à la Métropole.

Le code des postes et des communications électroniques et notamment ses articles L.45-1 à L.47 et R.20-51 à R.20-54 détermine les redevances d'occupation du domaine public non routier, aux droits de passage sur le domaine public routier et aux servitudes sur les propriétés privées (RODP télécom) ;

Conformément au décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation et aux droits de passage sur le domaine public routier et non routier ;

Conformément aux articles L 45-9 et 47 du code des postes et communications électroniques qui prévoient que l'occupation du domaine public par les réseaux et installations de télécommunication rend exigible le versement par les opérateurs d'une redevance (RODP) au profit des communes. Le montant de cette redevance, revalorisée annuellement, est calculé sur la base du patrimoine implanté en domaine public (linéaire d'artères, antennes, pylônes et autres installations).

A ce titre il est nécessaire d'instaurer le principe de la redevance d'occupation du domaine public par les réseaux et installations de communications électroniques et de fixer les montants des redevances de télécommunication applicables sur son territoire.

A savoir pour l'année 2016

	Artères * (en € / km)		INSTALLATIONS RADIOELECTRIQUES (pylône, antenne de téléphonie mobile, antenne wimax, armoie technique...)	Autres installations (cabine téléphonique sous répartiteur) (€ / m²)
	Souterrain	Aérien		
Domaine public routier	38,81	51,74	Cf délibération 13509 du 16 décembre 2015 Et délibération 13174 du 22 juillet 2015	25,87
Domaine public non routier	1293,52	1293,52		840,79

S'entend par artère :

- dans le cas d'une utilisation du sol ou du sous-sol, un fourreau contenant ou non des câbles, ou un câble en pleine terre
- dans les autres cas, l'ensemble des câbles tirés entre deux supports.

Ces montants sont révisés au 1er janvier de chaque année par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux public TP01.

Ainsi annuellement, il sera procédé par la Métropole à l'émission de titre de recette aux opérateurs de communications électroniques, lorsque qu'il aura été constaté des chantiers éligibles à ladite redevance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver sur tout le territoire métropolitain l'instauration d'une redevance d'occupation du domaine public par les réseaux et installations de communications électroniques ;
- fixer les redevances applicables en 2016 aux montants précisés dans le tableau ci-dessus ;
- préciser que ces montants, conformément aux textes en vigueur, seront automatiquement révisés au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget de la Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président à délivrer sur ces bases les permissions de voirie sollicitées par les opérateurs de communication électroniques ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129517-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – ASSOCIATION OPEN DATA FRANCE - ADHÉSION - APPROBATION - DÉSIGNATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Depuis 2012 Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont initié une démarche de mise à disposition des données publiques (open data) dans une volonté à la fois de levier économique, de transparence de l'action publique mais aussi de modernisation de l'action publique.

Cette démarche s'inscrit désormais pleinement dans la politique de Cité Intelligente portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités et leurs groupements, mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à l'association Open Data France pour l'année 2016.

Le montant de la cotisation s'élève à 800 € H.T. (TVA à 0%) pour l'année 2016. Sous réserves de maintien du montant de ces cotisations et de leur inscription au budget, il est proposé à l'assemblée délibérante d'autoriser le renouvellement de l'adhésion à Open Data France pour les années 2017 et 2018, selon la grille tarifaire suivante :

Nombre habitants < 10 000 = 100 Euros
10 000 < Nombre habitants < 200 000 = 400 Euros
200 000 < Nombre habitants < 1 000 000 = 800 Euros
1 000 000 < Nombre habitants = 2 000 Euros.

L'association Open Data France est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

A ce titre, la Métropole pourra participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par Open Data France, journées d'échanges privilégiés entre acteurs du numérique. Par ailleurs, la Métropole pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

Il est aussi proposé de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole pour siéger au sein des assemblées générales et colloques de cette association.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame C. MARION.

Monsieur E. PETIT propose également sa candidature.

Sur proposition de Monsieur le Président et conformément à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités, il est décidé à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée et non au scrutin secret.

L'assemblée décide à l'unanimité de procéder à cette désignation à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Open Data France ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- désigner à la suite d'un vote à main levée dans les conditions fixées à l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Madame Chantal MARION comme représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des assemblées générales de cette association et l'autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;

Délibération n° 13993

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129292-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ EUROBIOMED - ACTION D'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES CELL COMP - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le pôle de compétitivité santé EUROBIOMED (Languedoc Roussillon Midi Pyrénées - Provence Alpes Côte d'Azur) a pour objectif de contribuer au développement économique du territoire en favorisant l'innovation, en fédérant les entreprises, laboratoires publics, structures de formation et d'accompagnement, en mettant en place des actions de soutien au développement de la filière et de ses entreprises.

Dans cette optique et pour répondre aux nouveaux enjeux de la politique des pôles 3.0 (« usines à produits »), Eurobiomed a lancé l'offre d'accompagnement « Cell Comp » et développe de nouveaux services aux entreprises de la santé.

Eurobiomed a commencé à structurer mi-2014 une offre « Cell Comp » pour accompagner le développement, la croissance et la compétitivité des entreprises. Ce service, à destination de ses membres ou des créateurs d'entreprises, est personnalisé et s'adapte aux besoins des dirigeants. L'accompagnement peut être individuel ou collectif et se faire également à travers des séminaires de formation. Il permet d'identifier les freins et les leviers pour améliorer le développement et la compétitivité des entreprises (développement commercial et international, industrialisation et production, réglementaire, financement et levée de fonds ...).

Les entreprises accompagnées peuvent bénéficier de tarifs préférentiels grâce aux subventions publiques. Le co-financement public peut ainsi avoir un effet levier en particulier pour les plus petites entreprises qui ont des moyens limités et contribuer ainsi à leur développement. Il renforce également le facteur d'attractivité du territoire pour de nouvelles entreprises.

Le partenariat sur cette action avec Montpellier Méditerranée Métropole a été lancé en 2015 à travers une convention signée entre les deux structures et l'attribution d'une subvention de 20 000 €. Cette convention de partenariat a permis d'accompagner plus spécifiquement les entreprises de la santé de la Métropole dans leurs projets de développement et de croissance.

Il est à noter que ce dispositif « Cell Comp » est complémentaire de l'offre du BIC et du Pack Croissance et est dédié aux entreprises de la santé.

En 2015, le pôle Eurobiomed a accompagné près de 60 de ses adhérents (dont 15 contrats d'accompagnement individuel) parmi lesquels 16 sont sur le territoire de la métropole (dont 3 contrats d'accompagnement individuel).

Parmi ces 60 adhérents, 17 entreprises ont été présentées à des investisseurs dont 3 sur le territoire de la métropole.

Depuis le lancement de l'action en 2014, Eurobiomed a notamment contribué à 6 levées de fonds.

Les entreprises accompagnées dans le cadre de « Cell Comp », depuis son lancement en 2014, affichent de très bons taux de satisfaction. Une enquête approfondie auprès des adhérents sera menée par Eurobiomed d'ici fin 2016.

L'offre « CellComp » est désormais bien connue des entreprises de la métropole de Montpellier et les prospects sont nombreux.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole renouvelle ce partenariat à hauteur de 20 000 € pour l'année 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 13994

- autoriser le versement d'une subvention de 20 000 € à Eurobiomed au titre de l'exercice 2016, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution,
- dire que les crédits sont disponibles au budget 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128387-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique, destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Pour l'accompagner dans ses missions, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie entre autre sur l'expertise d'Invest Sud de France, agence régionale de développement, pour identifier et attirer de nouvelles entreprises sur la Métropole et renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant régional de Business France (opérateur public national au service de l'internationalisation de l'économie française, résultant de la fusion au 1^{er} janvier 2015 d'Ubifrance et l'AFII) et l'interface de la CGET (Commissariat Général à l'Egalité des Territoires). Business France valorise et promeut l'attractivité de l'offre de la France, de ses entreprises et de ses territoires.

Après plusieurs années de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et Invest Sud de France ont formalisé leur partenariat en 2013 sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes. Une nouvelle convention est proposée pour 2016.

Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Méditerranée Métropole,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de la Métropole, hors prospection endogène déjà couverte par les services de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour formaliser le partenariat avec Invest Sud de France, une convention sera signée tous les ans sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis élaboré chaque année par le comité de pilotage en charge du suivi et de l'évaluation des résultats.

Au titre de la convention 2016, une participation annuelle de 36 000 € sera versée par Montpellier Méditerranée Métropole à Invest Sud de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat avec Invest Sud de France et l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 36 000 €
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole sur l'exercice 2016, chapitre 936
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention annuelle ainsi que tout document relatif à cette affaire

Délibération n° 13995

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1127936-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – PÔLE EMPLOI - RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises, pourtant en capacité économique de créer des emplois, s'en trouve ralentie.

Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. De même, lorsque les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, peut se poser le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

Dans le cadre de la stratégie globale de prospection d'entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole entend, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très amont du volet ressources humaines peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que Montpellier Méditerranée Métropole tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi et renouvelle la convention de partenariat.

Les objectifs poursuivis et indiqués dans la convention de partenariat proposée sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole,
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la métropole, des informations liées à leurs besoins de recrutement,
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de la Métropole,
- d'organiser les interventions respectives de Montpellier Méditerranée Métropole et de Pôle emploi dans le cadre des « Rencontres pour l'Emploi », forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de la Métropole,
- de mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : suivi des clauses sociales sur les marchés, l'animation de la Zone Franche Urbaine –Territoires entrepreneurs...)

Un suivi de ce partenariat sera mené et une évaluation réalisée pour chaque année civile. Ce suivi portera notamment sur les résultats des contributions de Pôle emploi aux dossiers des nouvelles implantations et de développement des entreprises transmis par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de Montpellier Méditerranée Métropole, sur l'efficacité du partenariat dans le cadre des « Rencontres pour l'Emploi » et toute autre action partenariale entrant dans le champ d'application du partenariat.

La convention est conclue pour l'année civile 2016. Elle pourra être renouvelée et/ou modifiée pour une durée de 2 ans par avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention définissant les modalités de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi ;

Délibération n° 13996

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129317-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION RUSSIE - 13 AU 17 SEPTEMBRE 2016 - RENOUVELLEMENT DES ACCORDS - AUTORISATION DE SIGNATURE - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie d'internationalisation, dont les objectifs sont d'une part de renforcer le positionnement international et l'attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole et de faciliter l'implantation réciproque des entreprises, Montpellier Méditerranée Métropole a identifié des pays cibles parmi lesquels la Russie.

En juin 2011, Montpellier Méditerranée Métropole a signé un accord de collaboration économique avec la ville d'Obninsk, ainsi que l'Agence Régionale de Développement Economique de la Province de Kalouga, cet accord a été renouvelé en 2013.

Le déplacement proposé, prévu du 13 au 17 septembre, permettra de renouveler pour la 3^{ème} fois notre accord général et de définir des prochains accords « numériques » dans le cadre de la French Tech.

A cette occasion sera aussi renouvelé, l'accord conclu précédemment entre Eurobiomed et le cluster santé de la Région de Kalouga.

La ville d'Obninsk, se trouve dans la région de Kalouga. La population d'Obninsk est de 107 000 personnes. La ville a un profil économique varié, combinant la recherche, l'industrie, l'éducation et la médecine avec 10 centres de recherche. Les réalisations obtenues par ses chercheurs dans les différents domaines font partie du patrimoine scientifique mondial. Le 6 mai 2000, une Ordonnance du Président de la Fédération de Russie a attribué à la ville le statut de Ville de Science.

La ville compte plus de 2 300 PME, le poids de la petite entreprise dans l'économie d'Obninsk atteint la moyenne européenne, étant plus importante qu'à Moscou ou Saint-Pétersbourg.

La région de Kalouga est actuellement une des régions les plus dynamiques dans la Fédération de Russie, elle est classée 6^{ème} parmi les 14 Régions Russes labellisées « Régions innovantes » et la première en terme d'investissements étrangers. En peu de temps elle a réussi à attirer de nombreux investisseurs directs étrangers (Samsung, Nestlé, Volvo, Volkswagen, Mitsubishi...) y compris français (Peugeot-Citroën, Renault, Lafarge, L'Oréal...).

Depuis 2010 plusieurs missions ont été organisées. Les rencontres effectuées au cours de ces missions ont permis de valider la pertinence d'un déploiement du réseau d'entreprises de Métropole vis-à-vis de la Russie et nos partenaires Russes ont pu apprécier le potentiel de notre territoire. Des résultats notoires ont été enregistrés comme par exemple l'accord signé entre le Pôle de Compétitivité Eurobiomed et son homologue de la Région de Kalouga.

La délégation proposée d'un(e) élu(e) et un(e) technicien(e) sera accompagnée par 5 entreprises maximum.

Il est proposé que les aspects logistiques (transports aériens, hôtels, assurances, restauration, frais de visa, mise en place de rendez-vous B to B, transferts etc.) et l'organisation de la mission soient pris en charge en partie par Montpellier Méditerranée Métropole.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 20 000 € TTC. Ce coût se répartit comme suit : environ 2 500 € TTC par participant soit 12 500 € TTC pour l'ensemble des 5 entreprises et acteurs du développement économique, pris en charge financièrement. Une participation financière forfaitaire sera demandée, à hauteur de 500 € TTC par entreprise.

Le reste du montant prévisionnel soit environ 7 500 € TTC est affecté aux frais techniques d'organisation de la mission : transport interne de la délégation, mise en place de rencontres B to B, ainsi qu'aux frais de déplacement des élu et technicien de Montpellier Méditerranée Métropole.

La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires Russie du 13 au 17 septembre 2016,
- approuver la signature du renouvellement de l'accord avec la Ville d'Obninsk et l'Agence régionale de développement économique de la Région de Kalouga,
- approuver la signature éventuelle d'un accord avec le cluster Digital de Kalouga dans le cadre de la French Tech,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) à la mission,
- approuver, la participation de 5 entreprises à la mission et le tarif applicable aux dites entreprises,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 20 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128792-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL -
MISSION TEL AVIV - 24 AU 30 SEPTEMBRE 2016 - FRENCH TECH - PARTICIPATION
AU TEL AVIV INNOVATION FESTIVAL 2016 - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs : d'une part, renforcer son positionnement international et accroître son attractivité et d'autre part, créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers.

A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke)... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...). Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'organiser une mission économique à la demande d'un certain nombre d'entreprises de la French Tech, à Tel Aviv, du 24 au 30 septembre, à l'occasion du Digital Life ans Design (DLD) Tel Aviv Innovation Festival.

Ce festival, organisé en coopération avec la municipalité de Tel Aviv, dont la participation a dépassé en 2015 les 4 000 personnes, est avant tout un lieu de rencontres et d'échanges entre start-ups, investisseurs et autres acteurs importants du secteur du digital. Plus de la moitié des participants sont internationaux, parmi lesquels, beaucoup de décideurs de grands groupes européens et américains, pour l'occasion plus accessibles. Participer au DLD Festival innovation permet aussi de se familiariser avec l'écosystème israélien.

Il s'agirait donc, pour un élu et un technicien, d'accompagner au maximum 10 entreprises de la French Tech, qui auront marqué un intérêt à ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidature qui sera fait à cet effet.

L'objectif de cette mission est double : Participer au DLD Festival innovation et y organiser des rencontres BtoB mais aussi, rencontrer les principaux acteurs de l'écosystème israélien afin d'instaurer des liens entre la French Tech Montpellier et le French Tech Hub de Tel Aviv et pourquoi pas aussi s'appuyer sur la présence importante d'entreprises françaises pour développer des points de collaborations techniques et/ou commerciales.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 16 000 euros, dont 9 000 euros pour les frais de visas, les inscriptions au Festival des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole, leurs transports aériens, hébergements et restaurations ..., Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais de déplacement des entreprises, à hauteur de 700 euros maximum par entreprise sur présentation des factures acquittées. La prise en charge des frais de déplacements de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission d'affaires à Tel Aviv, Israël, du 24 au 30 septembre 2016,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) technicien(ne) à la mission,
- approuver la participation de 10 entreprises au maximum et le tarif applicable aux dites entreprises,
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée à 16 000 euros sur la base des frais réels,
- dire que les dépenses et les recettes afférentes à la mission sont inscrites au budget 2016 de la Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13998

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128778-

DE-1-I

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – MONTPELLIER IN GAME 2016 - PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOM (IDATE) POUR LE MIG 2016 - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du jeu vidéo et de la création numérique, constituant un écosystème complet :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Startups accompagnées par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Imagygame, Scimob,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Epitech, Epsi, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université Paul Valéry,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

Cette densité de l'écosystème a été confirmée en 2014 dans une étude du Syndicat National du Jeu Vidéo, qui place l'Hérault comme 2^{ème} département français (derrière Paris) sur le critère du nombre d'entreprises spécialisées en jeu vidéo.

Consciente de l'importance de ce secteur pour son économie, Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique volontariste de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo, avec le soutien à un cluster dédié, la mise en place de rencontres entre entrepreneurs et chercheurs (etc...),

Pour aider au développement des entreprises locales, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a immédiatement connu un succès certain, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 et 47 000 visiteurs pour les éditions 2011 et 2012.

Depuis 2013, le MIG s'est concentré sur son volet professionnel et académique, avec :

- un séminaire international dédié au secteur du jeu vidéo, le Game Summit, organisé par l'Idate dans le cadre du Digiworld Summit (conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication organisée par l'Idate). Cette conférence est intégrée au programme du MIG,
- Des présentations (pitches) et rencontres d'affaires entre des acteurs de la création numérique et leurs clients et partenaires potentiels,
- Des pitches et rencontres entre des studios de jeux vidéo et des investisseurs, des masterclasses pour les étudiants,
- Plusieurs concours destinés aux étudiants, et en particulier le Game Challenge, avec le mentoring d'acteurs reconnus du secteur,
- L'accueil au sein du MIG d'un colloque scientifique organisé par l'Université Paul Valéry.

Les dernières éditions du MIG ont permis aux professionnels d'établir des contacts fructueux et aux étudiants de bénéficier du retour d'expérience de grands noms du secteur du jeu vidéo. Ces apports, la satisfaction générale et la participation de 200 professionnels et 300 étudiants font du MIG un événement de référence pour la filière locale du jeu vidéo et de la création numérique.

Dans le cadre de l'édition de novembre 2016, le MIG se déclinera en particulier autour :

- du Game Challenge, concours mobilisant des étudiants de toute la France organisé durant la semaine du 14 au 18 novembre, dans les locaux de Montpellier Méditerranée Métropole.
- du Game Summit, séminaire spécifique à la filière Jeu vidéo, organisé par l'IDATE pendant le Digiworld Summit, les 16 et 17 novembre après-midis.

Dans le budget prévisionnel 2016, une subvention de 50 000 euros est prévue pour l'Idate, en soutien de l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit. Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu ce séminaire depuis sa création (plus de 12 ans). Cette subvention permet à l'Idate d'organiser une conférence d'envergure et d'inviter des personnalités prestigieuses du monde du jeu vidéo, venues d'Europe, Amérique et Asie, amenées à s'impliquer en parallèle au Game Challenge, par exemple en coachant les étudiants participants. Cela permet également d'assurer une visibilité internationale à une partie de l'écosystème montpelliérain du numérique, renforçant ainsi la dynamique French Tech locale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 50 000 euros pour le soutien à l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme C. MARION.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128452-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE – SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS -
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 341 € par jour (estimation de 2014).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2016, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

AMP 2016 – AntiMicrobial Peptide Symposium

Le CNRS Région Languedoc-Roussillon (CNRS UM 5244), sous l'autorité du Directeur UMR 5244, Monsieur Guillaume MITTA, a organisé du 06 au 08 juin 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « AMP 2016 – AntiMicrobial Peptide Symposium ».

Cet événement international a permis d'explorer le domaine des peptides antimicrobiens du point de vue de leurs structures, de leurs fonctions et de leur évolution moléculaire. Cette conférence de trois journées, consacrées au thème « Vers une vision intégrée de la diversité, des fonctions et des applications des peptides antimicrobiens », a contribué à stimuler les recherches innovantes à l'interface de ces disciplines. Environ 150 participants français et étrangers se sont réunis.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

AgMIP6 – Global Workshop of the Agricultural Model Intercomparison and Improvement Project

Agropolis International, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard HUBERT, a organisé du 28 au 30 juin 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « AgMIP6 – Global Workshop of the Agricultural Model Intercomparison and Improvement Project ».

Le réseau international AgMIP « Amélioration et inter-comparaison des modèles agronomiques » de l'Université de Colombia (USA) a choisi d'organiser, pour la première fois en France, à Montpellier, ce congrès scientifique qui a porté sur la modélisation des impacts du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. Plus de 220 scientifiques en provenance de cinq continents (Afrique, Asie, Amérique Latine, Australie, Amérique du Nord) et de l'Europe se sont mobilisés.

Une subvention de 3 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

19th International Conference on Molecular-Beam Epitaxy

Le CNRS Région Languedoc-Roussillon (CNRS DR 13), sous l'autorité de sa Déléguée Régionale, Madame Ghislaine GIBELLO, organisera du 04 au 09 septembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 19th International Conference on Molecular-Beam Epitaxy ».

Cette conférence internationale sur l'épitaxie par jets moléculaires, MBE, qui permet de développer les composants de l'électronique, va regrouper l'ensemble des membres de la communauté internationale travaillant dans ce domaine. Cette rencontre permettra de traiter de sujets d'actualité particulièrement importants à travers des conférences plénières, de former les jeunes chercheurs doctorants au contact de chercheurs seniors et de mettre en relation les industriels et les chercheurs. Environ 400 congressistes, de tous les continents, sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Congrès Français de Psychiatrie – CFP

La SA CARCO, sous l'autorité de son Directeur Général, Monsieur Sébastien CHARY, organisera du 23 au 26 novembre 2016, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « Congrès Français de Psychiatrie – CFP ».

Ce congrès majeur du monde de la Psychiatrie et de la Santé mentale, fédère toutes les composantes de la psychiatrie française comme européenne du fait de son partenariat avec l'European Psychiatric Association. Ce congrès sera également l'occasion de présenter de façon conjointe des travaux, des actions et de mettre en place des partenariats européens avec l'objectif de développer le futur accord avec le projet européen ROAMER. Environ 4 000 participants sont attendus, médecins psychiatres, internes et paramédicaux.

Une subvention de 10 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

XTREM UP

XTREM UP, sous l'autorité de sa Responsable Marketing, Madame Viviane RAMADIER, a organisé le 13 mai 2016, à Villeneuve-lès-Maguelone, une manifestation intitulée « XTREM UP ».

Cette manifestation Festikite organisée à Villeneuve-lès-Maguelone, aux couleurs de la French Tech de Montpellier, a permis d'associer l'univers du sport extrême et de l'entrepreneuriat avec une mise en lumière de projets innovants. Plus de 100 personnes, speakers de renommée internationale, sportifs professionnels, entrepreneurs et porteurs de projets français ont partagé cette expérience.

Une subvention de 3 300 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

25^{ème} Colloque des Thésards du CRBM

Le CNRS Région Languedoc-Roussillon, sous l'autorité de sa Déléguée Régionale, Madame Ghislaine GIBELLO, a organisé du 16 au 17 juin 2016, au Campus Saint-Priest de Montpellier, une manifestation intitulée « 25^{ème} Colloque des Thésards du CRBM ».

Cette manifestation scientifique a permis de présenter au sein de la communauté scientifique universitaire et entrepreneuriale, les derniers résultats de recherche en biologie-santé. Événement important pour la formation des étudiants dans le domaine de la biologie cellulaire, avec un intérêt économique significatif grâce à la participation d'entreprises privées en biologie et technologie pour la santé. Environ 150 personnes, étudiants, doctorants, post-doctorants, chercheurs de nationalités très variées, commerciaux et acteurs industriels locaux se sont réunis.

Une subvention de 1 200 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

La supply chain au service de la santé : efficacité et sécurité du patient

L'Association ELMED (European Logistics Mediterranean Association), sous l'autorité de son Secrétaire, Monsieur Bruno YVAIN, a organisé du 16 au 17 juin 2016, à l'IAE Université de Montpellier, une manifestation intitulée « La supply chain au service de la santé : efficacité et sécurité du patient ».

Ce colloque international du secteur de la supply chain hospitalière, traçabilité, suivi du patient, optimisation des flux ..., a permis de mobiliser les acteurs économiques et associatifs pour des projets innovants, de promouvoir et de développer le pôle santé et notamment la santé connectée. Plus de 80 participants, entreprises, directeurs d'hôpitaux, de plates-formes logistiques, responsables de systèmes d'information, professionnels de la santé, Professeurs d'universités, chercheurs, étudiants, doctorants de France, d'Espagne, d'Italie et du Maroc se sont déplacés.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

22^{ème} SETAC Europe LCA Case Study Symposium

L'IRSTEA, sous l'autorité de son Directeur Régional, Monsieur Sylvain LABBE, organisera du 20 au 22 septembre 2016, au Campus La Gaillarde de Montpellier SupAgro, une manifestation intitulée « 22^{ème} SETAC Europe LCA Case Study Symposium ».

Cette conférence internationale d'Etudes de cas en Analyse de Cycle de Vie, permettra de discuter des dernières avancées méthodologiques et pratiques en évaluation et gestion de la durabilité au niveau des entreprises, des consommateurs et de la gouvernance publique. Cette manifestation scientifique est une des principales plateformes d'échanges entre les secteurs de la recherche publique et les acteurs d'entreprises privées. Entre 250 et 350 participants européens et internationaux, chercheurs, décideurs, analystes et gestionnaires représentant les secteurs industriels, académiques et pouvoirs publics sont attendus.

Une subvention de 3 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

1^{er} Colloque sur le vieillissement entre les Universités de Heidelberg et de Montpellier

L'Université de Montpellier, sous l'autorité du Vice-Président délégué aux Relations Internationales de l'Université de Montpellier, Monsieur François HENN et de la Vice-Présidente déléguée aux Relations Internationales de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, Madame Anne-Marie MOTARD, organisera le 07 octobre 2016, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 1^{er} Colloque sur le vieillissement entre les Universités de Heidelberg et de Montpellier ».

Ce colloque s'inscrit dans la stratégie universitaire de participation à des consortiums européens, avec la mise en interaction de programmes de recherche et de formation pour, notamment, inventer les métiers du futur. Cette thématique abordée également par le biais sociétal doit conduire à une réflexion transdisciplinaire approfondie sur la gestion du vieillissement. Environ 60 chercheurs français et allemands sont attendus.

Une subvention de 1 500 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2016, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128706-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLE DU
TERRITOIRE ET DE L'ESPACE PUBLIC, HABITAT**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – MODALITÉS DE MISE À DISPOSITION DU PUBLIC - MODIFICATION SIMPLIFIÉE DU PLU DE JUVIGNAC

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Par arrêté n°A2016-284 en date du 06/07/2016, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Juvignac afin de permettre notamment la réalisation d'un programme de logements dans le secteur dit de Courpouyan de la Commune.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Juvignac et au siège de La Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné de registres en Mairie de Juvignac, et au siège de La Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr) et de la Mairie de Juvignac (www.ville-juvignac.fr).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole, adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modalités de mise à disposition du public d'une modification simplifiée du PLU de la commune de Juvignac telles que définies dans le cadre de la présente délibération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129084-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MURVIEL-LÈS-MONTPELLIER - JUSTIFICATION DE L'OUVERTURE À L'URBANISATION DU SECTEUR DIT " LA MORTE "

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la Métropole est compétente en Plan Local d'Urbanisme (PLU). La charte de gouvernance du PLU, approuvée par les 31 Communes membres et la Métropole a permis d'affirmer la répartition des compétences entre la Métropole et les Communes. Ainsi, les Communes restent compétentes notamment pour l'élaboration de leur projet urbain et la Métropole est compétente en PLU, en collaboration avec les Communes.

Dans ce contexte, la Commune de Murviel-lès-Montpellier souhaite établir son projet urbain afin de faire émerger des projets d'aménagement liés au développement et au renouvellement urbains et définir les conditions de faisabilité de ces projets. Les caractéristiques de son territoire mêlent un tissu urbain majoritairement pavillonnaire avec des espaces naturels, des espaces agricoles, ainsi qu'un site archéologique, et des bâtiments patrimoniaux.

A son échelle, la Commune partage pleinement la stratégie métropolitaine de conciliation de l'attractivité démographique et économique, avec la préservation-valorisation de ses espaces naturels, agricoles, et patrimoniaux. De plus, la Commune de Murviel-lès-Montpellier porte une attention particulière à sa contribution à l'atteinte des objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH).

Dans ce cadre, la Commune de Murviel-lès-Montpellier, en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole, a lancé début 2016 une étude urbaine qui permet d'établir son projet et d'étudier plus précisément la faisabilité opérationnelle de ce projet sur certains secteurs de la Commune. De façon complémentaire, une étude des déplacements a été diligentée pour établir une stratégie globale de déplacements à l'échelle de la Commune.

La Commune de Murviel-lès-Montpellier, en accord avec les objectifs du PLH en vigueur souhaite une centaine de logements diversifiés et notamment, accueillir des logements locatifs sociaux. Par ailleurs, afin d'offrir une mixité générationnelle, la Commune souhaite permettre le développement de la maison de retraite existante, sous-dimensionnée et trop à l'étroit dans ses murs, en la relocalisant sur un site de la Commune plus adapté.

L'étude urbaine a permis d'appréhender les capacités de densification dans le tissu urbain constitué pouvant éventuellement accueillir ce type de programme.

Tout d'abord, il s'avère que la constructibilité dans le tissu urbain diffus est limitée quantitativement et ne permet pas une production de logement dans des conditions suffisantes pour répondre aux objectifs de la Commune et du PLH, notamment en logement locatif social. En effet, les tenements fonciers sont hétérogènes et la temporalité de mise en œuvre des opérations immobilières reste aléatoire. De plus, les besoins en renforcement, ou extension, des réseaux existants restent à définir, tout comme la mise en œuvre d'un réel maillage viaire « tous modes » défini par l'étude de déplacements. Des études techniques complémentaires sont donc nécessaires, elles permettront d'impulser une densification maîtrisée et qualitative du tissu urbain constitué. Par ailleurs, certains sites ne se prêtent pas à densification, comme le centre ancien de village qui présente un intérêt patrimonial remarquable ou le quartier de la « Rouvière Longue » qui possède déjà une forte densité urbaine.

Complémentairement, l'étude urbaine identifie aussi quatre secteurs de projet situés pour partie en zone urbanisée et pour partie en zone d'extension urbaine. Tout comme dans le tissu urbain diffus, les besoins en renforcement, ou extension, des réseaux existants restent à définir. De plus, ces sites sont soumis à un risque de ruissellement des eaux de surface qui doit être appréhendé et étudié. Des études techniques complémentaires sont donc nécessaires ; elles permettront d'impulser et d'encadrer les futurs projets d'aménagement de ces quatre secteurs.

Compte tenu de ce contexte, l'étude urbaine a ainsi pu révéler que les capacités d'accueil de nouveaux logements en tissu urbain constitué étaient réduites, tant dans le diffus que sur les 4 secteurs de projet, notamment au regard d'un objectif de programmation d'une centaine de logement et d'un établissement pour personnes âgées à réaliser dans des temps proches. La faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones n'est pas possible à court terme ; le rythme nécessaire de production de ces logements et la mixité sociale ne seraient pas assurées.

En conclusion, au vu des potentiels de production de logements en tissu urbain constitué, la Commune souhaite mobiliser le secteur dit « La Morte » pour atteindre ses objectifs de production de logements et relocaliser la maison de retraite. Ce secteur est actuellement classé en zonage AUbl au PLU de la Commune, approuvé le 12 février 2008, ne pouvant être ouvert à l'urbanisation qu'à la faveur d'une procédure d'aménagement d'ensemble.

Ce site d'extension urbaine d'environ 5 hectares, identifié par le Schéma de Cohérence Territoriale, permettrait de développer une opération d'une centaine de logements diversifiés tant en matière de financement (logement locatif social, logements destinés aux primo accédants, logements libres), de formes urbaines (petits collectifs, habitat groupé, pavillons..), et de mixité générationnelle avec l'implantation de la nouvelle maison de retraite.

Cette opération d'aménagement d'ensemble permettrait de maîtriser le rythme de production de logement au regard des capacités existantes des équipements publics communaux, notamment scolaires. L'étude urbaine réalisée dégage de grands invariants pour l'aménagement de ce nouveau quartier situé à l'entrée Est du village : des formes urbaines différenciées, l'intégration d'une place fédératrice, le maintien de perspectives visuelles sur le centre ancien, des liens inter quartiers en appui avec un maillage viaire « tous modes », un traitement alternatif des eaux pluviales (réduction de l'imperméabilisation de l'espace public, bassin de rétention paysagé, systèmes de noues paysagées...). Enfin, ce projet dont la desserte routière prendra appui sur la RD27E6 permettra également de qualifier « l'entrée de ville Est » de la commune.

La mise en œuvre opérationnelle de cet aménagement est envisagée à partir de 2017 et devrait se dérouler sur 6 ans environ.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'ouverture à l'urbanisation du secteur dit « La Morte », conformément à l'article L.153-38 du Code de l'urbanisme ;
- prendre acte de la décision d'engager la procédure de modification du PLU de Murviel-lès-Montpellier par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129037-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA POMPIGNANE - CONVENTION
DE TRANSFERT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE
MÉTROPOLE À LA COMMUNE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

D'une superficie d'environ 100 hectares, ce quartier comprend notamment un parc industriel et technologique, des commerces, services et équipements en cœur de quartier et sur l'avenue de la Pompignane et des zones pavillonnaires ainsi qu'un parc locatif social concentré surtout au nord du secteur. Il a fait l'objet, dès 2009, de différentes études partielles conduites par la Ville de Montpellier permettant d'en affiner la connaissance.

Il est apparu opportun, compte tenu de nombreux déséquilibres identifiés, de poursuivre la réflexion sur la base de ces études, en vue de définir un projet urbain pour le quartier.

Les principaux enjeux et objectifs du futur projet sont :

- L'affirmation de la centralité urbaine du quartier (équipements publics, espaces publics, commerces & services, densité adaptée, forme urbaine, ...) ;
- Une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier, en recherchant une plus grande mixité sociale et fonctionnelle ;
- L'amélioration et le développement des espaces publics et des modes de circulation doux (piétons, vélos) garantissant une transversalité inter-quartier et le lien avec le centre-ville ;
- L'accompagnement qualitatif des projets immobiliers d'initiative privée (espaces publics, paysage, architecture et intégration des projets dans leur site, ...) ;
- L'amélioration de la protection hydraulique du quartier et sa valorisation paysagère.

Par délibération de son Conseil Municipal en date du 25 février 2016, la Ville de Montpellier a donc décidé d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées.

A l'issue du bilan de cette concertation, elle envisage de mettre en œuvre ce projet, désigné ci-après par le terme « l'opération » dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme et de désigner un aménageur afin de lui confier, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Celle-ci a notamment pour objet de permettre la réalisation de nouveaux équipements publics ou l'adaptation de ceux existants aux futurs besoins des habitants.

Un certain nombre de ces équipements sont aujourd'hui de compétence métropolitaine (voiries, assainissement, eau potable, réseau de chauffage, ...).

Or, le caractère complexe d'une telle opération de renouvellement urbain, ainsi que l'imbrication de projets urbains partenariaux avec les autres actions de la future concession d'aménagement, dans l'objectif d'une maîtrise optimale des finances publiques et de la rationalisation des interventions sur l'espace public, incitent à effectuer la programmation et la réalisation de ces équipements de la façon la plus intégrée possible.

La loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique dite loi MOP prévoit en son article 2 II. « - Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Au vu de ces éléments, Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier proposent que ce soit la Commune, dans le cadre de l'opération Pompignane à venir, qui réalise la totalité des équipements publics nécessaires à l'aménagement de cette opération. De ce fait, la

commune de Montpellier se verra transférer par convention la maîtrise d'ouvrage de la Métropole sur les équipements relevant en principe des compétences de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Il est ici précisé que le transfert de maîtrise d'ouvrage se limitera, à l'intérieur de l'opération d'aménagement qui sera concédée, aux équipements suivants :

- Equipements situés dans les secteurs couverts par une procédure de Zone d'Aménagement Concertée restant à créer ;
- Equipements à réaliser au titre de convention de Projets urbains partenariaux (PUP), ou situés dans le périmètre de secteurs de PUP approuvés par la Métropole.

Le montant prévisionnel des travaux nécessaires à la réalisation de ces équipements publics , hors ingénierie et frais sur travaux, y compris les travaux préparatoires et préliminaires, les raccordements aux réseaux extérieurs et le phasage des réalisations est estimé à : 20 165 000 € HT (valeur octobre 2016).

Le coût de l'ensemble de l'opération sera financé par la Commune de Montpellier, laquelle pourra en organiser la prise en charge dans le cadre de la concession d'aménagement à venir. Il est toutefois précisé que la Métropole s'engage à verser les recettes des PUP en cours (non encore réalisés) ainsi que des futurs PUP à conclure dans le périmètre de l'opération à la Ville ou à son futur aménageur.

Les ouvrages sont remis à la Métropole après réception des travaux notifiée aux entreprises et expiration de la garantie de parfait achèvement des travaux, à condition que la Commune ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage.

Le projet de convention sera conclu à compter de la date de signature par les deux parties et prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de réalisation et de financement du programme d'équipements publics de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane conduite par la Commune de Montpellier telles que précisées ci-dessus ;
- approuver la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer ladite convention précitée ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128803-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE –
ENFOUISSEMENT DES LIGNES À HAUTE TENSION - SECTEUR DE VERCHANT -
CONVENTION D'OFFRE DE CONCOURS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement du quartier d'activités tertiaires Eurêka, des projets de quartiers mixtes Extension Eurêka, et Hippocrate - Cavallade sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes à haute tension et très haute tension qui surplombent actuellement ces secteurs.

A cet effet, une convention d'études avec Réseau de Transport d'Electricité (RTE) a été approuvée par le Conseil de Métropole par délibération n°10025 adoptée en séance du 10 mars 2011, et signée le 30 juin 2011, complétée par un avenant approuvé le 18 décembre 2014 et signé le 27 décembre 2014. Leur objet était d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes électriques aériennes faisant partie du Réseau Public de Transport situées à l'Est de Montpellier, entre l'autoroute A9 (sud) et les postes d'IBM et de Castelnau, d'une part, et du domaine de Verchant, d'autre part.

A l'issue de ces études, RTE estime le projet d'enfouissement à un montant maximum 18,42 M€ dont 1,4 € d'études. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade ;
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent la commercialisation de lots d'activités gelés du fait de la présence de ces lignes ou une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en terme de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement Eureka, Hippocrate, Parc Marianne, et à une meilleure qualité urbaine. Au total, le surplus de recettes induites sur ces opérations est estimé à 12,9 M€.

Une convention de réalisation et de financement, entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention permet de fixer le coût prévisionnel maximum des travaux, sauf aléas majeurs, de définir la participation financière de RTE et celle de la Métropole demanderesse de l'opération et permet d'engager les procédures d'autorisations administratives et les études de détails dont la durée est estimée par RTE à 34 mois. A l'issue de ces étapes, si les autorisations nécessaires à l'opération d'enfouissement dans son ensemble sont obtenues, sera signée une convention de travaux entre la Métropole et RTE qui précisera le coût des travaux et leur durée. Celle-ci est estimée à 28 mois à partir de la signature de la convention de travaux.

Dans ce cadre, l'enfouissement de la ligne 225 kv Montpellier-Saint Christol-Pont Trinquat devait être réalisé jusqu'au pylône 31 situé dans la ZAC Extension Eureka. Or, cette ligne impacte aussi une seconde partie du quartier Eureka-extension, le grand paysage viticole très qualitatif environnant, le domaine de Verchant, mitoyen de la ZAC, inscrit au titre des Monuments Historiques, qui accueille un établissement hôtelier 5 étoiles au cœur d'un domaine viticole. Aussi il a été étudié le prolongement de cet enfouissement jusqu'au pylône 33N afin de tenir compte de la grande qualité patrimoniale et paysagère de ce secteur, de favoriser sa valorisation touristique, et de supprimer toute co-visibilité entre le nouveau quartier Eureka et les lignes à haute tension. Dans ce contexte, il a été proposé que le domaine de Verchant prenne en charge cette portion à hauteur de 50% ; ce qui a été accepté par son propriétaire. Le coût est estimé par RTE, à l'issue des études préalables, à 1 240 488 €, soit une participation du propriétaire de 620 244 €HT.

A titre conservatoire ce prolongement est déjà inclus au projet soumis aux services de l'Etat.

Délibération n° 13984

Le présent rapport vise à autoriser la signature d'une convention qui fixe la participation financière à la charge du propriétaire du domaine de Verchant pour l'enfouissement de la ligne 225 kv Montpellier-Saint Christol-Pont Trinquat entre le pylône 31 et le pylône 33N.

Il est précisé que le coût de travaux sera affiné par les études de détails à mener par RTE. En cas de réévaluation à la hausse ou à la baisse, le montant sera réajusté en fonction du coût réel des travaux et frais annexes.

La présente offre est faite sous la condition résolutoire de la signature de la convention de travaux entre RTE et la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'offre de concours entre le domaine de Verchant et la Métropole, relative à la mise en souterrain et la dépose de la ligne 225 Kv Montpellier-Saint Christol-Pont Trinquat du pylône 31 au pylône 33,
- accepter la participation à hauteur de 50% du domaine de Verchant, soit un montant estimatif de 620 244€,
- dire que la réalisation de cette opération est conditionnée à l'obtention des autorisations administratives par RTE et à la signature de la convention de travaux,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128701-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – POLITIQUE FONCIÈRE EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL - CONVENTION DE TYPE « ANTICIPATION FONCIÈRE » AVEC L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNE DE GRABELS - SECTEUR GIMEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

La commune de Grabels souhaite développer le site de Gimel et permettre, sur le long terme, la réalisation de programmes d'aménagement et de développement devant accueillir au moins 30% de logements locatifs sociaux (LLS) tout en préservant la qualité du site qui est répertorié à haute valeur paysagère.

Dans cette perspective, la Commune s'est rapprochée de l'Etablissement Public Foncier Languedoc-Roussillon (EPF-LR) en vue d'une intervention dans ce secteur

C'est dans ce cadre qu'une convention tripartite sur 5 ans a été élaborée. Elle associe l'EPF LR, la commune de Grabels et la Métropole.

Elle définit les modalités de mise en œuvre des missions d'anticipation foncière sur le secteur de Gimel tendant à la réussite des objectifs fixés.

Aux termes de cette convention, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage :

A l'égard de la commune de Grabels :

- à lui apporter un appui en vue de la formalisation de ses projets (aide à la rédaction de cahier des charges, ...) et dans la réalisation de logements locatifs sociaux ;
- à intégrer dans sa programmation des aides à la pierre, les besoins de financement annuels, nécessaires à la réalisation de logements locatifs sociaux, dans le cadre des crédits ouverts par l'Etat ;
- à veiller, conformément aux règles du SCoT, à une gestion toujours plus économe de la ressource foncière pour mieux tirer profit de cette ressource auprès de la commune.

A l'égard de l'EPF LR :

- à déléguer le droit de préemption urbain sur son périmètre d'intervention ;
- à informer l'EPF LR de l'état d'avancement des projets ;
- à faciliter le rapprochement avec les bailleurs sociaux susceptibles d'intervenir pour permettre chaque fois que cela s'avérerait possible un conventionnement direct avec eux en concertation avec la commune ;
- le cas échéant, à se conformer aux obligations découlant de l'article L 314-1 du Code de l'urbanisme si celles-ci sont applicables en l'espèce, ou à défaut, apporter un appui à la commune en vue du relogement des occupants et, en présence de commerçants, artisans ou d'industriels, à aider à leur transfert dans un local équivalent.

D'une manière générale, la Métropole s'engage à mettre à disposition les ressources suivantes :

- les compétences de son Service Habitat en matière de mise en œuvre et de suivi du Programme local de l'Habitat, et notamment de la programmation et de la production de logements et hébergements sociaux ;

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention tripartite entre la commune de Grabels, l'EPF-LR et la Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 13985

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128833-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE MONTPELLIER : QUARTIER CROIX D'ARGENT - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE ET SAS SOGEPROM SUD RÉALISATIONS - OPÉRATION SISE 267 RUE RAIMON DE TRENCAVEL - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de développement urbain et en réponse à la demande en logements, la Métropole et la Ville de Montpellier veillent à maîtriser et encadrer l'urbanisation des terrains insérés dans un tissu urbain mixte résidentiel, composé d'habitat individuel et collectif. La mutation urbaine des parcelles EM 21, 139, 140, 168, 244, 246, et 248 située 267 rue Raimon de Trencavel, s'inscrit dans cette perspective.

Situé dans le quartier Croix d'Argent, près du rond-point Flandres Dunkerque, ce terrain s'étend sur une superficie d'environ 13 800 m². Il est desservi par plusieurs lignes de bus urbains sur l'avenue de Toulouse et fait face aux quartiers en pleine mutation de Grisettes, Ovalie et à plus long terme Poutingon. Le site concerné est constitué d'un ancien domaine viticole, composé d'un mas entouré de quelques vignes et de terrains en friche. Dans ce contexte, un projet prévoyant la construction d'un ensemble immobilier est porté par la société dénommée « Sogeprom Sud Réalisations ».

Ce projet consiste à la construction d'immeubles collectifs d'environ 226 logements (dont 46 seront affectés au logement social), implantés en gradin pour s'adapter à la topographie du site et s'intégrer au mieux au tissu urbain existant.

Une demande de permis de construire sera déposée dans ce but par Sogeprom Sud Réalisations.

Ce projet nécessite, de par ses caractéristiques, la requalification et le maillage d'espaces publics et des travaux de réseaux.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions du projet porté par la société Sogeprom Sud Réalisations, les articles L. 332-11-3 et suivants et R. 332-25-1 et suivants du Code de l'urbanisme permettent la conclusion entre Sogeprom Sud Réalisations et Montpellier Méditerranée Métropole d'un contrat de projet urbain partenarial (PUP), dont le projet de convention est joint en annexe.

L'objet de ce projet urbain partenarial est de permettre la prise en charge financière par Sogeprom Sud Réalisations d'une partie des aménagements de voiries et réseaux desservant l'opération, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces aménagements sont décrits dans le projet de convention. Ils consistent principalement :

- en l'aménagement de la rue Trencavel au droit et aux abords de l'opération,
- à mettre en place au droit de l'opération un réseau pluvial busé en lieu et place du fossé existant rue Trencavel,
- en l'aménagement d'une liaison mode doux entre la rue Trencavel et la rue Lino Ventura.

La mise en œuvre des travaux nécessaires à cette opération a été chiffrée à la somme de 1 514 040 € HT dont le détail est précisé dans le projet de convention.

Ce projet urbain partenarial propose donc de mettre à la charge de Sogeprom Sud Réalisations une part de ses aménagements qui s'élève en moyenne à 83 % du coût total de ces aménagements. Selon cette répartition, le montant mis à la charge de Sogeprom Sud Réalisations s'élève à 1 258 554 € (non soumis à TVA) correspondant en moyenne à 83% du coût total HT de l'opération d'aménagement.

Ladite convention sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Sogeprom Sud Réalisations. Elle précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Délibération n° 13986

Le périmètre du projet urbain partenarial, annexé à la convention, correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet portée par Sogeprom Sud Réalisations. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ces parcelles de taxe d'aménagement (part métropolitaine) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure du projet urbain partenarial telle qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial, et notamment le montant de la participation de Sogeprom Sud Réalisations, au vu du coût prévisionnel de l'opération et de la nature des travaux, ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial ;
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- dire que les recettes correspondants sont inscrits au budget chapitre 908
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention de projet urbain partenarial ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128988-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VENDARGUES - CONVENTION DE PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) AVEC LA SOCIÉTÉ PETIT PARADIS AMÉNAGEMENT - CONVENTION DE REVERSEMENT DES PRODUITS DU PUP AVEC LA COMMUNE DE VENDARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut également être intégrée à cette participation.

La Société « SNC Petit Paradis Aménagement » a déposé en date du 29 février 2016 une demande de permis d'aménager n°34327 16 M0001 sur une unité foncière, constituée par les parcelles cadastrées AP0007, AP0008, AP0010, AP0011, AP0014, AP0015, AP0016, AP0019, AP0020, AP0021, AP0022, AP0023, AP0024, AP0025, AP0026, AP0027, AP0028, AP0029, AP0030, AP0057, AP0058, AP0059, AP0060, AP0069, AP0071, AP0075, AP0077, AP0078, AP0079, AP0080, AP0087, AP0088, AP0089, AP0090 et AP0091.

Le permis d'aménager sera exécuté en 3 tranches. Le programme prévisionnel de cette opération d'aménagement prévoit la création de 310 logements répartis comme suit :

- 160 logements libres ;
- 47 logements « primo-accédants » ;
- 103 logements « sociaux ».

Il apparaît que l'opération, objet du PA 34327 16 M0001, rend nécessaire :

- la requalification des carrefours RD 610/RD65 et RD610/RD145 ;
- l'aménagement d'un nouveau carrefour sur la RD 610 ;
- l'extension du réseau public d'adduction électrique ;
- la création d'un cheminement piéton pour accéder aux équipements publics ;
- la requalification de la rue des Lavandins.

En outre, cette opération participera à la programmation d'autres équipements :

- la construction de vestiaires au terrain synthétique n°1 au complexe sportif G. Dides ;
- la requalification de la salle Armingué 1 ;
- l'aménagement de terrains de tennis au complexe sportif G. Dides ;
- l'aménagement du terrain synthétique n°1 au complexe sportif G.Dides ;
- l'aménagement du parcours athlétisme, des modules de fitness et de l'espace de convivialité au complexe sportif G. Dides ;
- l'extension du groupe scolaire : création de 2 classes et locaux annexes ;
- la construction d'une Bibliothèque Municipale.

La convention de projet urbain partenarial ne peut mettre à la charge des constructeurs que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre de cette convention de PUP :

- 95,24% du coût total H.T de la requalification des carrefours RD 610/RD65 et RD610/RD145 et de l'aménagement d'un nouveau carrefour sur la RD 610, pour un montant égal à 945 000, 00 € ;

Délibération n° 13987

- 60 % du coût total H.T de l'extension du réseau public d'adduction électrique, pour un montant égal à 11 262,11 € ;
- 67,5 % du coût total H.T de la création d'un cheminement piéton pour accéder aux équipements publics, pour un montant égal à 245 387,43 € ;
- 47,62 % du coût total H.T de la requalification de la rue des Lavandins, pour un montant égal à 130 991,70 € ;
- 9,94 % du coût total H.T de la construction de vestiaires au terrain synthétique n°1 au complexe sportif G. Dides, de la requalification de la salle Armingué 1, de l'aménagement de terrains de tennis au complexe sportif G. Dides, de l'aménagement du terrain synthétique n°1 au complexe sportif G.Dides, de l'aménagement du parcours athlétisme, des modules de fitness et de l'espace de convivialité au complexe sportif G. Dides et de la construction d'une Bibliothèque Municipale, pour un montant égal à 265 099,80 € ;
- 95,24 % du coût total H.T de l'extension du groupe scolaire, pour un montant égal à 810 000,00€.

À travers cette convention de PUP, la société « SNC Petit Paradis Aménagement », s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole une contribution numéraire totale égale à 2 407 741,04 €.

Certains équipements publics ne relèvent pas de la maîtrise d'ouvrage de la Métropole. Le 6 juillet 2016 le Conseil Municipal de Vendargues a pris connaissance de la présente convention de PUP et approuvé le projet de convention de reversement, par Montpellier Méditerranée Métropole à la Commune de Vendargues, des produits du PUP et délibéré :

- pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux sur les équipements publics suivants :
 - Construction de vestiaires au terrain synthétique n°1 au complexe sportif G. Dides ;
 - Requalification de la salle Armingué 1 ;
 - Aménagement de terrains de tennis au complexe sportif G. Dides ;
 - Aménagement du terrain synthétique n°1 au complexe sportif G.Dides ;
 - Aménagement du parcours athlétisme, des modules de fitness et de l'espace de convivialité au complexe sportif G. Dides ;
 - Extension du groupe scolaire : création de 2 classes et locaux annexes ;
 - Construction d'une Bibliothèque Municipale.
- pour autoriser Monsieur Pierre DUDIEUZERE, Maire de la Commune, à signer la convention de reversement des produits du PUP « Domaine du Petit Paradis », par la Métropole à la Commune de Vendargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société "Petit Paradis Aménagement" ;
- approuver le projet de convention de reversement établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Vendargues ;
- dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget de la Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128313-
CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – COMMUNE DE VILLENEUVE LÈS MAGUELONE - PROJET URBAIN PARTENARIAL - DÉTERMINATION DU PÉRIMÈTRE DE PUP "AVENUE DE MIREVAL" - APPROBATION DE LA CONVENTION DE PUP À CONCLURE AVEC LA SAS SOGERIM - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

La Société SAS SOGERIM est titulaire de 2 promesses de vente sur le territoire de la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, des parcelles cadastrées : AK115, AK364, AK 107, AK 411, AK 410, pour une superficie de 5.111 m² sur laquelle elle envisage de réaliser une opération de construction.

L'opération consiste en la création de 78 logements avec une surface de plancher de 4 420 m². 24 logements sont destinés à du logement locatif social.

Cette opération est enregistrée sous le permis de construire n°3433716V0007 déposé en Mairie en date du 29 mars 2016 et complétée le 10 mai 2016.

Il apparaît que l'opération, objet du Permis de Construire, rend nécessaire un certain nombre d'équipements publics qui consistent d'une part en la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part en la réalisation des équipements collectifs.

- Voiries et réseaux :
 - réalisation d'aménagement de voirie avenue de Mireval,
 - renforcement du réseau ERDF ;
- Equipements Collectifs de superstructure :
 - participation à la création d'une nouvelle crèche communale,
 - participation à la création d'équipements sportifs et locaux associatifs.

Après identification des besoins des usagers de cette opération, il apparaît que peuvent être mis à la charge du constructeur dans le cadre d'une convention de PUP une partie de ces équipements publics.

Au demeurant, cette convention de PUP à passer avec la SAS SOGERIM est à articuler aussi avec la parcelle AK353 actuellement en cours de division, d'une contenance totale de 1748 m² situé en zone IUDa du PLU de Villeneuve-lès-Maguelone, actuellement vierge de construction et devant également être construite, en s'appuyant en partie sur les mêmes équipements publics à réaliser que ceux nécessaires à l'opération de constructions du projet SOGERIM visés ci-dessus.

A ce titre, il y a lieu de délimiter par la présente délibération, un périmètre correspondant à cet ensemble, tel que défini en annexe n°1, en application des dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme. Et ce, afin qu'à l'intérieur de ce périmètre, dénommé ici « PUP Avenue de Mireval », les propriétaires fonciers, aménageurs ou constructeurs qui se livreront à des opérations d'aménagement ou de construction, participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Les équipements publics visés ici concernent d'une part la réalisation d'aménagement de voirie et réseaux et d'autre part en la réalisation d'équipements collectifs de superstructures.

Conformément aux dispositions de l'article L. 332-11-3 II du Code de l'urbanisme, il est nécessaire de fixer les modalités de partage des coûts des équipements. Celles-ci sont établies ci-après. Il est

également envisagé de délimiter ce périmètre pour une durée de 5 ans, correspondant à la durée maximale prévue, en vue de la mutation de cet îlot.

Conformément à l'article L. 332-11-4 du Code de l'urbanisme, la durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement est de 5 ans à l'intérieur de ce périmètre.

Le descriptif global du programme de ces différents équipements publics à réaliser est le suivant :

Montant Travaux €HT	TOTAL TRAVAUX	Part SOGERIM	Part lot AK 353	TOTAL PUP Av de Mireval
VRD	120 000	109 489	10 511	120 000
ERDF	33 500	33 500	Selon devis ERDF au stade PC	33 500
Superstructures activité et sport	1 600 000	21 277	2 043	23 319
Superstructure crèche	1 650 000	60 000	15 000	75 000
Total	3 403 500	224 266	27 554	251 819

Il est précisé que l'ensemble des équipements publics de voirie relèvent de la compétence de la Métropole, et que les équipements de superstructures relèvent de la compétence communale.

De ce fait, la part relative aux équipements de superstructures sera reversée dans le cadre d'une convention avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Le cout total prévisionnel de ces équipements publics est fixé à 3 403 500 € HT, en intégrant notamment les coûts de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre et des travaux avec leurs aléas.

Le coût de ces différents équipements publics à réaliser et les modalités de partage de leur coûts sont fixés comme précédemment, étant précisé que le montant de participation financière, dont les opérateurs sont redevables, est limitée à un coût HT.

Il est également précisé que la répartition des coûts de ces équipements publics a été établie au prorata du nombre des habitants futurs hors logement sociaux, soit un estimatif de 125 habitants pour le projet SOGERIM et 12 habitants pour le projet sur la parcelle AK 353.

À travers cette convention de PUP, la SAS SOGERIM, s'engage donc à verser à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 224 266 €HT.

Les équipements collectifs de superstructures relevant de la compétence communale, soit 2 places de crèches dans la nouvelle structure créée dont la participation est évaluée à 60 000 €, ainsi que la part de financement affectée à la création des nouvelles salles d'activités et sportives pour 21 277 € représentent un total de 81 277 €HT

Il convient donc d'établir une convention de reversement des produits issus de la convention de PUP à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage donc à reverser à la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, la somme de 81 277 €HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint et les modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les termes de la convention de projet urbain partenarial entre la société SAS SOGERIM et Montpellier Méditerranée Métropole,
- exclure le secteur délimité du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 5 années,
- approuver le projet de convention de reversement des produits du présent Projet Urbain Partenarial établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone pour les équipements relevant de sa compétence,
- dire que les crédits et les recettes correspondants seront inscrits au budget 2017 chapitre 908,

Délibération n° 13988

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les deux conventions précitées ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128986-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE – PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) - COMMUNE DE BAILLARGUES - SECTEUR "CENTRE VILLE" - CONVENTIONS AVEC LA SCCV "MAS DE ROUE" ET FDI PROMOTION - CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE BAILLARGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement et l'Aménagement Durable du Territoire, rapporte :

Le Projet Urbain partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Le PUP est défini, notamment, aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R332-25-1 à R332-25-3 du même code.

Celui-ci permet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaires et ce, à hauteur des besoins des usagers des futures opérations.

Sur le territoire de la commune de Baillargues, le secteur du « Centre ville » d'une superficie de 2,88 ha comprend les parcelles AH 29, 30, 31, 32, 33, 34, 216, 217, 260, 265 et AP 254. Le projet d'aménagement d'ensemble de ce secteur consiste en la création d'environ 377 logements (dont une résidence seniors de 119 logements et 62 logements sociaux), correspondant à 22 805 m² de SDP. Il générerait environ 660 habitants supplémentaires et la réalisation de nouveaux équipements publics.

La société SCCV « Mas de roue » et FDI Promotion envisagent de réaliser deux projets qui s'inscrivent dans le cadre de cet aménagement d'ensemble dont un a fait l'objet d'un dépôt de demande de permis de construire :

- Pour la SCCV « Mas de roue » (sise 55 avenue d'Espagne, 64600 Anglet) : une opération de 181 logements (dont 62 logements sociaux) sur la parcelle AP254,
- Pour FDI promotion (sise 123 bis avenue de Palavas, 34 070 Montpellier) : une opération dénommée « Plan des Taureaux » de 196 logements sur les parcelles AH 29, 30, 31, 32, 33, 34, 216, 217, 260, 265.

Afin de permettre la mise en œuvre dans de bonnes conditions des projets portés par la SCCV « Mas de roue » et FDI Promotion et conformément au Code de l'urbanisme, il est prévu de conclure entre ces deux sociétés et Montpellier Méditerranée Métropole des contrats de Projet Urbain Partenarial, dont les projets de convention sont joints en annexe.

L'objet de ce Projet Urbain Partenarial est de permettre la prise en charge financière par la SCCV « Mas de roue » et FDI Promotion d'une partie des équipements publics nécessaires, liés à l'arrivée d'une population supplémentaire, l'autre partie étant prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Baillargues. Les aménagements publics sont décrits dans les projets de convention de PUP. Ils consistent principalement en l'aménagement d'espaces publics (rues et places, compris extension de réseau pluvial) et en la réalisation d'une salle de classe supplémentaire dans les groupes scolaires de Baillargues.

Les équipements scolaires étant de compétence communale, il est prévu le reversement par la Métropole à la commune de Baillargues des produits financiers versés à la Métropole pour la réalisation d'une salle de classe, le projet de convention de reversement joint en annexe en précise les modalités. Le montant de ce reversement est estimé à 306 000€ HT.

Le coût total des équipements à réaliser a été évalué à 884 000 € H.T. (acquisitions foncières, études et travaux) dont 674 500 € H.T. sera mis à la charge des constructeurs (part correspondant aux besoins des futurs habitants du périmètre).

Les conventions de Projet Urbain Partenarial proposent donc de mettre à la charge :

- de la SCCV « Mas de roue » une part qui s'élève à 36 % du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 242 950,00 € H.T. (non soumis à la TVA).
- de FDI Promotion une part qui s'élève à 64% du montant à la charge des constructeurs, soit un montant de 431 550,00 € H.T. (non soumis à la TVA).

Lesdites conventions seront passées entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Mas de roue » et entre Montpellier Méditerranée Métropole et FDI Promotion. Elles préciseront toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

Le périmètre du Projet Urbain Partenarial, annexé à la convention, inclut l'emprise du terrain d'assiette des projets portés par la SCCV « Mas de roue » et FDI Promotion. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du Projet Urbain Partenarial et exonère ces parcelles de Taxe d'Aménagement (part intercommunale) pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la délimitation du périmètre de PUP ci-joint et des modalités de partage des coûts des équipements qui seront mis à la charge des constructeurs intervenant dans ce périmètre tel que défini ci-avant,
- approuver les projets de convention de Projet Urbain Partenarial établis entre Montpellier Méditerranée Métropole, la SCCV "Mas de roue" et FDI promotion,
- approuver le projet de convention de reversement des produits financiers du présent Projet urbain Partenarial établi entre Montpellier méditerranée Métropole et la commune de Baillargues,
- dire que les dépenses et les recettes sont inscrites au Budget principal 2016 chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions précitées ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128875-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET PRINCIPAL DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 al 1 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :85 335 428,71 €
- résultat d'investissement hors reports : - 71 837 254,61 €
- solde des reports d'investissement :2 203 013,14 €
- besoin de financement de la section d'investissement :69 634 241,47 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 69 634 241,47€ et à la section de fonctionnement pour un montant de 15 701 187,24 €.
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 71 837 254,61 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 69 634 241,47 €
 - 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 15 701 187,24 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128872-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET ANNEXE
DES SERVICES FUNÉRAIRES DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ -
APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe des Services Funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:..... 4 896 088,32 €
- résultat d'investissement hors reports :.....695 387,17 €
- solde des reports d'investissement :.....- 1 200,00 €
- excédent de financement de la section d'investissement :.....694 187,17 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 4 896 088,32 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 695 387,17 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 896 088,32 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 22/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 22/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128873-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET ANNEXE
DU SERVICE ASSAINISSEMENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ
- APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :18 751 042,62 €
- résultat d'investissement hors reports : - 15 080 749,03 €
- solde des reports d'investissement :1 123 541,34 €
- besoin de financement de la section d'investissement :13 957 207,69 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2015 à la section d'investissement pour un montant de 13 957 207,69 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 4 793 834,93 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 15 080 749,03 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 13 957 207,69 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 793 834,93€
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128874-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET ANNEXE
DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE MONTPELLIER
MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 56 651,00 €
- résultat d'investissement hors reports : 1 304,42 €
- solde des reports d'investissement : - 909,02 €
- Excédent de financement de la section d'investissement : 395,40 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2015 à la section de fonctionnement pour un montant de 56 651,00 €
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 1 304,42 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 56 651,00 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 22/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 22/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128876-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :2 654 650,26 €
- résultat d'investissement hors reports :6 116,38 €
- solde des reports d'investissement :- 2 385 234,12 €
- besoin de financement de la section d'investissement :2 379 117,74 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2015 à la section d'investissement pour un montant de 2 379 117,74 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 275 532,52 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 6 116,38 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 2 379 117,74 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 275 532,52 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128878-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET
ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ -
APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe de l'eau brute de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	215 860,38 €
- résultat d'investissement hors reports :	- 29 828,88 €
- solde des reports d'investissement :	- 35 505,00 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	65 333,88 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2015 à la section d'investissement pour un montant de 65 333,88 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 150 526,50 €
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 29 828,88 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 65 333,88 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 150 526,50 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128877-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2015 - BUDGET ANNEXE
TRANSPORT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - APPROBATION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M43 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2015 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2015 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	15 952 201,20 €
- résultat d'investissement hors reports :	- 5 878 418,79 €
- solde des reports d'investissement :	- 2 532 567,73 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	8 410 986,52 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2015 à la section d'investissement pour un montant de 8 410 986,52 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 7 541 214,68 €

- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 5 878 418,79 €

1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 8 410 986,52 €

002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 7 541 214,68 €

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128879-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2016, adopté le 14 avril 2016, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2015 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2015.

Ce Budget Supplémentaire 2016 se présente de la façon suivante :

I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2016 du Budget Principal s'équilibre à **18 645 261,08 euros en section de fonctionnement** et à **89 139 417,35 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	379 250,00	0,00	379 250,00
Crédits nouveaux	3 017 013,04	15 248 998,04	18 266 011,08
dont 930 – Services généraux	-75 365,00		-75 365,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	772 363,04		772 363,04
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	1 072 991,00		1 072 991,00
dont 936 – Action économique	525 000,00		525 000,00
dont 937 – Environnement	-13 792,00		-13 792,00
dont 938 – Transports	735 816,00		735 816,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		15 248 998,04	15 248 998,04
Total général	3 396 263,04	15 248 998,04	18 645 261,08

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	15 701 187,24	0,00	15 701 187,24
Crédits nouveaux	2 944 073,84	0,00	2 944 073,84

dont 930 – Services généraux	314 772,30		314 772,30
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	950 577,00		950 577,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	-15 700,00		-15 700,00
dont 936 – Action économique	371 031,21		371 031,21
dont 937 – Environnement	-167 864,00		-167 864,00
dont 938 – Transports	264 708,33		264 708,33
dont 941 – Autres impôts et taxes	1 226 549,00		1 226 549,00
Total général	18 645 261,08	0,00	18 645 261,08

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	71 837 254,61	0,00	71 837 254,61
Crédits reportés	21 137 993,27	0,00	21 137 993,27
Crédits nouveaux	-3 855 830,53	20 000,00	-3 835 830,53
dont 900 – Services généraux	531 500,00		531 500,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 589 614,00		-4 589 614,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	-386 181,16		-386 181,16
dont 906 – Action économique	1 960 000,00		1 960 000,00
dont 907 – Environnement	-1 405 014,00		-1 405 014,00
dont 908 – Transports	33 478,63		33 478,63
dont 925 – Opérations patrimoniales		20 000,00	20 000,00
Total général	89 119 417,35	20 000,00	89 139 417,35

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	23 341 006,41	0,00	23 341 006,41
Crédits nouveaux	50 529 412,90	15 268 998,04	65 798 410,94

Délibération n° 13976

dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	20 415,00		20 415,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	-1 182 832,60		-1 182 832,60
dont 906 – Action économique	-3 670 964,00		-3 670 964,00
dont 907 – Environnement	-378 982,00		-378 982,00
dont 908 – Transports	4 500 530,77		4 500 530,77
dont 921 – Taxes non affectées	1 838 000,00		1 838 000,00
dont 922 – Dotations et participations	69 634 241,47		69 634 241,47
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-20 230 995,74		-20 230 995,74
dont 925 – Opérations patrimoniales		20 000,00	20 000,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		15 248 998,04	15 248 998,04
Total général	73 870 419,31	15 268 998,04	89 139 417,35

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

Le Budget Supplémentaire 2016 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à 4 914 961,12 euros en section d'exploitation et à 695 387,17 euros en section d'investissement.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	4 914 961,12	0,00	4 914 961,12
dont 65 – Autres charges de gestion courante	40 000,00		40 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	4 874 961,12		4 874 961,12
Total général	4 914 961,12	0,00	4 914 961,12

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	4 896 088,32	0,00	4 896 088,32
Crédits nouveaux	18 872,80	0,00	18 872,80
dont 75 – Produits divers de gestion courante	18 872,80		18 872,80
Total général	4 914 961,12	0,00	4 914 961,12

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 200,00	0,00	1 200,00
Crédits nouveaux	694 187,17	0,00	694 187,17
dont 21 – Immobilisations corporelles	420 000,00		420 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	274 187,17		274 187,17
Total général	695 387,17	0,00	695 387,17

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	695 387,17	0,00	695 387,17
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	695 387,17	0,00	695 387,17

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2016 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **4 803 834,93 euros en section d'exploitation** et à **17 541 207,69 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	1 918 525,00	2 885 309,93	4 803 834,93
dont 011 – Charges à caractère général	2 002 425,00		2 002 425,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	-83 900,00		-83 900,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		2 615 109,93	2 615 109,93
dont 042 – Opérations d'ordre transfert entre sections		270 200,00	270 200,00
Total général	1 918 525,00	2 885 309,93	4 803 834,93

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	4 793 834,93	0,00	4 793 834,93
Crédits nouveaux	5 000,00	5 000,00	10 000,00
dont 77 – Produits exceptionnels	5 000,00		5 000,00
dont 042 – Opérations d'ordre transfert entre sections		5 000,00	5 000,00
Total général	4 798 834,93	5 000,00	4 803 834,93

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	15 080 749,03	0,00	15 080 749,03
Crédits reportés	2 876 458,66	0,00	2 876 458,66
Crédits nouveaux	-421 000,00	5 000,00	-416 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-71 000,00		-71 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	1 000 000,00		1 000 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 350 000,00		-1 350 000,00
dont 040 – Opérations d'ordre transfert entre sections		5 000,00	5 000,00
Total général	17 536 207,69	5 000,00	17 541 207,69

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00
Crédits nouveaux	10 655 897,76	2 885 309,93	13 541 207,69
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	13 957 207,69		13 957 207,69
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-3 301 309,93		-3 301 309,93
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		2 615 109,93	2 615 109,93
dont 040 – Opérations d'ordre transfert entre sections		270 200,00	270 200,00
Total général	14 655 897,76	2 885 309,93	17 541 207,69

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **56 651, 00 euros en section d'exploitation** et à **1 304,42 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	56 651,00	0,00	56 651,00
dont 011 – Charges à caractère général	50,00		50,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	56 601,00		56 601,00
Total général	56 651,00	0,00	56 651,00

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	56 651,00	0,00	56 651,00
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	56 651,00	0,00	56 651,00

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	909,02	0,00	909,02
Crédits nouveaux	395,40	0,00	395,40
dont 21 -- Immobilisations corporelles	395,40		395,40
Total général	1 304,42	0,00	1 304,42

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	1 304,42	0,00	1 304,42
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	1 304,42	0,00	1 304,42

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

Le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **150 526,50 euros en section d'exploitation** et à **65 333,88 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	150 526,50	0,00	150 526,50
dont 011 – Charges à caractère général	21 050,00		21 050,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	129 476,50		129 476,50
Total général	150 526,50	0,00	150 526,50

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	150 526,50	0,00	150 526,50
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	150 526,50	0,00	150 526,50

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	29 828,88	0,00	29 828,88

Crédits reportés	35 505,00	0,00	35 505,00
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	65 333,88	0,00	65 333,88

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	65 333,88	0,00	65 333,88
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	65 333,88		65 333,88
Total général	65 333,88	0,00	65 333,88

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE

Le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **6 029 632,52 euros en section d'exploitation** et à **2 131 315,03 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	6 029 632,52	0,00	6 029 632,52
dont 011 – Charges à caractère général	53 850,00		53 850,00
dont 014 – Atténuations de produits	129 300,00		
dont 67 – Charges exceptionnelles	5 846 482,52		5 846 482,52
Total général	6 029 632,52	0,00	6 029 632,52

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	275 532,52	0,00	275 532,52
Crédits nouveaux	5 754 100,00	0,00	5 754 100,00
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	5 754 100,00		5 754 100,00
Total général	6 029 632,52	0,00	6 029 632,52

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
--------------------------------------	-----------------------	-----------------------	-------

Crédits reportés	2 444 115,03	0,00	2 444 115,03
Crédits nouveaux	-312 800,00	0,00	-312 800,00
dont 13 – Subventions d'investissement	-312 800,00		-312 800,00
Total général	2 131 315,03	0,00	2 131 315,03

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	6 116,38	0,00	6 116,38
Crédits reportés	58 880,91	0,00	58 880,91
Crédits nouveaux	2 066 317,74	0,00	2 066 317,74
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	2 379 117,74		2 379 117,74
dont 13 – Subventions d'investissement	-312 800,00		-312 800,00
Total général	2 131 315,03	0,00	2 131 315,03

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

VII – BUDGET ANNEXE TRANSPORT

Le Budget Supplémentaire 2015 du budget annexe transport s'équilibre à **7 541 214,68 euros en section d'exploitation** et à **9 456 461,52 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	-479 000,00	8 020 214,68	7 541 214,68
dont 011 – Charges à caractère général	74 000,00		74 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	-553 000,00		-553 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		8 020 214,68	8 020 214,68
Total général	-479 000,00	8 020 214,68	7 541 214,68

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 541 214,68	0,00	7 541 214,68
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	7 541 214,68	0,00	7 541 214,68

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	5 878 418,79	0,00	5 878 418,79
Crédits reportés	3 566 567,73	0,00	3 566 567,73

Crédits nouveaux	11 475,00	0,00	11 475,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	50 000,00		50 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	118 000,00		118 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-156 525,00		-156 525,00
Total général	9 456 461,52	0,00	9 456 461,52

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 034 000,00	0,00	1 034 000,00
Crédits nouveaux	402 246,84	8 020 214,68	8 422 461,52
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	8 410 986,52		8 410 986,52
dont 13 – Subventions d'investissement	180 000,00		180 000,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	-8 188 739,68		-8 188 739,68
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		8 020 214,68	8 020 214,68
Total général	1 436 246,84	8 020 214,68	9 456 461,52

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2016 du budget annexe transport par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 abstentions et 1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129325-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – FINANCES - AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2016 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2016, il est proposé l'affectation des subventions de fonctionnement et d'investissement nouvelles ainsi que l'annulation d'une subvention, conformément aux tableaux ci-dessous :

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	12 500
930	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	12 500
6574	BASKET LATTES MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (BLMA)	85 000
	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	20 000
	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE HOCKEY CLUB	50 000
	MONTPELLIER HANDBALL (SAS)	55 000
	MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	30 000
	ASSOCIATION SPORTIVE PIGNAN (AS PIGNAN) FONDS SPECIAL SPORTS	1 000
	CLUB TAURIN « LE GAULOIS » - SUSSARGUES FONDS SPECIAL SPORTS	500
	MUC KITE FONDS SPECIAL SPORTS	2 000
6574	CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER (CCNM)	50 000
	L'ATELLINE	15 000
	COREE'GRAPHIE	10 000
	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE (ENSAD)	27 000
	FESTIVAL DERNIER CRI - I LOVE TECHNO	20 000
933	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE, JEUNESSE, SPORTS & LOISIRS	355 500
6574	MISSION LOCALE DES JEUNES DE L'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (MLJAM)	200 000
	OFFICE DE TOURISME	110 000
936	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	310 000
6574	CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES (CROUS) - ECO EMBALLAGE	10 000

937	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ENVIRONNEMENT	10 000
------------	---	---------------

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
204181	RESEAU FERRE DE FRANCE (RFF) FONDS DE CONCOURS - POLE D'ECHANGES MULTIMODAL (PEM) - BAILLARGUES	-590 000
20422	AIDES AUX LOGEMENTS - FONDS PROPRES - PARC PRIVE OPAH RU / TRAVAUX PIG	370 000
905	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT AMENAGEMENT DES TERRITOIRES & HABITAT	- 220 000
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS ET DE POULES	5 000
907	TOTAL SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ENVIRONNEMENT	5 000

Budget Annexe Transport :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP) PARTICIPATION EXCEPTIONNELLE POUR L'ACQUISITION D'UN VEHICULE ELECTRIQUE	47 000

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil de Métropole de modifier l'affectation de crédit attribué dans le cadre du Projet d'Intérêt Commun suivant :

- 12 500 euros accordés à la Commune de Saint-Drézéry par délibération n°12373 du 31 juillet 2014 pour la «création d'un skate park» sont affectés au projet de «restauration de l'Eglise».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions de fonctionnement et des subventions d'équipement ainsi que l'annulation d'une subvention conformément aux tableaux présentés ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- approuver la modification d'affectation relative au Projet d'Intérêt Commun susmentionné (Commune de Saint-Drézéry),
- dire que le projet retenu relève de la compétence de la Commune et dépasse manifestement l'intérêt communal,
- dire que le versement de ce fonds de concours au titre du Projet d'Intérêt Commun sus indiqué est conditionné à la signature d'un avenant à la convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Saint-Drézéry,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 13977

Certifié Exécutoire
Publié le : 22/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 22/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1129364-
DE-1-I

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2016 - RÉVISIONS - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Ces autorisations de programme définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Elles constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Le montant des autorisations de programme et crédits de paiement suivantes sont révisées dans le cadre du budget supplémentaire 2016.

Pôle Plaine Ouest :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Plaine Ouest	2 781 794	2 781 794	680 345	680 345	3 462 139	3 462 139
Cournonsec	229 091	229 091	13 000	13 000	242 091	242 091
Cournonterral	250 003	250 003	57 224	57 224	307 227	307 227
Fabrigues	465 015	465 015	216 392	216 392	681 407	681 407
Lavérune	461 666	461 666	30 841	30 841	492 507	492 507
Pignan	272 456	272 456	185 088	185 088	457 544	457 544
Saint Jean de Védas	892 021	892 021	98 400	98 400	990 421	990 421
Saussan	211 542	211 542	79 400	79 400	290 942	290 942

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Plaine Ouest								

	183 434	183 434	356 531	356 531	198 250	198 250	738 215	738 215
Cournonsec	30 000	30 000	37 500	37 500	46 500	46 500	114 000	114 000
Cournonterral	103 403	103 403	33 000	33 000	20 000	20 000	156 403	156 403
Fabrègues								
Lavérune			195 761	195 761	12 750	12 750	208 511	208 511
Pignan			24 000	24 000	15 000	15 000	39 000	39 000
Saint Jean de Védas					100 000	100 000	100 000	100 000
Saussan	50 031	50 031	66 270	66 270	4 000	4 000	120 301	120 301

Pôle Piémonts et Garrigues :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Piémonts et Garrigues	4 023 465	4 023 465	943 829	943 829	4 967 294	4 967 294
Grabels	1 382 781	1 382 781	115 367	115 367	1 498 148	1 498 148
Juvignac	1 758 238	1 758 238	736 280	736 280	2 494 518	2 494 518
Murviel-lès-Montpellier	386 520	386 520	51 182	51 182	437 702	437 702
Saint Georges d'Orques	495 926	495 926	41 000	41 000	536 926	536 926

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Piémonts et Garrigues								

	1 201 479	1 201 479	66 000	66 000	216 544	216 544	1 484 023	1 484 023
Grabels	439 198	439 198	24 000	24 000	75 000	75 000	538 198	538 198
Juvignac	304 890	304 890			60 000	60 000	364 890	364 890
Murviel-lès-Montpellier	184 482	184 482	18 000	18 000	9 000	9 000	211 482	211 482
Saint Georges d'Orques	272 909	272 909	24 000	24 000	72 544	72 544	369 453	369 453

Pôle Vallée du Lez :

AP dépenses	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	3 562 212	3 562 212	1 333 112	1 333 112	2 073	2 073	4 897 397	4 897 397
Castelnau-le-Lez	1 314 538	1 314 538	950 242	950 242			2 264 780	2 264 780
Clapiers	526 789	526 789	71 000	71 000			597 789	597 789
Jacou	497 145	497 145	7 687	7 687	2 073	2 073	506 905	506 905
Le Crès	792 602	792 602	251 183	251 183			1 043 785	1 043 785
Montferrier-sur-Lez	186 900	186 900	18 000	18 000			204 900	204 900
Prades-le-Lez	244 238	244 238	35 000	35 000			279 238	279 238

AP recettes	CHAPITRE 908 : TRANSPORTS ET VOIRIE	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES	Pour information: total des APCP "Espace Public"
-------------	---	--	-----------------------------------	--

Pôle: Vallée du Lez	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	885 542	885 542	100 768	100 768	777 831	777 831	1 764 141	1 764 141
Castelnau-le-Lez			100 768	100 768	668 315	668 315	769 083	769 083
Clapiers	254 500	254 500			65 316	65 316	319 816	319 816
Jacou	207 400	207 400			20 000	20 000	227 400	227 400
Le Crès	321 007	321 007					321 007	321 007
Montferrier-sur-Lez					8 000	8 000	8 000	8 000
Prades-le-Lez	102 635	102 635			16 200	16 200	118 835	118 835

Pôle Cadoule et Béranger :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Cadoule et Béranger	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	4 726 182	4 726 182	665 526	665 526	5 391 708	5 391 708
Baillargues	371 876	371 876	271 343	271 343	643 219	643 219
Beaulieu	123 514	123 514	88 224	88 224	211 738	211 738
Castries	881 773	881 773	40 000	40 000	921 773	921 773
Montaud	355 060	355 060			355 060	355 060
Restinclières	324 296	324 296			324 296	324 296
Saint-Brès	242 393	242 393	42 500	42 500	284 893	284 893
Saint-Drézery	322 228	322 228	62 000	62 000	384 228	384 228
Saint Geniès des Mourgues	370 622	370 622	29 087	29 087	399 709	399 709
Sussargues	249 917	249 917	48 100	48 100	298 017	298 017
Vendargues	1 484 503	1 484 503	84 272	84 272	1 568 775	1 568 775

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE	CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES	Pour information: total des APCP "Espace Public"
-------------	--	--	-----------------------------------	--

Pôle: Cadoule et Bérange	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	1 665 415	1 665 415	238 965	238 965	327 000	327 000	2 231 380	2 231 380
Baillargues	10 000	10 000			50 000	50 000	60 000	60 000
Beaulieu	80 756	80 756	53 317	53 317	5 000	5 000	139 073	139 073
Castries	207 000	207 000	116 700	116 700	50 000	50 000	373 700	373 700
Montaud	212 266	212 266					212 266	212 266
Restinclières	122 657	122 657	20 949	20 949	20 000	20 000	163 606	163 606
Saint-Brès	113 399	113 399			8 000	8 000	121 399	121 399
Saint-Drézery	152 464	152 464	20 949	20 949	31 000	31 000	204 413	204 413
Saint Geniès des Mourgues	186 357	186 357	15 000	15 000	20 000	20 000	221 357	221 357
Sussargues	178 516	178 516	12 050	12 050	23 000	23 000	213 566	213 566
Vendargues	402 000	402 000			120 000	120 000	522 000	522 000

Pôle Littoral :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Littoral	3 877 390	3 877 390	991 245	991 245	4 868 635	4 868 635
Lattes	2 300 728	2 300 728	581 400	581 400	2 882 128	2 882 128
Pérols	1 214 417	1 214 417	356 871	356 871	1 571 288	1 571 288
Villeneuve-lès- Maguelone	362 245	362 245	52 974	52 974	415 219	415 219

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
Pôle: Littoral	1 480 627	1 480 627	183 938	183 938	106 000	106 000	1 770 565	1 770 565

Lattes	1 417 338	1 417 338	165 938	165 938	44 000	44 000	1 627 276	1 627 276
Pérols					62 000	62 000	62 000	62 000
Villeneuve-lès-Maguelone	63 289	63 289	18 000	18 000			81 289	81 289

Pôle Montpellier :

AP dépenses	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 905 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	19 848 983	19 848 983	3 985 325	3 985 325	1 399 580	1 399 580	25 233 887	25 233 887
Montpellier	19 848 983	19 848 983	3 985 325	3 985 325	1 399 580	1 399 580	25 233 887	25 233 887

AP recettes	CHAPITRE 908: TRANSPORTS ET VOIRIE		CHAP 907 : ENVIRONNEMENT		CHAP 921 : TAXES NON AFFECTEES		Pour information: total des APCP "Espace Public"	
Pôle: Montpellier	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016	Montant de l'AP	CP 2016
	8 604 792	8 604 792	100 000	100 000	1 852 000	1 852 000	10 556 792	10 556 792
Montpellier	8 604 792	8 604 792	100 000	100 000	1 852 000	1 852 000	10 556 792	10 556 792

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la révision des autorisations de programme relatives aux 6 pôles territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole comme indiqué ci-dessus ;
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129109-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. É. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s) :

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es) :

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es) :

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – COMMUNE DE JUVIGNAC - AVENANT TRIPARTITE AU CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ RELATIF À L'ÉCLAIRAGE PUBLIC - REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DU PRÊT - APPROBATION-AUTORISATION DE SIGNATURE

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La Commune de Juvignac et la société Spie Sud-Ouest SAS (le "**Titulaire**") ont conclu le 8 avril 2013 un contrat de partenariat d'une durée de dix-huit (18) années portant sur la **gestion énergétique** de l'éclairage public, la (re)construction avec financement, la maintenance et le **renouvellement** des ouvrages d'éclairage public, de vidéosurveillance, de génie civil pour réseau de communication haut-débit et de signalisation lumineuse tricolore sur son territoire (le "**Contrat de Partenariat**").

Dans le cadre de la mise en place du financement objet du **Contrat de Partenariat**, la Ville de Juvignac a également signé le 1^{er} juillet 2013 une convention tripartite avec le Titulaire, le représentant des créanciers financiers que sont les établissements prêteurs (Caisse d'Epargne et de Prévoyance Provence-Alpes-Corse et Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon, ensemble les « **Prêteurs** ») et la banque de couverture (Natixis) (la "**Convention Tripartite**"), ainsi que quatre actes d'acceptation (les "**Actes d'Acceptation**") au bénéfice des Créanciers Financiers (tel que ce terme est défini au **Contrat de Partenariat**), aux termes desquels la Ville de Juvignac s'est irrévocablement engagée à verser directement entre les mains des Créanciers Financiers la part de la redevance financière ayant fait l'objet d'une cession de créances Dailly notifiée et acceptée, conformément aux dispositions de l'article L. 313-29-1 du Code monétaire et financier.

En effet, le financement du projet repose sur 4 tranches de financement, comportant chacune une part dite « projet » portée par Spie Sud Ouest (les "**Loyers Financiers Projet**"), et une part bancaire faisant l'objet d'une cession Dailly notifiée et acceptée au bénéfice des Créanciers Financiers (les "**Créances Irrévocables**" – soit les "**Loyers Irrévocables**" – auxquelles se substituent en cas de fin anticipée du **Contrat de Partenariat** les "**Indemnités Irrévocables**" ou tout autre montant qui s'y substituerait). La part bancaire du financement a également fait l'objet de contrats de couverture de taux (un par tranche) afin de faire bénéficier l'emprunteur d'un taux fixe sur toute la durée de l'emprunt.

En application des dispositions de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce désormais de plein droit en lieu et place de ses communes membres les compétences suivantes :

- la création, l'aménagement, l'entretien de la voirie et des espaces publics dédiés ;
- la signalisation, l'établissement, l'exploitation, l'acquisition et la mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications au sens de l'article L. 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

En application de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole s'est substituée de plein droit aux obligations contractuelles de la Commune de Juvignac s'agissant des compétences transférées. Elle s'est donc substituée de plein droit, au prorata des compétences transférées, dans l'ensemble des obligations de la Commune de Juvignac vis-à-vis du Titulaire et des Prêteurs, au titre du **Contrat de Partenariat**, de la **Convention Tripartite** et des **Actes d'Acceptation**.

En revanche, la Métropole ne s'est pas substituée à la commune pour les prestations portant sur des compétences non transférées : éclairage public hors exploitation de la voirie et circulation routière et les espaces publics dédiés, soit notamment l'éclairage des bâtiments ainsi que les prestations relatives à la vidéosurveillance.

Dans le cadre du transfert de compétence, et pour tenir compte de l'existence de la compétence résiduelle de la Ville de Juvignac, les parties en présence ont étudié les modalités de transfert du **Contrat de Partenariat** susceptibles d'être mises en œuvre. Il est apparu pertinent de donner au **Contrat de Partenariat** un caractère tripartite.

Dans ces conditions, les parties ont entamé des discussions relatives aux adaptations contractuelles à prévoir pour prendre acte du caractère tripartite du **Contrat de Partenariat**, du fait du transfert partiel de compétence.

Ainsi, les parties ont déterminé que la répartition des équipements, compte tenu des compétences transférées, serait mise en œuvre de la manière définie ci-dessous s'agissant de la réalisation des missions objet du Contrat de Partenariat.

Afin de faciliter la gestion du contrat de partenariat, le règlement de l'ensemble des approvisionnements en énergie et de la Rémunération Energie telle que définie à l'article IV.2.2 du Contrat de Partenariat sera assuré par Montpellier Méditerranée Métropole. Elle refacturera à la Commune de Juvignac sa quote-part en proportion du nombre de points lumineux affectés à des bâtiments municipaux ainsi que l'intégralité des flux nécessaires au fonctionnement de la vidéo surveillance conformément à la convention de refacturation à intervenir entre la commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole.

La rémunération relative à la maintenance fera l'objet d'une facturation séparée du titulaire à la Commune et à la Métropole au prorata du nombre de points lumineux, les coûts relatifs au système de vidéo-surveillance municipal demeurant intégralement imputés à la Ville de Juvignac, ceux relatifs à la signalisation tricolore étant supportés, dans leur totalité par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les Loyers Financiers Projets Phase N, la Rémunération Energie, la Rémunération Maintenance restent dues au Titulaire dans les conditions prévues par le Contrat de Partenariat, et font l'objet d'une répartition entre la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole.

S'agissant de la Rémunération Financière après remboursement des Créances Irrévocables tel que défini ci-dessous, compte tenu des équipements transférés, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole se répartissent sa prise en charge de la manière suivante :

- à hauteur de 4,4 % par la Commune de Juvignac ;
- à hauteur de 95,6 % par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les nouveaux échéanciers de versement des Loyers Financiers Projet, distinguant la part à la charge de la Commune de Juvignac de la part à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole, figurent en annexe au projet d'avenant au Contrat de Partenariat.

Par ailleurs, compte tenu l'évolution particulièrement favorable des conditions de financement bancaire par rapport à la date à laquelle le Contrat de Partenariat a été signé, et après avoir fait réaliser par les Créanciers Financiers des simulations du coût prévisionnel du débouclage du financement bancaire – c'est-à-dire remboursement de l'encours du financement bancaire conformément aux termes du Contrat de Partenariat et indemnisation des coûts de résiliation des contrats de couverture de taux – il apparaît économiquement pertinent pour les collectivités de procéder au remboursement anticipé des Créances Irrévocables. Cette décision permet tout à la fois d'éliminer la marge sur Euribor de 2.90% sur le crédit et de 0.25% sur le swap, soit 3,15% au total, les marges de refinancement bancaires attendues étant de moins du tiers de ces montants. Elle permet que les intérêts ne soient plus assujettis à la TVA à compter du remboursement anticipé.

Il est entendu que :

- la Commune de Juvignac reste pleinement engagée vis-à-vis des Créanciers Financiers au titre des Actes d'Acceptation jusqu'au complet désintéressement des Créanciers Financiers ;
- Montpellier Méditerranée Métropole est également tenue, vis-à-vis des Créanciers Financiers, dans les mêmes conditions que la Commune de Juvignac et au *pro rata* des compétences transférées, du respect des stipulations du Contrat de Partenariat, de la Convention Tripartite et des Actes d'Acceptation ;
- dans l'hypothèse où les collectivités ne procéderaient pas au remboursement anticipé des Créances Irrévocables dans les délais prévus par l'avenant au Contrat de Partenariat, la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à :
 - o régulariser la situation contractuelle s'agissant des Actes d'Acceptation et de la Convention Tripartite sous deux mois ;
 - o procéder au règlement des échéances des Loyers Irrévocables du 31 mars 2016 et du 30 juin 2016 restant impayés à ce jour, au plus tard concomitamment avec l'échéance du 30 septembre 2016.

Il est rappelé à toutes fins utiles que le calcul de l'indemnité due aux Créanciers Financiers en cas de remboursement anticipé, est égale à l'Indemnité Irrévocable telle que définie dans le Contrat de

Partenariat, la Convention Tripartite et les Actes d'Acceptation. Son montant définitif ne pourra donc être connu qu'au jour de calcul de l'indemnité lorsque les contrats de couverture de taux seront résiliés.

A compter du complet désintéressement des Créanciers Financiers, la Convention Tripartite et les Actes d'Acceptation cesseront de produire leurs effets.

En conséquence, la Métropole, la Commune et le Titulaire ont convenu de conclure un avenant au Contrat de partenariat afin de :

- rendre ce dernier tripartite, avec comme parties le Titulaire, la Métropole, et la commune, sans modifier son objet et sa nature ;
- organiser les modalités de l'exécution conjointe de ce contrat ;
- convenir des modalités du règlement anticipé, par la Commune de Juvignac et la Métropole de l'intégralité des Créances Irrévocables et de leurs accessoires restant due aux prêteurs bancaires et de modifier, en conséquence, les échéanciers de Loyers Financiers restant dus au titre du Contrat de Partenariat.

Il résulte de l'application des modalités de répartition prévues par la Commune de Juvignac et la Métropole qu'au 01/01/16 :

- le capital restant dû transférer à la Métropole est de 2 737 135,40€ et le capital restant dû par la Commune de Juvignac est de 162 372,44€,
- les intérêts au titre des échéances du 31/03/2016 et 30/06/2016 sont estimées comme suit au 01/08/2016 : Commune de Juvignac : 2536, 59€, Montpellier Méditerranée Métropole : 42 759, 61€,
- les autres charges financières (soulte d'annulation, éventuels intérêts de retards, éventuels coûts de réemploi, autres charges financières) sont estimées comme suit au 01/08/2016, étant entendu que le montant de définitif de la soulte d'annulation des contrats de couverture de taux ne sera connu définitivement qu'au jour du calcul de l'indemnité : Commune de Juvignac : 18 500€, Montpellier Méditerranée Métropole : 300 000€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion d'un avenant rendant tripartite le contrat de partenariat pour la gestion énergétique de l'éclairage public, la reconstruction, le financement, la maintenance et le renouvellement des ouvrages d'éclairage public, de vidéosurveillance, de génie-civil pour le réseau de communication haut-débit et de signalisation tricolore, sur le territoire de la Commune de Juvignac conclu avec la société Spie Sud-Ouest SAS ;
- approuver le principe du remboursement anticipé de l'ensemble des Créances Irrévocables afférentes au contrat de partenariat susvisé par la Commune de Juvignac et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- approuver le principe de la prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole de l'ensemble des approvisionnements énergétiques nécessaires à l'exécution du contrat de partenariat, de la Rémunération Energie telle que définie au Contrat de Partenariat et la refacturation d'une partie de ces coûts à la Commune de Juvignac ;
- approuver la signature d'une convention de reversement des charges d'approvisionnement énergétiques et de la Rémunération Energie telle que définie au Contrat de Partenariat à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Juvignac ;
- approuver les termes de l'avenant au Contrat de Partenariat ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant au Contrat de Partenariat, ainsi que l'ensemble des actes y afférents, en ce compris les actes relatifs à la mise en œuvre du remboursement anticipé des Créances Irrévocables.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Délibération n° 13979

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129390A-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

FINANCES – REVERSEMENT DE TAXE D'AMÉNAGEMENT AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2016 - APPROBATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux finances, rapporte :

La création de Montpellier Méditerranée Métropole a conduit au transfert de la taxe d'aménagement générée par les autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 01/01/15, conformément à l'article L5217-11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré le 12 novembre 2015 pour fixer le taux applicable, les secteurs de taxe d'aménagement majorée, ainsi que les exonérations partielles et la valeur forfaitaire des places de stationnement applicable.

Elle a par ailleurs délibéré le 15 décembre 2015 pour fixer les conditions de reversement aux communes membres, d'une partie de la taxe perçue, au prorata de la charge des équipements publics relevant de leurs compétences.

Ainsi, il a été adopté le principe d'un reversement calculé en fonction de la part des dépenses d'équipement voirie dans les dépenses totales d'équipement de chaque commune. Les dépenses d'équipement voirie correspondent aux dépenses de voirie, d'éclairage public, d'extension de réseaux et de défense contre l'incendie réalisées par la Métropole sur le territoire de chaque commune.

Le reversement est calculé chaque année en fonction des prévisions du budget primitif et actualisé des réalisations du compte administratif.

Ce mode de calcul permet de prendre en compte la dynamique des recettes dans le reversement aux communes et de calculer au réel en fonction de la réalité des programmes d'équipements publics et des encaissements effectifs de taxe d'aménagement.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par la Métropole conformément au tableau suivant, établi conjointement avec les communes :

Baillargues	282 196
Beaulieu	En cours de validation
Castelnau-le-Lez	118 321
Castries	En cours de validation
Clapiers	En cours de validation
Cournonsec	15 296
Cournonterral	En cours de validation
Le Crès	En cours de validation
Fabrègues	En cours de validation
Grabels	43 224
Jacou	En cours de validation
Juvignac	82 310
Lattes	En cours de validation
Lavérune	15 204
Montaud	En cours de validation
Montferrier-sur-Lez	En cours de validation
Montpellier	20 386
Murviel-lès-Montpellier	En cours de validation
Pérols	111 613
Pignan	85 382
Prades-le-Lez	32 708
Restinclières	En cours de validation
Saint-Brès	9 065
Saint-Drézéry	36 348
Saint Geniès des Mourgues	13 883
Saint Georges d'Orques	40 977
Saint Jean de Védas	En cours de validation
Saussan	11 026
Sussargues	41 620
Vendargues	En cours de validation
Villeneuve-lès-Maguelone	En cours de validation

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le reversement d'une partie de la taxe d'aménagement perçue par Montpellier Méditerranée Métropole aux communes membres, au titre de l'exercice 2016, conformément au tableau présenté ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Délibération n° 13980

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129327-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

LOGEMENT



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

LOGEMENT – ÉTAT DE RÉALISATION 2015 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Par délibération n°11972 en date du 27 novembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Métropole a adopté son Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2013-2018. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, il convient de dresser le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015, à savoir l'état de réalisation du PLH et son adaptation à l'évolution de la situation sociale ou démographique.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de diversité des modes de vie et des parcours résidentiels et de précarité économique marquée. Localement, les difficultés d'accès et de maintien dans le logement se traduisent notamment par de fortes tensions exercées sur le parc locatif social et par des parcours résidentiels contraints par un marché du logement sélectif.

La construction neuve

Le PLH fixe un objectif de production annuelle moyen de 5 000 logements neufs dont 2 500 logements à Montpellier et 2 500 dans les 30 autres communes.

Avec 6 063 logements mis en chantier en 2015 sur la Métropole (+ 40% par rapport à 2014) dont 2 915 sur la ville centre (+20% par rapport à 2014), le niveau de construction de logements atteint localement des niveaux rarement égalés. Sur la même période, à l'échelle nationale, le volume de logements mis en chantier, bien qu'en légère hausse (+3,5%), stagne sous la barre des 300 000 logements.

L'objectif fixé par le PLH 2013-2018 de produire 5 000 logements/an dans la Métropole est donc très largement atteint, sachant toutefois que l'année 2015 compense le creux de production constaté en 2014 (4 333 logements commencés), crédibilisant ainsi la capacité à atteindre les objectifs du PLH sur sa période d'application. Les 30 communes de la Métropole hors Montpellier ont contribué à ce résultat avec près de 3 150 logements mis en chantier en 2015 soit une hausse de 65% par rapport à 2014.

Citons à titre d'exemple 1 100 logements commencés en 2015 à Castelnau-le-Lez, 460 à Saint Jean de Védas et 370 logements à Lattes.

Cette embellie de la construction neuve devrait se maintenir en 2016 et permettre de dépasser l'objectif de 5000 logements à produire compte tenu des autorisations de construire enregistrées en 2015 : 6 057 logements ont été autorisés (permis délivrés) sur la Métropole dont 3 268 à Montpellier.

Sur le plan de la commercialisation des logements neufs, 2015 restera une bonne année avec 3466 logements neufs vendus par la promotion immobilière dans la Métropole soit une progression de 53 % par rapport à 2014, se rapprochant ainsi du record enregistré en 2011.

Conséquence de plein déploiement du dispositif d'investissement locatif « Pinel » en 2015, 64% des ventes opérées dans la Métropole sont à mettre à l'actif d'investisseurs (2220 ventes), soit une hausse de 66% par rapport à 2014.

Notons enfin que 84% des logements mis en chantier dans la Métropole relèvent du logement collectif en 2015. Cette proportion s'établit désormais à 71% dans les communes périphériques.

La production de logements locatifs sociaux

Le PLH fixe un objectif annuel de développement du parc locatif social de 30% de la production neuve correspondant à 1 500 logements pour un objectif global de production annuelle de 5 000 logements. Pour la mise en œuvre de cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole attribue, depuis 2006, les aides de l'Etat à la construction des logements sociaux qui pour l'année 2015 se sont élevées à 2 724 984 €, auxquels la Métropole a ajouté sur ses fonds propres 3 249 800 €.

1 624 logements locatifs sociaux ont été financés en 2015, répartis de la manière suivante :

- 1 524 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées,

- 100 logements sociaux pour personnes âgées dépendantes, créés dans le cadre de deux établissements d'hébergement.

Les 1624 logements sociaux financés représentent 27% de l'ensemble des logements autorisés dans la Métropole en 2015. Ces logements se répartissent à hauteur de 40% sur la commune de Montpellier et de 60% sur les autres communes de la Métropole.

En 2015, 68% des logements locatifs sociaux financés relèvent d'un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 26% d'un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) soit un total de 94% de PLUS-PLAI pour un objectif fixé à 83% par le PLH. Les logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) ne représentant que 6% des logements familiaux financés en 2015 qui s'inscrivent donc bien sous le plafond de 17% fixé par le PLH.

Malgré cet important effort de production, les besoins en logements locatifs sociaux demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 22 600 demandes ont été recensées en 2015, soit une augmentation de 4% par rapport à 2014. Depuis 2005, le nombre de demandes de logements sociaux a augmenté de 67% dans la Métropole, témoignant ainsi de la très forte pression exercée sur le parc social.

Résultant de l'application de la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public et au renforcement des obligations de production de logement social, les services de l'Etat dénombrèrent 13 885 logements locatifs sociaux manquants en 2015 dans les 19 communes de la Métropole concernées par l'obligation de disposer de 25% de logements locatifs sociaux d'ici 2025. Le taux de logements sociaux au 1^{er} janvier 2015 atteint 18% dans la Métropole dont 22% à Montpellier et 9% dans les communes périphériques.

Outre les subventions en faveur de la création de logements sociaux qu'elle a attribuées par délégation de l'Etat et pour son propre compte, la Métropole a garanti les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour un montant global de 204 millions d'euros en 2015, correspondant à 2500 logements locatifs sociaux, de manière à en sécuriser le financement.

L'accession « abordable »

Afin de fidéliser notamment les jeunes ménages primo-accédants sur le territoire de la Métropole, le PLH fixe des objectifs ambitieux en matière de production de logements en accession « abordable » à hauteur de 1000 logements par an.

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2015, 274 logements engagés dans le cadre de dispositifs d'aide à l'accession encadrés par les pouvoirs publics ont fait l'objet d'une vente à un prix plafond soit un volume quasi identique à celui de 2014 :

- 191 ventes opérées dans le cadre de dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement de la Ville de Montpellier et des 30 autres communes,
- 48 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA),
- 35 logements situés dans le périmètre des quartiers prioritaires de la politique de la ville et à 300 mètres autour, bénéficiant à ce titre d'une TVA réduite.

La Métropole et la Ville de Montpellier ont engagé fin 2014 une réflexion spécifique avec les acteurs de la chaîne de production, visant à mettre sur le marché des logements davantage en adéquation avec la diversité des besoins et des parcours résidentiels, ainsi qu'avec les capacités financières des ménages, par une production en accession abordable en secteur aménagé comme en secteur diffus au moyen de différents leviers : action foncière, simplification des trames de bâtiments, conception d'espaces modulables, sobriété architecturale, maîtrise des frais financiers... Dans ce cadre, 4 appels à projets expérimentaux ont été lancés en 2016 : un par la Ville de Montpellier, deux par la SERM sur la ville-centre et un par la Métropole sur un foncier lui appartenant le long de la ligne 2 de tramway sur la commune de Castelnau-le-Léz en lien avec la commune.

La réhabilitation du parc de logements privés

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe prioritaire du PLH.

En 2015, les aides déléguées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et celles de la Métropole sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 289 logements dont la très grande majorité (262) étaient occupés par des propriétaires occupants aux revenus modestes et très modestes. 27 logements locatifs ont par ailleurs été réhabilités en 2015 en contrepartie d'un engagement des propriétaires à louer leurs biens à des ménages modestes, selon un loyer maîtrisé, et ce pour une durée de 9 ans.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements rénovés en 2015 est la suivante :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 84 logements,
- lutte contre la précarité énergétique (gain énergétique supérieur à 25%) : 184 logements, témoignant du soutien des politiques publiques en faveur de la rénovation thermique des logements,
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 61 logements.

La rénovation de l'habitat privé a concerné également le traitement des parties communes de 10 ensembles immobiliers regroupant 221 logements, dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées.

Ces résultats résultent notamment du travail d'animation et d'incitation des propriétaires concernés réalisé au titre de l'opération métropolitaine « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » dont l'objectif volontariste de traiter 900 logements en 5 ans d'ici fin 2018 est d'ores et déjà atteint. Cette opération complète les actions engagées à travers 4 autres dispositifs à Montpellier : le Plan de Sauvegarde du Petit Bard qui s'est achevé le 31 décembre 2015, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain Copropriétés Dégradées (OPAH RU CD) Gambetta - Figuerolles - Nord Ecusson, qui s'est achevée au 31 août 2015 et doit être reconduite, l'OPAH CD Cévennes 1 qui a également pris fin le 28 juillet 2015 et l'OPAH Saint Guilhem – Laissac - Sud Comédie.

Au titre des actions préventives, la Métropole pilote depuis 2015 un observatoire des copropriétés privées initié en 2007 par la Ville de Montpellier. Cet observatoire couvre 250 copropriétés de plus de 50 logements construits avant 1982.

Au global, la politique d'aide à la réhabilitation du parc privé a représenté en 2015 une enveloppe financière de 3 300 000 euros attribués par délégation de l'Anah ; la Métropole a par ailleurs mobilisé, sur ses fonds propres un budget complémentaire de 1 200 000 euros dont 800 000 euros de subventions directes aux propriétaires.

En outre, la Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés et les effets du PLH.

A ce titre, elle a participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain, dans le cadre d'un partenariat avec l'Etat. Les résultats de l'observation des loyers au 1^{er} janvier 2014 ont fait l'objet d'une restitution en comité de pilotage réuni en Préfecture au mois de décembre 2015. Les données rendant compte de la situation du marché locatif en 2015 doivent être communiquées au cours du deuxième semestre 2016.

Les études, engagées en 2014 avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) visant à établir un diagnostic du territoire et à analyser les évolutions sociodémographiques de la population de la Métropole, issues de l'exploitation du recensement de la population 2011, ont été achevées fin 2015.

Enfin, l'année 2015 aura été marquée par le travail préparatoire lié à la mise en place de la Conférence Intercommunale du Logement de Montpellier Méditerranée Métropole (CIL), créé par délibération du Conseil du 22 juillet 2015, prise dans le cadre de la réforme de la gestion de la demande et des attributions des logements sociaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2015 ;

Délibération n° 14002

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128566-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 486 LOGEMENTS SOCIAUX - GARANTIE GLOBALE DES EMPRUNTS MOBILISÉS PAR L'OPH ACM HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS ENTRE LE 1ER JUILLET 2015 ET LE 30 JUIN 2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE - DÉLIBÉRATION N°13060 DU 29 JUIN 2015 - MODIFICATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Par délibération n°13060 du 29 juin 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le principe de contractualisation globale des prêts qui devaient être signés par l'Office Public de l'Habitat (ACM Habitat) avec la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) sur une période d'un an, du 1^{er} juillet 2015 au 30 juin 2016.

Cet accord concernait de façon prévisionnelle 17 opérations et 513 logements sociaux, pour un montant de prêts maximum de 53 255 819 € que la Métropole s'engageait à garantir en totalité. Les éventuelles évolutions intervenues dans les contrats de prêts effectivement signés devaient être actées par délibération rectificative de la collectivité.

Au 30 juin 2016, 16 opérations ont fait l'objet d'un contrat de prêt signé, un autre programme ayant été reporté. Les opérations effectivement financées représentent 486 logements et ont mobilisé au total 51 139 754 € de prêts de la CDC, garantis à hauteur de 100% par Montpellier Méditerranée Métropole.

Celles-ci sont listées, et leurs plans de financements définitifs détaillés, dans le tableau annexé à la présente délibération, qu'il convient d'adjoindre à la délibération initiale n°13060 du 29 juin 2015, tout comme le tableau relatif aux caractéristiques financières actualisées des prêts également en annexe.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole accorde de façon irrévocable et sans condition sa garantie à hauteur de 100% pour le remboursement de toutes sommes dues au titre des contrats signés dans ce cadre et prend acte des caractéristiques financières auxquels ils ont été exercés au vu des tableaux d'amortissement émis à chaque contrat et signés.

Le présent engagement de garantie est consenti pour une durée expirant après le complet remboursement des sommes dues au titre des contrats susvisés.

En conséquence, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée des contrats à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges des contrats.

Dans l'hypothèse où l'Office Public de l'Habitat, pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles (en capital, intérêts, indemnités ou pénalités, commissions) au titre de ses engagements contractuels, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à en effectuer le paiement en son lieu et place, sur simple notification de la Caisse des dépôts et consignations par lettre, en renonçant au bénéfice de discussion ainsi qu'au recours avant paiement visé par l'article 2316 du Code civil et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tableaux annexés à la présente délibération ;
- approuver la modification de la délibération n°13060 du 29 juin 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128819-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 10 LOGEMENTS SOCIAUX - RUE DES ACACIAS À VENDARGUES - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la construction de 10 logements locatifs sociaux, rue des Acacias » à Vendargues. L'opération comprend 7 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Nathalie Guerin, architecte établi à Mauguio.

FDI Habitat demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 000 497 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant de 325 991 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant de 283 530 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 262 005 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 128 971 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	325 991 €	283 530 €	262 005 €	128 971 €
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Règlement des intérêts de préfinancement	paiement en fin de préfinancement			
Périodicité des intérêts de préfinancement	annuelle			
Périodicité des échéances	annuelle			
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt			
	+ 0,60 %	+ 0,35%	- 0,20 %	+ 0,35%
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			

Taux annuel de progressivité	0 à 0,5 % maximum
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par FDI Habitat, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé, que si la durée de préfinancement retenue par FDI Habitat est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si FDI Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à FDI Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 750 372,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 000 497 €, sollicités par FDI Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 10 logements locatifs sociaux, rue des Acacias à Vendargues ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM FDI Habitat, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : Mme V. DEMON, M. Y. PELLET, M. N. SEGURA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128314-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 27 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « URBAN EDEN », 18 RUE DES PERRIÈRES À CASTELNAU-LE-LEZ - ABROGATION DE LA DÉLIBÉRATION N°13603 - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM DOMICIL - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Par délibération n°13603 du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM DOMICIL la garantie à hauteur de 75 % des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement(VEFA) de 27 logements sociaux, résidence « Urban Eden », 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez.

Toutefois, la SA d'HLM DOMICIL, afin d'améliorer le bilan de l'opération « Urban Eden » 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez, a décidé de revoir les caractéristiques financières des prêts qu'elle a contractés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations: répartition entre les différents types de des prêts, durée des prêts PLUS et PLAÎ foncier, taux d'intérêt et le taux de progressivité des échéances. Il est par conséquent nécessaire d'abroger la délibération n°13603 du 27 janvier 2016 et donc de délibérer à nouveau sur cette garantie d'emprunt.

Pour rappel, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

La Société Anonyme d'HLM DOMICIL a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 27 logements sociaux résidence « Urban Eden », 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez.

L'opération, sous maîtrise d'ouvrage du promoteur BOUYGUES IMMOBILIER, comprend 19 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par la SARL d'architecture Boyer / Giraud / Percheron / Assus.

DOMICIL demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 1 929 306 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 728 688 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 661 470 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 282 608 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 256 540 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié le 30 septembre 2015 par délibération n°13266, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

<i>Désignation</i>	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	728 688 €	661 470 €	282 608 €	256 540 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à	taux du Livret A en vigueur à	taux du Livret A en vigueur à	taux du Livret A en vigueur à

	la date d'effet du contrat de prêt + 0.60 %	la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %	la date d'effet du contrat de prêt - 0.20 %	la date d'effet du contrat de prêt + 0.38 %
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%			
Taux annuel de progressivité	de 0% à 0,50 % maximum			
Profil d'amortissement	amortissements déduits (intérêts différés)			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0%			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Durée de la phase de préfinancement	de 3 à 24 mois maximum			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée de la phase d'amortissement	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement, suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par DOMICIL, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par DOMICIL est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si DOMICIL opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer à DOMICIL pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°13603 du Conseil du 27 janvier 2016 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 1 446 979.50 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 929 306 €, sollicités par la SA d'HLM DOMICIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour financer la réalisation de 27 logements locatifs sociaux, « Urban Eden » 18 rue des Perrières à Castelnau-le-Lez;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignation et la SA d'HLM DOMICIL, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128567-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

LOGEMENT – OPÉRATION "RÉNOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2016 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA RÉHABILITATION DE SOIXANTE-DOUZE LOGEMENTS SITUÉS DANS DIVERSES COMMUNES DE LA MÉTROPOLÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Cohésion sociale, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisé « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire.

Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et très modestes, et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxes des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de soixante-douze logements situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-lez, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone, dont quatre logements locatifs et soixante-huit occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 205 993 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires bailleurs s'engagent à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et les propriétaires occupants à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi des subventions telles que décrites dans le tableau en annexe ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole , chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention sur ses fonds propres s'effectuera après versement par Montpellier Méditerranée Métropole de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée et sur présentation par les propriétaires bailleurs de leurs engagements vis-à-vis de Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire des aides de l'ANAH, en faveur du conventionnement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14006

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128564-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

**PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION
DES MILIEUX AQUATIQUES**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**PRÉVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES
– PAPI2 LEZ MOSSON - SURVEILLANCE, PRÉVISION DES CRUES ET DES
INONDATIONS - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibération n°12570 du 30 octobre 2014, le Conseil de Métropole a approuvé le projet de PAPI2 (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) sur le bassin versant Lez Mosson Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Ce PAPI a été signé par l'État, la Région, le Département et le SYBLE le 11 décembre 2015.

Plusieurs actions sont inscrites à ce PAPI2 sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole en particulier : l'action 2.1, d'un montant de 50 000 € HT, intitulée « Développement du réseau d'échelles limnimétriques » ; l'action 2.2 « Développement du réseau de pluviomètres au sol et de stations hydrométriques » d'un montant de 240 000 € HT ; l'action 2.3 « Construction d'un abaque relatif au système karstique de la Mosson » d'un montant de 180 000 € HT, avec le plan de financement suivant :

- 50% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées,
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Au travers de l'action 2.1, il est proposé de mettre en place une quinzaine d'échelles limnimétriques environ sur les cours d'eau du bassin versant, avec pour certaines, compléments par caméras. Ces équipements permettront de visualiser la situation des cours d'eau en temps réel, notamment dans des secteurs spécifiques : passages à gué et routes submergées, secteurs habités soumis au risque inondation. L'image est utilisée comme outil de proximité, pour la surveillance et la gestion par la collectivité (fermeture de voirie, évacuation d'un secteur) mais aussi pour la sensibilisation et la communication du risque à la population.

Avec l'action 2.2, il est prévu d'améliorer la prévision, l'alerte et la gestion du risque inondation dans les secteurs stratégiques du bassin versant sur lequel est développé le système Ville en Alerte, par la mise en place de capteurs supplémentaires essentiels à l'extension de ce système à l'ensemble du bassin versant. L'objectif, à terme, est la mise en place d'une quinzaine de stations comprenant, en fonction du site un capteur pluviométrique et une station hydrométrique (hauteur d'eau, débit).

L'action 2.3 a pour objectif d'améliorer la prévision des crues sur le bassin versant de la Mosson par l'implantation de piézomètres complémentaires et l'élaboration d'abaques déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de remplissage du karst. En effet les systèmes karstiques ont une influence particulièrement importante sur la formation des crues car, lors d'un événement pluvieux, la réponse du bassin versant dépend du niveau de saturation des sols. La connaissance du système karstique de la Mosson est donc primordiale pour la prévision et la gestion du risque inondation sur le bassin versant.

Ces actions doivent faire l'objet de demandes de subventions spécifiques auprès des financeurs au fur et à mesure de la constitution des dossiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges possibles des différents partenaires concernés, notamment l'État et la Région pour le financement des actions 2.1, 2.2 et 2.3 du PAPI2 Lez Mosson Étangs palavasiens,
- dire que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget principal de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à ces affaires.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1126439-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC – COLLECTE ET TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets est établi conformément aux dispositions de l'article L.2224-17-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Il retrace les faits marquants de l'action de la Métropole en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés et en donne les principaux indicateurs techniques et financiers. Le rapport et l'avis de l'Assemblée seront mis à disposition du public dans les conditions prévues aux L.1411-13 et L.2224-17-1 du code précité.

Les principaux faits marquants de l'exercice 2015 sont les suivants :

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets :

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME).

Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans de 2011 à 2015. L'objectif principal de ce programme local de prévention est de réduire de -7% (28.2 kg) le ratio par habitant de production d'Ordures Ménagères et Assimilés.

Le Programme Local de Prévention des Déchets est ainsi déployé sur le territoire métropolitain depuis plus de 4 ans. La tendance en termes de réduction de la production de déchets se confirme puisque le pourcentage de réduction est de -6 % (24,2 kg/Hab) depuis le lancement du programme. Parmi les actions contribuant à ces résultats, l'on peut citer en particulier en 2015 :

- La poursuite de la densification du parc de conteneurs d'apport volontaire pour les textiles usagés : démarrée fin 2013, cette opération réalisée avec le groupement Philtex Recycling et Emmaüs a permis de déployer 218 conteneurs supplémentaires sur l'ensemble du territoire portant à plus de 300 unités le parc en place ; la collecte est ainsi passée de moins de 300 tonnes en 2013 à plus de 1000 tonnes en 2015. La récupération et le tri des textiles est un acte solidaire à plus d'un titre : elle emploie des personnels en insertion, les textiles en bon état sont revendus à bas prix aux personnes ayant de faibles revenus, les autres étant recyclés (moins de 5% des textiles récupérés sont éliminés comme des déchets). Enfin, la Métropole a signé une convention avec le Ligue Départementale de lutte contre le Cancer par laquelle elle reverse à cette association 10 € par tonne de textile récupérée,
- La distribution de 10 000 Stop Pub disponibles dans les maisons de proximité (guichet unique) de la Métropole ;
- La réalisation de 26 « collectes solidaires » avec Emmaüs et Erca Initiatives sur l'ensemble du territoire métropolitain : ces collectes ont permis de récolter 58 tonnes d'objets en grande partie réutilisables ;
- La poursuite des actions de prévention des bio-déchets par la mise à disposition de 678 composteurs individuels et le soutien financier à l'acquisition par les ménages de lombricomposteurs (36 ménages) et à l'adoption de poules (118 ménages).

Par ailleurs, l'attribution des nouveaux marchés de collecte a été l'occasion d'intégrer les prestations de nettoyage sur la Ville de Montpellier, consécutivement au transfert de la compétence voirie des communes à la Métropole. La redéfinition des services à la population a permis d'une part, sur la Ville de Montpellier, de mettre en synergie les services de collecte et nettoyage dans un objectif d'amélioration de la propreté des espaces publics, et d'autre part d'adapter les fréquences de collecte des déchets résiduels sur l'ensemble du territoire métropolitain, en particulier sur l'habitat pavillonnaire et les zones d'activité économique, afin d'inciter à la prévention et au tri des déchets.

Les économies induites par ces évolutions pour les 7 prochaines années permettront également de financer le programme de modernisation des 20 déchèteries de la Métropole ainsi que l'extension et la modernisation du centre de tri Demeter des déchets recyclables secs, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) dont le taux n'a pas été modifié depuis 2009.

Autre point marquant des nouveaux services, le lancement en juillet 2015 d'une expérimentation de collecte en apport volontaire des bio-déchets des ménages à l'aide de conteneurs spécifiques d'apport volontaire sur le domaine public. Ce procédé, dont les premiers résultats sont encourageants, pourrait offrir, selon la typologie de l'habitat, une alternative ou une offre complémentaire à la collecte en porte à porte des bio-déchets dont les performances restent à ce jour en retrait par rapport aux attentes initiales. Il permettrait surtout d'équiper les ménages des centres villes et des résidences collectives pour le tri des bio déchets dont la loi sur la Transition Energétique Pour une Croissance Verte du 17 août 2015 rappelle l'importance.

En matière de tri des déchets, l'année 2015 a été plus particulièrement marquée par :

- La poursuite du programme de rénovation et de renforcement du parc de conteneurs d'apport volontaires pour le verre et les vieux papiers : ainsi, entre 2014 et 2015, 381 conteneurs verre et 127 conteneurs papier ont été remplacés par des conteneurs métalliques, plus robustes et plus visibles, habillés aux couleurs de la campagne de sensibilisation au tri. Par ailleurs, 48 nouveaux conteneurs supplémentaires ont été installés afin de renforcer le maillage des dispositifs de tri sur le territoire métropolitain. Les années 2016 et 2017 seront l'occasion d'achever la rénovation du parc et d'ajouter 250 colonnes supplémentaires afin d'augmenter significativement les performances du tri du verre.
- L'extension et la rénovation de la déchèterie de Castelnau-le-Lez conçue comme le pilote du vaste programme de modernisation des déchèteries de la Métropole qui se déploiera sur les 4 prochains exercices : après 720 k€ de travaux, la nouvelle déchèterie a été inaugurée le vendredi 6 novembre 2015. Elle est équipée de 8 quais de déchargement rénovés, d'espaces de circulation agrandis et de nouveaux dispositifs de protection facilitant le dépôt des déchets dans les bennes par les usagers en toute sécurité, d'un système de vidéo surveillance et d'alarmes anti intrusion, ainsi que de conteneurs améliorés pour le dépôt des déchets d'équipements électriques et électroniques et des déchets diffus spécifiques des ménages. L'opération a également été l'occasion de reprendre l'ensemble des chaussées de l'installation et son réseau de collecte et de traitement des eaux de ruissellement, ainsi que d'améliorer sa signalétique et son intégration paysagère.

Enfin, l'action de la Métropole s'est également illustrée en matière d'innovation en débutant :

- Une expérimentation de communication engageante sur les îlots urbains de la Mantilla et de l'Avenue du Mondial 98 dans le quartier de Port Marianne à Montpellier : mise en place dans le cadre d'un partenariat avec la SERM et une start up spécialisée dans l'accompagnement au changement de comportements (E3D Environnement), l'opération vise, par une méthode innovante, un accompagnement individuel dans la durée de 900 ménages ainsi que des salariés du secteur d'étude, afin de leur faire adopter des éco gestes notamment dans le domaine de la prévention et du tri des déchets, mais également des économies d'énergie et d'eau, d'utilisation des modes de transport doux, ainsi que de la propreté urbaine. Le taux d'adhésion d'environ 75% des personnes sollicitées ayant choisi et validé des éco gestes qu'elles ne réalisaient pas initialement est un premier bilan encourageant de ces nouveaux modes d'incitation au changement de comportement,
- Un service de collecte mobile sur les quartiers denses des centres villes dont les populations ont un accès moins aisé aux déchèteries implantées dans leur périphérie : une remorque de tri mise en test par la Ville de Paris dans le cadre de ces premiers budgets participatifs, a été déployée sur le quartier Centre de Montpellier en juin, puis en novembre 2015 afin d'inviter les

habitants à se débarrasser de manière écologique de petits objets encombrants (petits électro ménagers, hifi, téléphonie, déchets toxiques, textiles, ...). Le stationnement de cette remorque est également l'occasion de renseigner les usagers sur les enjeux et les dispositifs du tri et de la propreté en centre-ville. Devant l'adhésion des populations, une remorque identique a donc été achetée par la Métropole afin d'être déployée chaque mois en une dizaine de sites répartis sur le quartier Centre de la Ville de Montpellier.

- Un test de collecte en apport volontaire des bio déchets : un conteneur spécialement conçu pour le dépôt sans nuisance des bio déchets des ménages (le « TUBE ») a été installé sur un quartier pavillonnaire de la commune de Lattes, ainsi que sur le centre-ville de la commune de Vendargues et devant une résidence collective du quartier Croix d'Argent à Montpellier, de manière à tester l'adhésion des populations à ce nouveau dispositif de tri. Les tests seront prolongés et amplifiés en 2016 avant une possible phase de généralisation visant à équiper les centres villes et l'habitat collectif d'une solution de tri des bio déchets et à faciliter le tri dans les secteurs pavillonnaires.

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

L'unité de méthanisation AMETYST

L'année 2015 a été marquée par le démarrage du nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Amétyst confié à la société Novergie. Les nouvelles dispositions retenues pour Amétyst sont cohérentes avec les récentes recommandations de l'Agence De l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME) suite à l'audit qu'elle a réalisé sur la plupart des sites de méthanisation sur OMR en France.

D'importants travaux concessifs, conçus et réalisés par le délégataire exploitant, ont ainsi été entrepris pour un montant d'environ 9,5 M€, en vue d'améliorer significativement le bilan matière de l'unité par la production de grandes quantités d'un compost normé au travers de la préparation des déchets avant digestion qui conditionne les performances du site, sa disponibilité et son exploitabilité. La production de combustibles solides de récupération (CSR) sera également ainsi largement développée, avec pour corollaire une forte réduction des refus. Le choix de créer sur site une installation de pré-traitement des effluents permettra en outre une amélioration de la qualité des effluents liquides rejetés au réseau d'assainissement.

Au 31 décembre 2015, la réalisation était largement avancée, pour être achevée et opérationnelle au plus tard le 29 février 2016, conformément aux clauses du nouveau contrat de délégation de service public.

Il est à noter que ces travaux sont financés dans le cadre de ce nouveau contrat d'une durée de 10 ans, malgré un coût d'exploitation à la tonne traitée en diminution de près de 15% par rapport au contrat précédent.

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Métropole est traité sur l'unité (soit 121 900 tonnes issues des collectes d'ordures ménagères et 6 636 tonnes issues des collectes de bio déchets en 2015), à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activité économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal. L'unité AMETYST a également accueilli 1 308 tonnes de bio-déchets tiers.

Sur le plan de l'exploitation, l'exercice 2015 s'est déroulée dans la continuité de 2014 qui avait déjà permis de conforter la stabilisation des conditions de fonctionnement de l'installation grâce au choix technologique retenu en 2012 du mode d'exploitation dit « tout BRS » associé au procédé de méthanisation à haute teneur en matière sèche permettant de garantir une disponibilité de 100% des équipements. La quantité et la qualité constante du biogaz produit permet l'optimisation du fonctionnement des moteurs de cogénération et la livraison constante de chaleur aux logements et commerces de la ZAC des Grisettes. Les forts rendements énergétiques, sans comparaison sur les autres installations de méthanisation, ont ainsi permis de produire 18 724 MWh électriques et 6 740 MWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes, auxquels il convient de rajouter 2 568 MWh de chaleur autoconsommée pour les besoins propres de l'unité. La

nouvelle clinique Saint Roch a également été raccordée au réseau de chaleur en novembre 2015 et à terme 2 300 logements de la ZAC des Grisettes seront alimentés depuis AMETYST grâce à cette énergie renouvelable.

Les améliorations et travaux sur l'unité ont été poursuivis :

- En matière de sécurité incendie, les travaux engagés sur les recommandations des experts prévention de l'assureur ont été achevés au 31 mars 2015, conformément au planning prévisionnel,
- En matière de traitement de l'air, les travaux du dispositif de captation et de traitement de l'air sorti des BRS pour achever de traiter les dernières nuisances ressenties, ont été engagés fin 2015, pour une mise en service en juin 2016,
- Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation, le maître d'œuvre a engagé les études de projet en vue de la réalisation des aménagements nécessaires à l'amélioration de l'exploitabilité des réseaux.

L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux de Castries (ISDnD)

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchèteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de la Métropole, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst.

L'exploitation d'un nouveau casier n°2, autorisée par arrêté préfectoral du 25 novembre 2013, a permis l'extension du site et sa poursuite pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Les intempéries du 29 septembre 2014 avaient conduit à devoir modifier le programme initial et le planning des travaux et de l'exploitation de l'installation. A la suite de l'achèvement des travaux permettant la reprise de l'exploitation selon le planning initial courant mars 2015, les déchets stockés provisoirement sur le casier n°1 ont dès lors été repris et déposés dans le casier n°2.

En 2015, les apports sur l'installation se sont élevés à 79 584 tonnes.

L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par Montpellier Méditerranée Métropole (ex Communauté d'Agglomération de Montpellier) a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis plus de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres soit 22 422 tonnes en 2015. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Au terme des études menées en 2013, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Métropole, pour porter la capacité de tri à 32/35 000 tonnes par an limite les coûts d'investissement et la durée de l'arrêt de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux.

C'est sur cette base que la consultation de maîtrise d'œuvre pour la conception et le suivi de la réalisation des travaux de génie civil/bâtiment et le choix du concepteur/exploitant du process de tri a été menée au cours de l'année 2015, en vue de la désignation du lauréat au 1^{er} trimestre 2016.

La date de démarrage du nouveau contrat de construction/exploitation des installations est prévue fin 2017- début 2018.

La valorisation des déchets végétaux

La valorisation des déchets verts, issus principalement des dépôts dans les déchèteries (Points Propreté) de la Métropole, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont exploitée en régie : en 2015, elle a traité 11 930 tonnes en provenance des déchèteries de la moitié Est du territoire métropolitain, des services techniques municipaux des communes de la Métropole et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

8 380 tonnes de déchets verts en provenance des déchèteries de l'Ouest de la Métropole ont été traitées par l'établissement Véolia – Actisol de Pignan titulaire d'un marché public de prestations de service conclu avec Montpellier Méditerranée Métropole. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de la Métropole, soit directement compostées sur place.

L'unité de valorisation énergétique Ocréal

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 28 490 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel.

3 434 tonnes sont des déchets résiduels issus des collectes de certaines zones d'activité pauvres en matière organique et impropres à la méthanisation ; 15 494 tonnes sont des déchets à haut pouvoir calorifique issus du tri réalisé sur l'unité de méthanisation AMETYST (refus légers de la chaîne de tri) ; 4 947 tonnes sont des refus du centre de tri DEMETER (refus de tri des déchets déposés dans les bacs ou sacs jaunes), et des installations de tri DIB de Garosud qui conditionnent les cartons et papiers journaux déposés dans les déchèteries et les colonnes à papier.

Concernant la Communication :

Le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en porte à porte et en points d'apport volontaire s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2015, outre une présence régulière sur les marchés de la Métropole, ils ont porté les messages du tri et de la prévention sur les manifestations suivantes : Fête de la Tomate à Clapiers, Antigone des Associations, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, Salon de l'Ecologie, Fête de la Biodiversité.

Les messagers ont par ailleurs accompagné 20 opérations de collecte mobile sur le quartier Centre de Montpellier à l'aide de la nouvelle remorque testée en juin et novembre 2015, ainsi que les 26 opérations de collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire sur l'ensemble du territoire métropolitain.

Enfin, les messagers ont mené diverses opérations de communication et/ou de sensibilisation :

- . en participant à l'expérimentation innovante de communication engageante sur les ilots urbains de « La Mantilla » et « du Mondial 98 » sur le quartier Port Marianne de Montpellier ;
- . en menant un travail approfondi d'amélioration des collectes sélectives avec les 1 000 étudiants de la Cité Universitaire Vertbois ;
- . en réalisant une journée d'animation pour les scolaires lors du City Raid Andros ;
- . en réalisant la communication autour de la mise en place de Points d'Apport Volontaire de bio déchets sur les communes de Lattes, Vendargues et Montpellier ;
- . en sensibilisant aux consignes de tri les salariés de 12 entreprises (CHU- Clémentville - CESDA- Adages - Agroparitech- Stade ovalie- clinique Saint Jean - CNFPT- Association mas des moulins - api Restauration - Maison de retraite de Clapiers - Vestas) et 7 écoles/collèges/lycées ;
- . en accompagnant l'exposition itinérante sur la réduction des déchets dans 7 communes de la Métropole.

Concernant l'information et la prise en charge des demandes des usagers :

Le numéro d'appel gratuit 0 800 88 11 77 permet aux usagers d'obtenir une information sur le fonctionnement du tri et des collectes. Il sert également de relais pour l'attribution et la maintenance des bacs de collecte et prend en charge les doléances exprimées par les usagers vis-à-vis des services de collecte : en 2015, 29 600 appels ont été servis par ce standard.

Par ailleurs, depuis fin 2012, le formulaire internet "e-service" vient compléter les services au citoyen et près de 3800 formulaires ont été enregistrés en 2015, dont 1500 pour le seul mois de décembre. Cette forte affluence correspond au démarrage de la campagne de communication relative aux

modifications de jours et horaires de collecte à compter du 4 janvier 2016 (70% des formulaires e-services de décembre ont été utilisés pour le changement des volumes de bacs liés à ces changements de fréquences).

Les données générales de la collecte pour l'exercice 2015 sont les suivantes :

- Collecte des déchets résiduels en porte à porte (bacs gris) : 126 295 tonnes ;
- Collecte sélectives en porte à porte (bacs et sacs jaunes, bacs orange, déchets recyclables des commerçants) : 29 889 tonnes ;
- Collecte sélective en apport volontaire (verre, papiers, textiles usagés) : 11 784 tonnes ;
- Déchèteries : 90 517 tonnes,
- Collecte des encombrants en porte à porte : 6 918 tonnes

Soit un total de 265 403 tonnes collectés en 2015.

Les principales données financières sont relatées ci-dessous :

- Dépenses globales de la section investissement : 9 559 848€ TTC
- Dépenses globales de la section fonctionnement : 67 951 083€ TTC

Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets :

En termes de dépenses de fonctionnement, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- Contrats de prestations de collecte : 24,7 M€ TTC
- Gestion des points de propreté (déchèteries) : 5,3 M€ TTC
- Contrats de maintenance des bacs de pré-collecte : 0,9 M€ TTC
- Gestion des points d'apports volontaires : 0,8 M€ TTC

Concernant le traitement et la valorisation des déchets :

En termes de dépenses de fonctionnement, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- Le traitement des déchets par méthanisation (DSP) : 16,6 M€ TTC
- L'unité de valorisation énergétique OCREAL : 3,9 M€ TTC
- L'exploitation du centre de tri des déchets ménagers : 3,6 M€ TTC
- L'exploitation de l'ISDND : 2,5 M€ TTC
- Le tri des encombrants et la valorisation des déchets de bois : 1,7 M€ TTC
- La TGAP (incinération, stockage) : 1,6 M€ TTC

En termes de dépenses d'investissement, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- Les travaux liés à l'unité de méthanisation : 4,7 M€ TTC
- Les travaux liés exploitation ISDND de Castries (casiers 1 et 2) : 2,6 M€ TTC
- Les travaux pour le centre de tri DEMETER : 0,120 M€ TTC

Concernant les recettes :

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) a généré 66,2 M€ de recettes.

Les différentes collectes sélectives ont généré environ 4,7 M€ de recettes, dont environ 3,5 M€ de soutiens à la tonne triée de la part des Eco Organismes mettant en œuvre les différentes filières de Responsabilité Élargie des Producteurs (Eco Emballages pour les emballages ménagers, EcoFolio pour les papiers graphiques, Ecologic pour les déchets d'équipement électriques et électroniques), le solde de 1,2 M€ constituant des recettes de ventes des matériaux recyclés.

Enfin, la redevance spéciale a généré une recette d'environ 4 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ;
- confier l'analyse de ce rapport à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Délibération n° 14024

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128562-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASILVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**PRÉVENTION ET VALORISATION DES DÉCHETS, PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC –
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC ACM HABITAT POUR L'AMÉLIORATION DE
LA GESTION DES DÉCHETS ET DE LA PROPRETÉ AUX ABORDS DES RÉSIDENCES
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme J. GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée à la Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques, rapporte :

Par délibérations successives n°9482 du 1er avril 2010, n°10344 du 22 juillet 2011 et n°11804 du 25 juillet 2013, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de partenariat entre la Métropole et l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre des mesures destinées à améliorer les performances de tri sélectif ainsi que des actions en faveur de la prévention des déchets, en écho aux objectifs ambitieux du Programme Local de Prévention des Déchets de la Métropole signé avec l'ADEME fin 2010.

Ainsi, depuis le 1er septembre 2010, un salarié d'ACM Habitat, financé par la Métropole à hauteur de 25 000 euros par an, assure les missions de messenger du tri et de la prévention et participe à plein temps à la réalisation des actions prévues dans le cadre de ces conventions successives.

Outre la poursuite des actions de sensibilisation et de formation des agents d'ACM Habitat, cette convention a permis :

- de développer des outils de sensibilisation pour accompagner les actions de communication de proximité et informer en retour les locataires des résultats de leur geste de tri. Plus de 11 000 logements ont été sensibilisés en 3 ans, en porte-à-porte ou au travers d'opérations ponctuelles en pied d'immeuble,
 - de relayer les informations de la Métropole lors de l'arrivée des nouveaux habitants ou sur le site internet d'ACM,
 - d'équiper 40 résidences en compostage collectif,
 - de mettre en œuvre des locaux de réemploi pour la récupération des objets encombrants.
- ACM Habitat a également mis en œuvre des actions en interne pour la prévention des déchets qui ont permis la réduction de 50% du poids de la documentation distribuée à ses résidents.

La convention en vigueur arrive à son terme le 31 août 2016. Aussi, la Métropole et ACM Habitat souhaitent poursuivre leurs engagements communs pour l'amélioration de la gestion des déchets au travers d'une nouvelle convention et développer un axe supplémentaire prenant en compte l'amélioration de la propreté aux abords des résidences et l'étude des aménagements spécifiques y concourant. La prise de compétences de la Métropole, notamment en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie et le contexte des nouveaux contrats de ville et programmes de rénovation urbaine légitiment en effet de renforcer la coopération entre la Métropole et le Bailleur.

Cette nouvelle convention, d'une durée de trois ans, traduit les règles de partenariat avec pour objectif, en particulier :

- de développer des actions d'éco-exemplarité au sein de la structure ACM Habitat en matière de prévention des déchets,
- d'assurer le relai de la communication de Montpellier Méditerranée Métropole relative au tri des déchets, à la collecte des encombrants et à la prévention des déchets, ainsi qu'à la propreté, auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM Habitat, des associations de locataires, et travailler à la conception de différents supports de cette communication : site Internet, Intranet, livret d'accueil du locataire, courriers, affiches dans les résidences, signalétique des locaux à conteneurs, ...
- de développer des actions de sensibilisation lors de l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de propreté, guide du tri, stop pub, objets promotionnels, ...),
- de poursuivre les actions pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre, sur la base d'un programme pluri annuel permettant de consolider et d'améliorer les résultats déjà obtenus,
- de coordonner la contribution d'ACM lors d'opérations multi-partenariales concourant à la propreté, en particulier les opérations propreté menées par la Ville de Montpellier et la Métropole,

- d'améliorer l'interface entre les services Production d'ACM et Propreté de la Métropole pour l'étude de solutions spécifiques ou innovantes permettant d'améliorer la pré-collecte des déchets des résidences,
- d'amplifier la mise en œuvre du compostage collectif en synergie avec la création de jardins partagés.

L'élargissement du champ de la convention et l'opportunité créée par le renouveau des politiques contractuelles sur les quartiers prioritaires justifient, au-delà du poste de messenger du tri et de la prévention déjà aidé dans le cadre de la convention à renouveler, de créer un nouveau poste de « référent propreté et développement durable » au sein d'ACM Habitat ayant pour mission de planifier et mettre en œuvre les actions citées ci-avant, mais également d'être l'interlocuteur privilégié de la Métropole pour toutes les opérations liées à la gestion de proximité (tri et prévention des déchets, propreté, gestion des encombrants, aménagements de locaux ou d'espaces extérieurs) et au développement durable (opération Habitat malin pour la sensibilisation aux éco-gestes, accueil de la remorque éco-mobile dans les résidences, développement d'une communication engageante, développement des jardins partagés). Le poste de messenger du tri et de la prévention reconduit dans la future convention sera encadré par le référent propreté et développement durable.

Dans le cadre de cette collaboration renforcée, la Métropole apportera à ACM Habitat un soutien financier, à hauteur de deux fois 25 000 € par an, pour le portage salariale de ces deux postes dédiés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat à conclure entre la Métropole et l'OPH-ACM pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences,
- dire que les crédits nécessaires sont et seront inscrits aux budgets 2016 et suivants de la Métropole, au chapitre 937,
- autoriser Monsieur le Président de la Métropole à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au débat et ne prennent part au vote : M. G. CASTRE, M. R. COTTE, M. A. EL KANDOUSSI, Mme R. ILLAIRE, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme P. MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128659-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

RESSOURCES HUMAINES



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

RESSOURCES HUMAINES – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ - VILLE DE MONTPELLIER - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN DE DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA COMMANDE PUBLIQUE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme R. BUONO, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Ressources Humaines, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur Direction générale des services, leur Cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

Ces fonctions sont aujourd'hui assurées par des directions distinctes au sein de la Ville de Montpellier et de la Métropole. Néanmoins, leur objet, leur fonctionnement, leurs métiers sont proches tout autant que les enjeux auxquels elles doivent faire face.

Une mutualisation permettra de favoriser la recherche permanente de synergies et de transversalités entre les équipes.

En outre, du fait de leurs fonctions, ces directions participent étroitement à l'organisation administrative globale de la Ville et de la Métropole (circuits de décision, délégations, procédures...). Leur mutualisation permettra d'accentuer le processus d'harmonisation des administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1^{er} août 2016 et concernera le seul poste de Directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entité à hauteur de 50 % chacune.

L'avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville ont été sollicités respectivement le 12 juillet 2016 et le 29 juin 2016 sur la convention de service commun et sa fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14009

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129123-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

Mme R. BUONO, Conseillère Métropolitaine, Présidente Suppléante de la commission Ressources Humaines, rapporte :

I - Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe

II - Créations de postes CAP 2016 :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 12 juillet 2016.

III - Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès au poste mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 12 juillet 2016.

IV - Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 12 juillet 2016.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

Pour l'emploi de chargé de mission de rénovation thermique des logements, cette création s'inscrit dans le cadre d'un conventionnement avec l'ADEME et a pour objet le développement des actions du Plan Climat. La durée de cette mission est limitée à trois ans

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations de postes.
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2016 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 22/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 22/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128960-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 21/07/2016

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,

ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Emplois / cadres d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2016-500	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	B	Temps complet	Rédacteur Territorial Ou Technicien Territorial	Chargé d'opérations parc privé
6	2016-501 2016-502 2016-503 2016-504 2016-505 2016-506	Musée Fabre	B	Temps non complet 24.5 heures	Assistant de conservation	Guide médiateur au sein du Musée Fabre
2	2016-507 2016-508	Musée Fabre	B	Temps non Complet 21 heures	Assistant de conservation	Plasticien médiateur chargé des ateliers arts plastiques et numériques au sein du Musée Fabre

ANNEXE 2 : Créations de postes CAP 2016

Nombre de postes	Réf. tableau des effectifs	Catégorie (A, B ou C)	Cadre d'emplois
1	2016-509	A	Attaché territorial
1	2016-510	A	Conseiller territorial des activités physiques et sportives
1	2016-511	A	Ingénieur territorial
1	2016-512	C	Agent de maîtrise territorial

ANNEXE 2 créations de postes CAP 2016.doc
Conseil du 21 juillet 2016 – Modification du tableau des effectifs

ANNEXE 3 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Cadre(s) d'emploi(s) actuel(s)						Ajustement du ou des cadres d'emplois d'accès au poste					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2013-005	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 21 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Guide médiateur	2013-005	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 24,5 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques	Guide médiateur
2013-006	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 17,5 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques Ou Assistant territorial d'enseignement artistique	Plasticien médiateur chargé des ateliers arts plastiques et numériques	2013-006	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 21 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques Ou Assistant territorial d'enseignement artistique	Plasticien médiateur chargé des ateliers arts plastiques et numériques
2013-006	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 17,5 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques Ou Assistant territorial d'enseignement artistique	Plasticien médiateur chargé des ateliers arts plastiques et numériques	2013-006	Culture et Sport	Musée Fabre	Temps non complet- 21 heures hebdomadaires	Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques Ou Assistant territorial d'enseignement artistique	Plasticien médiateur chargé des ateliers arts plastiques et numériques

ANNEXE 4 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	DÉPARTEMENT/ POLE	Direction	Temps complet/ non complet	Cadre d'emplois/ emploi à créer	Fonctions
2010-053AS	Services publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets	Temps Complet	Ingénieur	Chargé de mission programme local de prévention déchets	2010-053 AS	Développement Territorial	Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat	Temps complet	Ingénieur	Chargé de mission Rénovation Thermique des logements

ANNEXE 4 annotée Transformation de poste au tableau des effectifs
Conseil du 21 juillet 2016 – Modification du tableau des effectifs

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – CONSTRUCTION D'UNE NOUVELLE STATION D'ÉPURATION SUR LA COMMUNE DE SAINT GEORGES D'ORQUES - AVANT PROJET - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES - APPROBATION

M. R. CALVAT, Conseiller Métropolitain, Président Suppléant de la commission Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La station d'épuration de la commune de Saint Georges d'Orques a été construite en 1966. Une extension a été réalisée en 1995 avec la mise en œuvre d'une deuxième filière de traitement (bassin d'aération et clarificateur) pour porter la capacité à 6970 Eq/Hab.

Les projets urbains sur la commune et les exigences renforcées en termes de qualité du milieu récepteur, le Lassedéron, affluent de la Mosson , ont conduit à faire réaliser, en 2011, une étude de diagnostic complète de la station d'épuration.

Cette étude a conclu à la nécessité de reconstruire la station d'épuration, compte tenu de l'âge et de l'état des ouvrages existants, des difficultés de fonctionnement rencontrées et du déséquilibre hydraulique entre les 2 files de traitement. Cette nouvelle installation devra répondre à des objectifs de rejet plus exigeants sur les paramètres azote et phosphore.

Pour la réalisation de cette opération, un marché de maîtrise d'œuvre a été passé avec le bureau d'études BEEE, comprenant les éléments de missions témoins AVP, PRO, ACT, VISA, DET et AOR pour un montant de travaux provisoire estimé sur la base du diagnostic initial à 3,35 millions d'euros H.T.

En parallèle l'élaboration du dossier loi eau pour l'obtention du récépissé de déclaration de la nouvelle station d'épuration a été confiée au cabinet Alizé Environnement.

Les études d'avant-projet aujourd'hui réalisées ont permis de préciser le programme de cette opération.

En premier lieu, l'analyse des données de fonctionnement des 5 dernières années ainsi que la mise à jour des perspectives d'évolution de la population et des activités économiques desservies conduisent à dimensionner les futurs ouvrages pour 9200 équivalents-habitants à l'horizon 2040.

Concernant le site d'implantation du nouvel équipement, le site de la station actuelle n'a pas été retenu pour des raisons de disponibilité d'espace et de continuité de service lors des travaux.

C'est pourquoi, après enquête de dureté foncière, le choix du nouveau site s'est porté sur la parcelle voisine cadastrée AD37 qui est en cours d'acquisition.

Ce nouveau site, d'une superficie totale de 4237 m², est riverain de la lagune existante qui se rejette dans le Lassedéron.

Le niveau de traitement proposé est le plus exigeant imposé par les directives européennes en zone sensible. Il comprend le traitement des paramètres azote et phosphore.

Ce niveau de traitement permet de gagner une à deux classes de qualité des eaux sur le milieu récepteur, selon les paramètres, y compris sur la rivière la Mosson.

Pour atteindre ces objectifs, le programme prévoit un traitement des eaux par boues activées et aération prolongée ainsi qu'un traitement tertiaire de filtration et une déshydratation des boues avant valorisation en compostage.

En tête de station, un bassin tampon assurera une régulation des débits en entrée et permettra ainsi de répondre aux objectifs de l'arrêté de juillet 2015 sur les volumes déversés au milieu naturel en temps de pluie.

En sortie station, la lagune sera modifiée afin de créer une zone tampon avant le rejet au Lassedéron.

Enfin, le programme proposé inclut l'intégration architecturale dans l'environnement préservé du secteur.

Le coût estimé des travaux de construction de cette nouvelle station d'épuration en phase AVP passe ainsi de 3,35 à 3,395 millions d'euros H.T.

Délibération n° 14021

Le coût d'opération induit comprenant les honoraires de maîtrise d'oeuvre, les études préalables, le contrôle technique, le CSPS, les essais de réception et les divers et imprévus s'élève à 4,00 millions d'€uros H.T.

Un avenant au marché de Maitrise d'Œuvre sera nécessaire pour prendre en compte l'augmentation de l'enveloppe prévisionnelle et arrêter, conformément à la loi MOP, la rémunération définitive du prestataire.

Cette opération peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, notamment, qu'il convient de solliciter

Le planning prévisionnel prévoit une mise en service des nouveaux équipements pour fin 2018 début 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le programme de travaux de la station d'épuration de Saint Georges d'Orques, et son enveloppe prévisionnelle de 3,395 M € HT,
- dire que cette opération sera réalisée selon les principes de la charte qualité régionale des réseaux d'assainissement,
- solliciter de tous les organismes intéressés leurs meilleures aides financières pour la réalisation de cette opération dont le coût global est évalué à 4,00 M€ HT,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe de l'assainissement, au chapitre 23,
- autoriser le dépôt du dossier auprès des services de l'Etat et solliciter l'obtention du récépissé de déclaration au titre de la loi sur l'eau,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128603-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT – RESSOURCE EN EAU
- DIAGNOSTIC TERRITORIAL DES PRATIQUES EN ZONE AGRICOLE DE L'AIRE
D'ALIMENTATION DU CAPTAGE DU LEZ - DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

M. R. CALVAT, Conseiller Métropolitain, Président Suppléant de la commission Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Par délibération n° 13240 du 30 septembre 2015, le Conseil a approuvé le Contrat de Métropole de coopération pour une gestion durable de l'eau et des milieux aquatiques signé avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. L'action IV-7 inscrite au Contrat consiste à réaliser un diagnostic des pratiques en zone agricole sur l'aire d'alimentation du captage (AAC) du Lez.

Cette étude constitue une des préconisations du projet de recherche «Gestion multi-usages de l'hydrosystème karstique du Lez» (GMU-Lez), mené notamment par le BRGM et HydroSciences Montpellier (HSM), qui avait mis en évidence la présence, ponctuelle et en période de crues, de produits phytosanitaires dans la ressource. La vulnérabilité, déterminée par ce projet de recherche, est élevée à très élevée sur 302 km², pour une surface totale de l'aire d'alimentation du captage de 495 km². Ces surfaces sont à vocation agricole sur 47% dont une très forte majorité à vocation viticole. Ainsi, l'impact des activités agricoles sur la qualité de la ressource karstique a été clairement identifié bien que n'apparaissant pas alarmant pour l'heure.

Afin de répondre au Contrat de Métropole et compte tenu de l'importance vitale de cette ressource pour la Métropole, il convient d'engager cette étude.

Ce diagnostic sera l'occasion de déterminer et de spatialiser les pratiques agricoles en relation directe avec les produits phytosanitaires décelés ainsi que d'identifier les marges de manœuvre techniques, sociales et économiques des exploitants agricoles concernés. L'objectif final sera de définir une stratégie d'action adaptée aux caractéristiques du territoire.

L'aire d'alimentation du captage du Lez recoupe partiellement le territoire de la Métropole et une grande partie de celui de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup.

Cette étude sera menée en concertation avec cette dernière ainsi qu'avec les agriculteurs locaux et les différents acteurs financiers et techniques du territoire.

L'estimation prévisionnelle de l'établissement de ce diagnostic s'élève à 80 000 € H.T., soit 96 000 € T.T.C. Cette étude est éligible aux aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse à hauteur de 80 % qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières les plus larges pour le financement de l'étude de diagnostic territorial des pratiques en zone Agricole de l'Aire d'Alimentation du Captage du Lez, notamment auprès de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse,
- dire que les crédits nécessaires à la réalisation de ce diagnostic sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, au chapitre 20,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1128727-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

**SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE -
CONVENTIONS DE PARTENARIAT - ANNÉE SCOLAIRE 2016-2017 - AUTORISATION
DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux temps scolaires dédiés, aux directives de l'Education Nationale, et concernant chaque année près de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également à disposition des collèges, des lycées et de l'Université de Montpellier, des créneaux dans les piscines de la Métropole pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

Dans ce cadre, des conventions seront formalisées avec respectivement le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, ainsi que les universités de Montpellier, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux mis à disposition par le réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions et annexes à conclure avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, le Conseil Départemental, le Conseil Régional et l'Université de Montpellier,
- autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1129074-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES – BÂTIMENTS SPORTIFS - AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTION DE MISE À DISPOSITION - INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE - APPLICATION MOBILE VOGO SPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué aux Sports et Traditions sportives, rapporte :

Au regard de ses compétences la Métropole est un acteur fort et reconnu dans le développement du sport au niveau local, national et international.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau présent sur son territoire et construit, aménage et gère de grands équipements sportifs structurants ayant vocation au développement de la pratique sportive.

La Métropole réunit aujourd'hui plusieurs équipes de l'élite du sport français (MHSC, MHB, MRC, MWP, BLMA, MVUC) et la Ville de Montpellier est classée deuxième ville sportive de France au classement général des villes de L'Equipe, juste derrière Paris, et première ville sportive concernant les sports féminins.

Dans ce contexte, le sport est reconnu comme un levier de développement économique intéressant pour le territoire qui ne peut être déconnecté des démarches portées par la French Tech en faveur de l'innovation et du numérique.

La société VOGO développe une technologie numérique unique et brevetée qui permet aux spectateurs d'événements sportifs de revoir des séquences ou des actions sur leurs terminaux multimédias (téléphone, tablette) à partir d'images issues des caméras vidéos des sociétés chargées de la couverture médiatique de l'événement. Lors de la saison sportive précédente, le Palais des Sports René Bougnol a été équipé de ce système numérique permettant ainsi aux spectateurs de la salle de bénéficier de cette innovation lors des matchs du Montpellier Handball.

Par ailleurs, la start-up montpelliéraine continue de couvrir de nombreux événements sportifs organisés dans la Métropole (championnat d'Europe de Judo, championnat d'Europe de Gymnastique, Championnat de France de Natation, Festikite, FISE..).

Aussi, afin de continuer le déploiement de cette technologie dans les équipements sportifs métropolitains, il est proposé par une nouvelle convention d'autoriser la société VOGO à installer de manière pérenne, ses dispositifs de captation et de diffusion des images, au sein des bâtiments mentionnés ci-dessous, appartenant au domaine public immobilier métropolitain.

Les équipements métropolitains identifiés pour une installation pérenne de ce système sont le Stade de la Mosson, la Piscine Olympique d'Antigone, le Complexe Yves-du-Manoir, la Patinoire Végapolis et le Palais des Sports René Bougnol.

La société bénéficiaire aura alors la possibilité de développer avec les clubs résidents et leurs partenaires, des accords, afin de faire bénéficier les spectateurs de nos enceintes sportives de cette nouvelle prestation en contrepartie de recettes publicitaires ou de marges sur les recettes supplémentaires générées pour les clubs ou leurs partenaires du fait de la mise à disposition de cette technologie.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public définit les conditions techniques et financières dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole autorise la société à occuper à titre précaire et révocable les emplacements requis pour l'installation des infrastructures informatiques nécessaires à la mise en œuvre de ce système.

Cette convention d'occupation temporaire du domaine public est établie pour 3 ans à compter de la signature de la convention jusqu'au 30 juin 2019.

Les montants des redevances annuelles d'occupation hors taxe par site sont établis proportionnellement à aux capacités d'accueil des établissements concernés, soit :

- stade de la Mosson : 1000€,

Délibération n° 14020

- le complexe Yves-du-Manoir : 800€,
- le palais des sports René Bournol : 300€,
- la piscine Olympique d'Antigone : 100€,
- la Patinoire Vegapolis: 100€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine public régissant les modalités de gestion des installations et notamment les redevances d'occupation du domaine public, passée avec la société Vogo,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer la convention d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public, ainsi que tout document découlant de cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128348-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

TRANSPORT ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE N°8.422 DE TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS - COMPLÉMENT À LA DÉLIBÉRATION N°13688 DU 24 FÉVRIER 2016 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière de l'opération permettant le bouclage de la Ligne 4 de tramway.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique ce projet.

Par délibération n°13688 du 24 février 2016, le Conseil a approuvé le projet de marché et a autorisé TaM à signer le marché complémentaire n°8.422 avec le groupement d'entreprises RAZEL-BEC / MALET, mandataire RAZEL-BEC de Saint Georges d'Orques (34) pour un montant de 3 829 990,05 € H.T.

Il convient de compléter cette délibération n°13688 et autoriser TaM mandataire à signer les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément et dans les conditions définies par la délibération n°11816 du 24 septembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser TaM à signer, dans le cadre de l'exécution du marché complémentaire n°8.422, toutes les décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant contractuel du marché, conformément aux dispositions du contrat,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128344-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU DE TRANSPORT - AVENANT N°1 AU MARCHÉ COMPLÉMENTAIRE BILLETTIQUE 8.271- AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12127 du 6 février 2014, TaM a été autorisé à lancer et gérer, dans le cadre de l'opération permettant le bouclage de la ligne 4, une procédure pour couvrir l'ensemble des besoins de la Métropole en matière d'extension des Systèmes d'Aide à l'Exploitation (SAE)/Radio/Billettiqque.

Un marché complémentaire à bons de commande a par conséquent été attribué suite à une procédure négociée sans mise en concurrence préalable, en application de l'article 144.II.5 du Code des Marchés Publics.

En effet, il s'agit de l'extension d'installations existantes dont le changement de fournisseur impliquerait nécessairement l'acquisition d'un matériel différent incompatible avec le matériel déjà acquis ou qui entraînerait des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées.

Ce marché complémentaire a été conclu avec le fournisseur initial des équipements « billettique », à savoir XEROX Solutions Business (ex ACS) pour une durée de 10 ans.

Il s'agit d'un marché à bons de commande d'un montant minimum de 2 500 000 € HT et d'un montant maximum de 5 000 000 € HT, sa signature a été autorisée par délibération n°12576 du 30 octobre 2014. Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de ce marché à bons de commande a initialement été décomposé par « opérations théoriques » avec un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) pour chaque opération.

Il convient aujourd'hui, après plus de 16 ans d'exploitation de la ligne 1, de renouveler l'ensemble des Distributeurs Automatiques de Titres (DAT) soit 59 équipements, pour lesquels certains composants sont devenus obsolètes.

TaM et XEROX se sont donc rapprochés pour convenir des prix unitaires les plus adaptés pour ce renouvellement car les prix des DAT figurant dans le marché ne tiennent pas compte du volume important d'équipements à installer, soit 59 DAT alors que le DQE ne prévoyait que 16 DAT.

Cette négociation a permis une baisse du prix unitaire de près de 15% par rapport aux montants initiaux.

L'objet du présent avenant est de prendre acte de ces nouveaux prix unitaires et de les intégrer dans le BPU du marché. L'avenant n°1 ne modifie pas les seuils minimum et maximum du marché.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au marché n°8.271 de billettique du réseau de transport de la Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au budget annexe des transports de la Métropole, aux chapitres 21 et 23,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128442-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TUNNEL DE LA COMÉDIE - MARCHÉ N°4363DM16 DE MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET DE SÉCURITÉ DU TUNNEL DE LA COMÉDIE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'exercice de ses compétences voirie et mobilité gère le tunnel de la comédie, ouvrage en milieu urbain de 385 mètres composé d'un tube unidirectionnel à 2 voies (3 voies au niveau des bretelles) et soumis à un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation.

D'importants travaux de remise à niveau de cet ouvrage ont eu lieu, sur la période 2014-2016, dans le cadre de sa mise en conformité au regard de la circulaire n°2006-20 du 29 mars 2006 relative à la sécurité des tunnels routiers d'une longueur supérieure à 300m. Les prestations suivantes ont notamment été exécutées :

- remplacement des équipements de courant fort,
- renouvellement de la gestion télécommandée et de la détection automatique d'incidents,
- installation de deux opacimètres pour améliorer le contrôle de l'atmosphère,
- mise en place d'un rideau pare-flamme au niveau de l'accès au parking de la comédie,
- pose d'une conduite permettant la défense incendie,
- installation des équipements de sonorisation afin de pouvoir mieux communiquer avec les usagers.

Il est maintenant nécessaire, pour assurer la maintenance préventive et curative de l'ouvrage, de réaliser les prestations suivantes :

- maintenance des équipements électriques (cellules MT, transformateurs MT/BT, tableau TGBT, armoires secondaires, éclairage, onduleur...) ;
- maintenance des équipements de sécurité (GTC, DAI, opacimètre, détecteurs NOCO).

Pour ce faire, un marché annuel à bons de commande doit être attribué au terme d'une procédure d'appel d'offres ouvert, lancée en application des articles 33 alinéa 2, 57 à 59 et 77 de l'ancien Code des marchés publics.

Il prendra effet dès sa notification en 2016 jusqu'au 31 décembre de cette même année. Il pourra ensuite être reconduit de manière tacite par période d'un an pour les années 2017, 2018 et 2019.

Le montant annuel est fixé à un minimum de 100 000 € HT et un maximum de 500 000 € HT. Le montant global pour la durée du marché est estimé entre 400 000 € HT et 2 000 000 € HT.

L'appel d'offres a été lancé le 18 mars 2016. La date limite de remise des offres était le 20 mai 2016.

A l'issue de la procédure, la commission d'appel d'offres réunie en séance du 5 juillet 2016 a retenu l'offre du groupement conjoint VINCI FACILITIES (mandataire)/CITEOS, domiciliée 165 avenue Galilée 13100 AIX EN PROVENCE, économiquement la plus avantageuse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation du marché n°4363DM16 de maintenance des équipements électriques et de sécurité du tunnel de la Comédie avec le groupement VINCI FACILITIES/CITEOS conformément au choix de la commission d'appel d'offres,
- dire que les crédits nécessaires sont et sont inscrits aux budgets 2016 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, aux chapitres 908 et 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, à signer ce marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire et toute décision relative à son exécution, le cas échéant sa résiliation ;

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 14028

Certifié Exécutoire
Publié le : 28/07/2016
Déposé En Préfecture
Le : 28/07/16
Numéro de l'acte :
034-243400017-20160721-lmc1125887-
DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNE

M. Philippe SAUREL,



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRANSPORT EN COMMUN - MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE ET DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR - APPROBATION

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé depuis plusieurs années une politique ambitieuse en matière d'investissement et de développement du réseau TaM, constitué aujourd'hui de 4 lignes de tramway, 36 lignes de bus, 54 stations vélo-mag, 400 vélos en libre-service et 16 parkings en correspondance avec le tramway offrant 5 300 places de stationnement.

Ce développement s'est traduit par une fréquentation croissante qui atteint aujourd'hui plus de 334 000 voyages par jour, dont 79% sur le réseau tramway.

Par ailleurs, il convient de rappeler que depuis le 1^{er} septembre 2014, une nouvelle gamme tarifaire a été mise en place par Montpellier Méditerranée Métropole. Elle a pour but de renforcer l'attractivité du réseau de transport, par la mise en place du voyage à 1 € et la baisse de 20% de l'abonnement pour les jeunes, permettant ainsi son accès au plus grand nombre.

Cette refonte de la gamme tarifaire s'est inscrite dans le cadre d'une stabilité des tarifs pratiqués sur le réseau de transport urbain, ces derniers n'ayant pas été augmentés depuis 2012.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui ajuster les tarifs applicables sur son réseau de transports urbains, notamment pour tenir compte de l'évolution du taux de la TVA, non impacté jusqu'à présent, tout en préservant une politique sociale et propose :

- De maintenir les tarifs attractifs mis en œuvre en septembre 2014, à savoir le ticket 10 voyages à 10 € et l'abonnement annuel jeune à 196 € ;
- De maintenir les tarifs sociaux subventionnés, notamment ceux en faveur des demandeurs d'emploi ;
- D'ajuster les tarifs suivants au 2 août 2016 :

Titres à voyages	Tarifs proposés (€)
Ticket 1 voyage	1,60
Forfait courte durée	
Forfait 1 Jour	4,30
Forfait Famille	6,30
Forfait 7 jours	16,50
Forfait P+Tram Pass Métropole	3,60
Forfait P+Tram Hors Pass Métropole	4,80
Abonnement pour tous	
Abonnement 31 jours	52,20
Abonnement annuel	470
Abonnement Entreprise	
Forfait PDE	423
Abonnement Senior	
Forfait annuel	313,20

Les tarifs suivants demeurent donc inchangés :

TITRES A VOYAGES	Tarifs proposés (€)	Observation
Ticket 10 voyages	10,00	Tarif inchangé
Ticket 10 voyages TR	9,20	Tarif inchangé
FORFAIT JEUNES		
Forfait 31 jours	28,00	Tarif inchangé
Forfait annuel	196,00	Tarif inchangé
TITRES SUBVENTIONNES		

Carte d'Or mensuelle Gratuite	Gratuit	Tarif inchangé
Carte d'Or mensuelle TR	22,50	Tarif inchangé
Forfait demandeur d'emploi	3,40	Tarif inchangé
ZAP subventionnés mensuel	9,50 – 20,30	Tarif inchangé
Mensuel CCAS subventionnés	22,50	Tarif inchangé
AUTRES TITRES		
Billet de groupe	0,80	Tarif inchangé
Forfait événementiel	2,00	Tarif inchangé
City Pass / Pass Congrès	2,60	Tarif inchangé

Par ailleurs, il est proposé d'actualiser les conditions d'accès aux abonnements en faveur des demandeurs d'emploi et cela afin de tenir compte des nouveaux dispositifs mis en place par l'Etat en matière de contrats aidés.

D'autre part, à la suite du lancement de la deuxième phase du projet EMMA, il est proposé d'arrêter la commercialisation des clefs USB comme support permettant le chargement des titres de transport.

Enfin, en vertu de l'article 28 de la loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, il est proposé de modifier le règlement intérieur pour intégrer l'interdiction, sous peine d'amende, d'utiliser les cigarettes électroniques dans les bus et le tramway du réseau TaM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les nouveaux tarifs applicables à partir du 2 août 2016 et la mise à jour de l'annexe 19 du contrat de Délégation de Service Public - Grille tarifaire ;
- intégrer dans le règlement intérieur (annexe 15 du contrat de Délégation de Service Public) l'interdiction d'utiliser la cigarette électronique dans les bus et tramway du réseau TaM ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (4 votes contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128658-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONTOURNEMENT FERROVIAIRE NÎMES-MONTPELLIER (CNM) - CONVENTION RELATIVE AU RÉTABLISSEMENT DE LA RUE DU MAS ROUGE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La rue du Mas Rouge constitue un élément essentiel de liaison entre la Commune de Montpellier et la Commune de Lattes dans un secteur d'urbanisation future stratégique pour le territoire de la Métropole.

Dans la construction de la ligne à grande vitesse de Contournement Nîmes Montpellier (CNM), cette voie doit faire l'objet d'un rétablissement en cohérence avec le projet d'urbanisation porté par la Métropole et son aménageur la SA3M.

Le projet de Contournement Nîmes-Montpellier a été déclaré d'utilité publique par décret en date du 17 mai 2005. La réalisation de cette ligne ferroviaire à grande vitesse a fait l'objet d'un contrat de partenariat entre OC'VIA et SNCF Réseau en date du 28 juin 2012.

Dans le cadre de la réalisation du CNM, OC'VIA, maître d'ouvrage de ces travaux, doit le rétablissement des différentes voies de communication préexistantes et traversées par la nouvelle infrastructure, dont la rue du Mas Rouge. A ces fins, les conditions techniques, financières et administratives des ouvrages rétablis dans le cadre de l'opération doivent être actées par voie de convention entre Oc'Via et Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de voirie et d'espaces publics.

Concernant les voiries nouvellement réalisées, Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des voies et en assurera donc la gestion.

Concernant l'ouvrage de franchissement, OC'VIA reste propriétaire de l'ouvrage au droit du domaine public ferré qui, déclaré d'utilité publique, s'impose au domaine public routier. A ce titre, OC'VIA conserve les charges de gestion, d'entretien et de renouvellement de l'ouvrage. Montpellier Méditerranée Métropole aura la gestion du nettoyage de la voie franchie notamment en termes de lutte contre les tags et d'éclairage public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative au rétablissement de la rue du Mas Rouge à conclure avec Oc'Via, maître d'ouvrage du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier (CNM),
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous les documents relatifs à cette affaire, notamment la convention sus-visée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées (1 abstention).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128692-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – MARCHÉ N°4592EP16 - SERRURERIE DE VOIRIE - TRAVAUX DE DÉPOSE ET DE POSE - MAINTENANCE ET FOURNITURE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La compétence voirie et espaces publics est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016. Cette compétence couvre l'ensemble des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement et leurs accessoires. Cette dernière catégorie comprend la serrurerie de voirie, c'est-à-dire les mobiliers urbains tels que les potelets, les barrières, les bancs, les corbeilles et les clôtures.

Pour assurer la mise en place et la maintenance de ces équipements, il est nécessaire de disposer de marchés permettant de garantir à la fois la cohérence de l'exercice de ces missions sur l'ensemble du territoire en termes de commande publique et le respect des variétés de mobiliers présentes sur les différentes communes du territoire.

A ce jour, du fait du transfert récent de la compétence voirie et espaces publics, la prestation est couverte par différents marchés, soit issus d'avenants de co-utilisation conclus avec la Ville de Montpellier, soit conclus directement par la Métropole.

Pour permettre la réalisation de l'ensemble des prestations afférentes au mobilier urbain et notamment la réalisation de ces missions par les services mis à disposition, il convient d'engager une consultation en application du décret 2016-360 du 25 03 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'une procédure d'appel d'offres ouvert (articles 25.I.1° et 67 à 68) pour attribuer un marché portant sur les travaux de dépose et de pose de serrurerie de voirie comprenant la maintenance et la fourniture.

Les prestations seront exécutées dans le cadre d'un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande (articles 78 et 80 du décret susvisé), alloti en 2 lots géographiques, avec minimum et maximum :

- Lot 1 : Territoire de la Métropole hors Montpellier soit 5 pôles territoriaux (30 communes) - 100 000€ HT minimum/an et 1 000 000€ HT maximum/an ;
- Lot 2 : Territoire de Montpellier - 300 000€ HT minimum/an et 1 200 000€ HT maximum/an pour la Métropole - 10 000€ HT minimum/an et 150 000€ HT maximum/an pour la Ville.
Ce lot fera l'objet d'un groupement de commandes.

Le besoin annuel est estimé à :

- Ø 700 000€ HT/an pour le territoire de Montpellier (660 000 € HT pour la Métropole et 40 000 € HT pour la Ville de Montpellier),
- Ø 330 000€ HT/an sur le reste du territoire métropolitain.

Ce marché prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'un an et pourra être tacitement reconduit par période de un an pour les 3 années suivantes. Ce marché inclura des clauses sociales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres portant sur les travaux, la maintenance et la fourniture de serrurerie de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits nécessaires à ces prestations sont et seront inscrits au budget 2016 et suivants, aux chapitres 908 et 938,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, avant l'engagement de la procédure de passation, à souscrire les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code général des collectivités territoriales, et à signer ces marchés ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à leur exécution, y compris leur éventuelle résiliation.

Délibération n° 14031

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1127112-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à
l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER - TRAVAUX DE DÉPOSE ET POSE, MAINTENANCE ET FOURNITURE DE SERRURERIE DE VOIRIE SUR LE TERRITOIRE DE LA MÉTROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

La compétence voirie et espaces publics est exercée par Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016. Cette compétence couvre l'ensemble des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement et leurs accessoires. Ces derniers comprennent la serrurerie de voirie, c'est-à-dire les mobiliers urbains tels que les potelets, les barrières, les bancs, les corbeilles et les clôtures.

Sur le territoire de Montpellier, l'entretien et la mise en œuvre de ces équipements sont réalisés par :

- la Métropole, qui gère les espaces transférés du territoire de Montpellier incluant le mobilier lié aux déplacements,
- la Ville de Montpellier, qui gère des mobiliers liés à des usages de l'espace public autres que les déplacements ainsi que les mobiliers liés à la propreté pour le compte de la Métropole.

Les marchés de travaux et de maintenance conclus par la Ville de Montpellier et qui prennent en compte la serrurerie de voirie, ont donc fait l'objet d'un avenant de co-utilisation entre la Ville et la Métropole. Ils vont arriver à échéance le 16 octobre 2016.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres pour attribuer de nouveaux marchés selon une stratégie de commande publique bâtie à l'échelle de la Métropole, objet d'une autre délibération à l'ordre du jour du présent conseil. Cette stratégie prévoit l'attribution d'un marché de serrurerie de voirie couvrant l'ensemble du territoire métropolitain, ayant la forme d'un accord cadre réalisé par l'exécution de bons de commande, avec minimum et maximum, d'une durée d'un an renouvelable trois fois.

Ce marché comportera 2 lots géographiques, soit un lot n°1 couvrant le territoire de la Métropole en dehors de Montpellier (5 pôles territoriaux / 30 communes) et un lot n°2 couvrant le territoire du pôle territorial de Montpellier et sur lequel tant la Ville de Montpellier que la Métropole ont des besoins similaires.

Le lot n°2 est estimé à 700 000€ annuel et ses montants minimum et maximum sont répartis de la manière suivante :

- pour la Métropole : montant minimum : 300 000€ HT / an et montant maximum : 1 200 000€ HT / an ;
- pour la Ville de Montpellier : montant minimum : 10 000€ HT / an et montant maximum : 150 000€ HT / an.

Considérant les besoins partagés de la Métropole et de la Ville de Montpellier sur le lot n°2, il apparaît nécessaire d'établir une convention de groupement de commandes.

La convention proposée définit les modalités de passation et d'exécution de ce marché. Elle désigne la Métropole comme coordonnatrice de ce groupement de commandes pour toute la procédure de préparation et de passation du marché, en ce incluse la notification.

L'exécution du marché sera réalisée par la Métropole et la Ville de Montpellier chacune pour ce qui la concerne.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le groupement de commandes avec la Ville de Montpellier pour la réalisation de travaux et de maintenance de serrurerie de voirie ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, aux chapitres 908 et 938 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention constitutive de groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 14032

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre).

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1127064-

CC-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16
Pour extrait certifié conforme à
l'original.
Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.



SEANCE ORDINAIRE DU 21 JUILLET 2016

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille seize et le vingt et un juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme C. DARDE, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÈCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J.-L. MEISSONNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, M. J. RAYMOND, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

M. J.-M. ALAUZET à Mme M. FOURCADE, M. G. BALAZUN à M. J. RAYMOND, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme M. CASSAR à Mme R. ILLAIRE, M. G. CASTRE à M. J. MALEK, Mme C. CLARAC à M. R. YOUSSEUS, M. J.-L. COUSQUER à M. S. TORTORICI, Mme P. DANAN à M. G. LANNELONGUE, Mme T. DASYLVA à Mme C. NAVARRE, M. H. DE VERBIZIER à M. A. EL KANDOSSI, M. J.-P. GRAND à Mme C. DARDE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, M. H. MARTIN à Mme C. HART, M. C. MEUNIER à Mme R. BUONO, Mme B. MICHEL à M. R. CAIZERGUES, M. E. PENSO à M. R. CALVAT, M. T. QUILES à M. T. BREYSSE, M. R. REVOL à Mme C. JABADO, Madame Brigitte ROUSSEL-GALIANA à Mme S. JANNIN, M. J.-L. SAVY à Mme I. GUIRAUD, M. N. SEGURA à Mme E. LLORET.

Excusé(es):

M. J.-F. AUDRIN

Absent(es):

M. P. BONNAL, M. D. BOUMAAZ, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, M. A. LARUE

VOIRIE, ESPACE PUBLIC – SAINT JEAN DE VÉDAS - REQUALIFICATION AVENUE CLÉMENCEAU - DEMANDE DE SUBVENTION

M. R. YOUSSEUS, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, délégué à la Voirie, Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de ses projets d'aménagement pour sécuriser les voies au profit des piétons et cycles, la commune de Saint Jean de Védas a requalifié l'allée du Bois en 2014.

A l'occasion de ces importants travaux de requalification, l'ensemble des réseaux ont été repris, notamment le réseau d'assainissement pluvial afin de le redimensionner en cohérence avec le schéma directeur réalisé par la commune en 2012.

Le réseau pluvial de l'allée du bois d'un diamètre de 1200 mm, se raccorde sur le réseau de l'avenue Clémenceau, actuellement en diamètre 700mm.

Aussi, pour éviter tout désordre, il convient de reprendre le réseau d'assainissement pluvial de cette avenue, de sa jonction avec l'allée du Bois jusqu'au rond-point Villaret et de son exutoire vers la Mosson.

A l'occasion de ce projet de construction de collecteur, la réfection de la chaussée est réalisée sur toute la largeur de la voirie, compte-tenu de l'état du revêtement de surface. Par contre, Sur cette section à caractère pavillonnaire, les trottoirs sont suffisamment dimensionnés pour la sécurité des piétons.

Le coût prévisionnel de l'opération est le suivant :

- travaux VRD : 275 000 € HT

- maîtrise d'œuvre : 5 625 € HT

Total : 280 625 € HT, soit 336 750 € TTC

L'avenue Georges Clémenceau à Saint Jean de Védas est un tronçon de la voie département RD132. Il convient de solliciter les aides financières les plus larges pour la réalisation des travaux de requalification de cette voie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les demandes de subvention d'un montant le plus large possible,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les demandes de subventions susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Certifié Exécutoire

Publié le : 28/07/2016

Déposé En Préfecture

Le : 28/07/16

Numéro de l'acte :

034-243400017-20160721-lmc1128679-

DE-1-1

Fait à Montpellier, le 28/07/16

Pour extrait certifié conforme à l'original.

Le Président,

SIGNÉ

M. Philippe SAUREL.

PARTIE 2

DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil du 21 juillet 2016
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2015-750	Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole - Bureaux responsable de Pôle Territorial	285
D2016-134	Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans	287
D2016-230	Décision relative à la signature d'un marché n°4157BISMG15 - Remise en état de l'onduleur de désenfumage du bâtiment JUNON	289
D2016-277	Décision modificative de la décision n°2015-591 relative au marché n°3888MG15 - Maitrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs	291
D2016-314	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AY n°302 Commune de Castelnau-le-Lez	293
D2016-316	GRABELS - Acquisition de la parcelle AP 175 appartenant à Monsieur et Madame SCALA	295
D2016-318	Marché 4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 1 "Armoire de commande-enveloppe" ajoutant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	297
D2016-319	Marché n°4162TV15 relatif à la fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 8 "matériels et pièces détachées de marque Comatelec ou équivalent" intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	299
D2016-321	Marché n°4162TV15 de fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 11 "matériels et pièces détachées de marque Philips ou équivalent" intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires	301
D2016-323	Marché n°4143TV15 de fourniture de lanternes d'éclairage public type Tramway - Avenant n°1 intégrant un prix nouveau au bordereau des prix unitaires	303
D2016-326	Marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°2 au lot n°1 Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	305
D2016-329	Marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°3 Quartiers Croix d'Argent et Cévennes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	307
D2016-330	Marché n°4089 TV 15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°4 Quartier Hôpitaux-Facultés intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	309
D2016-332	Marché n°4087 TV 15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 au lot 1 Quartier Centre intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	311
D2016-333	Marché n°4087 TV 15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 au lot 3 Quartiers Mosson et Cévennes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires	313
D2016-334	Marché n°4087TV15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 au lot 4 Quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port-Marianne intégrant un prix au bordereau des prix unitaires	315
D2016-358	Décision relative à l'attribution du Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Le jazz à trois doigts"	317

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-368	Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle RB n°58 - 3024 Avenue Albert Einstein - Montpellier	319
D2016-374	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	321
D2016-379	Commune de Castelnau-le-Lez - Acquisition des parcelles BN 236 et BN 239 appartenant à GGL GROUPE	323
D2016-381	Décision relative à un marché n°4444MG16 - Fourniture et livraison de petit outillage pour Montpellier Méditerranée Métropole	325
D2016-389	Décision relative à un marché n°4471DM16 de fourniture et d'installation de panneau à message variable - Tunnel de la Comédie	327
D2016-392	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 de transfert du marché n°3833GD15 de collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.	329
D2016-393	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs aquatiques	331
D2016-394	Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs aquatiques	333
D2016-398	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit d'un grand vase de pharmacie par M. Jacques Bousquet	335
D2016-404	Décision relative à la signature du marché n°4184VD16 de travaux de ferronnerie pour la réparation et l'entretien de la déchèterie métallique de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole	337
D2016-405	Avenants N°1 aux lots n°1, 2 et 3 du marché 4243TV15 relatifs aux travaux d'aménagement de la Rue des Perrières à Castelnau-le-Lez	339
D2016-406	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit d'un tableau de Luca Giordano, Mercure, Pallas et Vulcain fournissant des armes à Hercule par le musée du Louvre	341
D2016-407	Décision relative au marché n°4173EA15 de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les travaux d'amélioration du Bassin d'orage des Aiguerelles	343
D2016-408	Décision relative au déclassement du domaine public d'une partie de la parcelle BY 545 rue de Lavalette à Clapiers	345
D2016-411	Décision relative à un contrat n°2016/01/8033 SIG de maintenance et d'assistance à l'utilisation des progiciels cartographiques AIGLE n°2 et CANEVAS FLEX VOIRIE	347
D2016-412	Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage acoustique dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole	349
D2016-413	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 108m ² avenue du Père Soulas à Montpellier	351
D2016-414	Décision relative à un marché n°4516RI16 d'acquisition d'équipements de routage d'entreprise pour les pépinières d'entreprises	353
D2016-415	Décision relative au marché n°4347DC16 - Renouvellement des équipements audiovisuels du musée Fabre de Montpellier - Lots 1 et 2	355
D2016-421	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3838DC15 de " Mise en conformité des ascenseurs de la Médiathèque Emile ZOLA à Montpellier et maintenance annuelle ultérieure"	357

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-422	Décision relative à un marché n°4234EA16 de prestations d'études relatives à la connaissance et à la prévision des risques d'inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	359
D2016-425	Décision relative au sinistre du Musée Contemporain - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	361
D2016-433	Décision relative à un marché n° 2909S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat confié à la SAAM pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie, préfigurateur de la French Tech	362
D2016-434	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section RB n° 5 - Commune de Montpellier	364
D2016-438	Décision d'ester en justice "Madame Solange LE PIOUFLE née GEOFFROY, requête n°16MA01718 CAA"	366
D2016-439	Décision d'ester en justice "Serge RICHARD - Requête n°1403304-1 TA"	368
D2016-443	Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan	369
D2016-444	Décision relative à la signature du marché 4238VD16 pour la mission de contrôle technique des travaux de réparation et rénovation en ferronnerie de la déchèterie métallique de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole	371
D2016-445	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX 30 sur la Commune de GRABELS appartenant à Monsieur SABATER	373
D2016-446	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public de trois délaissés de voirie d'une contenance respective de 160, 67 et 165 m², section BX, situés dans la ZAC Descartes - Commune de Lavérune	375
D2016-447	Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur Nicolas Vernhet organisateur de promenades équestres	377
D2016-448	Décision relative à la signature d'une convention avec la société Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue des Remparts - Ville de Fabrègues	379
D2016-451	Décision relative à la mise à disposition de l'Opéra Comédie pour la représentation du "Malade imaginaire" le 13 juillet 2016	381
D2016-453	Décision d'ester en justice "Anne ROUX - Requête n°16MA02085 CAA"	383
D2016-455	Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 21 m² avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier auprès de la société Rivage Promotion	385
D2016-459	Décision d'ester en justice "Association FISE - Constitution de partie civile"	387
D2016-460	Décision d'ester en justice "Bertrand SCHMITT - requête n°1602910-8 TA"	388
D2016-461	Décision relative à l'agrément de candidature de la société INSIDE OUT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	389
D2016-462	Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire des 28 octobre et 29 novembre 2013 - Commune de Vendargues - Terrain section BB n°352	391
D2016-463	Décision relative à la convention de mise à disposition des parcelles AK n° 221p et 223 - Commune de Baillargues	393

PARTIE II - SOMMAIRE

N° Décisions	TITRES	PAGES
D2016-464	Décision relative à l'agrément de candidature de la société ISOTROPIX dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	395
D2016-465	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCIMOB dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	397
D2016-466	Décision relative à l'agrément de candidature de l'Institut des Ressources Environnementales Et du Développement Durable (IREEDD) dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	399
D2016-467	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NELIS dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	401
D2016-469	Décision relative à l'agrément de candidature de la société EXPERNOVA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique	403
D2016-473	Décision relative au contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle dans le cadre de l'inauguration du bouclage de la 4ème ligne de tramway	405
D2016-478	Décision d'ester en justice "Parking - 220 rue Montels Eglise Montpellier"	407
D2016-490	Décision relative à l'acquisition dans le cadre de l'article L.211-5 du Code de l'urbanisme - Parcelles OK n°2 et n°3 - Commune de Montpellier	408
D2016-495	Décision relative à l'attribution du marché n°8.86J portant sur la fourniture, la pose et la dépose des supports d'information clientèle aux points d'arrêt, dans les véhicules et aux vélostations pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway	410
D2016-504	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Parcelle AB n°78 - Commune de Saint Jean de Védas	412
D2016-510	Décision relative à un avenant n°3 pour le marché n°3285MG d'exploitation et de maintenance en génie climatique des bâtiments de la Métropole	414



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la conclusion d'une convention d'occupation temporaire
du domaine public entre la commune de Castries et Montpellier
Méditerranée Métropole - Bureaux responsable de Pôle Territorial**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques et du Protocole »,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des transferts de compétences, il est nécessaire d'établir une convention d'occupation temporaire de locaux pour installer un Responsable de Pôle Territorial,
- CONSIDERANT** que le Commune de Castries dispose de locaux disponibles,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est conclue entre la Commune de Castries et Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les locaux concernés sont situés 480 avenue de la Royale 34 160 Castries. La convention porte sur deux bureaux équipés et une salle de réunion équipée pour une surface totale de 68 m²

ARTICLE 3 : La convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de sa signature, pour s'achever le 17 janvier 2022. Elle pourra être prolongée une fois pour la même durée par reconduction expresse.

ARTICLE 4 : Le montant de la redevance annuelle est de 7 480 euros HT.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2015-750
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1108163-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'achat d'une prestation d'animation cirque auprès des publics 11-17 ans

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** la délibération n°13448 du 16 décembre 2016 portant approbation du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes ;
- **VU** l'arrêté A2015-17 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine 'Culture' ;

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole en matière du développement de l'accès aux pratiques culturelles des publics jeunes, notamment déclinée sous l'action N°15 du schéma de mutualisation « offre culturelle pour les 11-17 ans ».

CONSIDERANT la nécessité de continuité des projets culturels engagés pour les publics déjà inscrits dans les cycles concernés.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole achète la prestation d'animation arts du cirque du Centre des Arts du Cirque Balthazar.

ARTICLE 2 : Le montant de la prestation s'élève à 1 510 € TTC. Association non assujettie à la TVA. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-134
Reçue en Préfecture le	14/06/16
Affichée le	14/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160614-lmc1113177-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 14/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la signature d'un marché n°4157BISMG15 -
Remise en état de l'onduleur de désenfumage du bâtiment JUNON**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment son article 27,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015, portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,

CONSIDÉRANT la nécessité de remettre en état l'onduleur de désenfumage du bâtiment JUNON,

CONSIDÉRANT la procédure de mise en concurrence suivie et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4157BISMG15 est passé avec l'entreprise ECUS, sise 31220 CAZERES.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la remise en état l'onduleur de désenfumage du bâtiment JUNON.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 16 140€ HT soit 19 368€ HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-230
Reçue en Préfecture le	23/06/16
Affichée le	23/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160623- lmc1122313-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision modificative de la décision n°2015-591 relative au
marché n°3888MG15 - Maitrise d'œuvre spécialisée en ascenseurs**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil pour prendre toute décision concernant la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU la décision n°2015-591
- VU l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, contentieux et affaires juridiques, protocole»,

CONSIDÉRANT la nécessité de tenir compte de corriger une erreur matérielle,

D E C I D E

ARTICLE 1 : La présente décision modifie la décision n°2015-591 qui comportait une erreur sur la durée du marché.

ARTICLE 2 : Le marché n°3888MG15 a une durée de un an, renouvelable une fois, conformément à l'article 4.2 de l'Acte d'Engagement.

ARTICLE 3 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer tout document relatif à ce marché conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 3 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-277
Reçue en Préfecture le	23/06/16
Affichée le	23/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160623-lmc1123270-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section AY n°302
Commune de Castelnau-le-Lez**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez n°2015/06-15 en date du 26 juin 2015 portant décision d'approbation de la cession à titre onéreux d'une partie de la parcelle cadastrée AY n°127, représentant une contenance de 195m² au prix d'un euro, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** la décision du Président n° 2015-491 du 19 Août 2015 acceptant l'acquisition de la partie de la parcelle AY 127, représentant une contenance de 195 m² au prix d'un euro symbolique à la commune de Castelnau-le-Lez,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de Castelnau-le-Lez n°2016/04-12 en date du 13 Avril 2016 annulant la délibération n°2015/06-15 en date du 26 juin 2015, et entérinant la cession d'une partie de la parcelle AY 127 pour une superficie de 202 m² au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.
- **VU** l'avis de France Domaine en date du 13 mai 2015,
- **CONSIDERANT** que suite à la production du plan définitif de division, la parcelle cédée à Montpellier Méditerranée Métropole nouvellement cadastrée AY302 est d'une superficie de 202 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°2015-491 du 19 Août 2015 est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée section AY n°302, située sur la commune de Castelnau-le-Lez, pour une contenance de 202 m².

ARTICLE 3 : L'acquisition est consentie et acceptée au prix d'un euro symbolique conformément à l'estimation de France Domaine,

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-314
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620- lmc1124674-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**GRABELS - Acquisition de la parcelle AP 175
appartenant à Monsieur et Madame SCALA**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** le courrier de Monsieur et Madame SCALA en date du 16 Avril 2016 acceptant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle AP 175 d'une superficie de 116 m², située Rue de la Pinède à Grabels.
- **CONSIDERANT** que ce terrain est impacté par l'emplacement réservé n°22 inscrit au PLU de la Ville de Grabels pour l'élargissement à 8 mètres de la rue de la pinède.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle AP 175 d'une contenance de 116 m² appartenant à Monsieur et Madame Olivier SCALA domiciliés 11 Rue de la Pinède à Grabels. Cette emprise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique compte tenu de l'intérêt public lié à cette transaction, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-316
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1125010-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché 4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 1 "Armoire de commande-enveloppe" ajoutant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au lot 1 du marché n°4162 TV 15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4162TV15 de fourniture de matériel et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant est passé avec l'entreprise MPB sise à Lunel, lot n°1 Armoire de commande-enveloppe.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au Bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau:

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
EW 040 100	Enveloppe de base deux portes GM210 (serrure MBA, coffret agent de police, comptage EDF)	1494.60
EW 040 200	Socle GM210	124.70
EW 040 300	Kit isolant GM210	73.00
EW 050 100	Enveloppe complète une porte PM110 (socle, kit étanchéité, enveloppe de base)	1345.10

EW 060 100	Armoire régulation T65 CCV	2920.94
------------	----------------------------	---------

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-318
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1125033-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4162TV15 relatif à la fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 8 "matériels et pièces détachées de marque Comatelec ou équivalent" intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au marché 4162TV15 - lot 8,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au lot 8 du marché n°4162 TV 15 de Fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant est passé avec l'entreprise COMATELEC.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau :

Numéro de prix EP 08 00 00	Descriptif	Prix unitaire € HT
	Luminaire Leds AMPERA	
EP 08 01 00	AMPERA Mini cl 1 optique 5139 16 leds 4000°K Alimentation 500mA Driver Xitanium programmable AKZO gris 900 sablé Q<20	320.00

EP 08 02 00	AMPERA Mini cl 1 optique 5138 32 leds 4000°K Alimentation 350mA Driver Xitanium programmable AKZO gris 900 sablé 21<Q<50	370.00
-------------	---	--------

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-319
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1125038-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4162TV15 de fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour assurer l'entretien du parc existant - Avenant n°1 au lot 11 "matériels et pièces détachées de marque Philips ou équivalent" intégrant des prix nouveaux au bordereau des prix unitaires

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n° 1 au lot 11 du marché n°4162TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4162 TV 15 de fourniture de matériels et pièces détachées d'éclairage public pour entretien du parc existant est passé avec l'entreprise REXEL sise à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
EM 08 00 00	LEDLINE ou équivalent	
EM 08 01 00	LEDLINE 2 BCS 719 36 leds LP/BL 6 PC bleu faisceau intensif	696.85
EM 09 00 00	Luminaire LUMA ou équivalent	
EM 09 01 00	LUMA Mini BGP621 40X/W AL GR CLO 62 Optique OFR 5 - 3000°K Driver programmable 22h-6h	350.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEF Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-321
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1125043-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4143TV15 de fourniture de lanternes d'éclairage public type Tramway
- Avenant n°1 intégrant un prix nouveau au bordereau des prix unitaires**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le Code des marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au marché 4143TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°4143 TV 15 de fournitures de lanternes d'éclairage Public type Tramway est passé avec la société RAGNI sise à LA GAUDE.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration d'un prix nouveau au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Le prix suivant est ajouté au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
EZ 010 100	Lanterne Type Tramway, petit modèle ORITRAM 6480	
EZ 010 180	Lanterne ORITRAM 6480 manchon pénétrant gris acier interpon D25 Opticaleds EVO 30 leds 3500°K 350 mA 32W	587.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-323
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1125049-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°2 au lot n°1 Quartiers Port Marianne et Près d'Arènes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de conclure l'avenant n°2 au lot 1 du marché n°4089TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au lot n°1 du marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public est passé avec l'entreprise CEGELEC sise Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires:

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
E1 040 601	Encastré de sol 2855H	718.41
E1 040 602	Projecteur encastré 5716	677.00
E1 040 603	Luminaire GRIFF petit modèle-fixation latérale RAL standard gris 2900 Sable - 1 module PHOTOLENS 21 leds 700mA 50W Driver standard	618.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-326
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125067-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°3 Quartiers Croix d'Argent et Cévennes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEF en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEF dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au lot 3 du marché n°4089TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au lot 3 du marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public est passé avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest sise à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires:

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
E3 040 601	Luminaire ATILEA Opticaled EVO 20 leds-350mA-22W-3500°K + scénario détection Ville de Montpellier	1146.00
E3 040 602	Luminaire GRIFF petit modèle 1 Mod Photolens 21 leds-700mA-50W	643.00
E3 040 701	Mât tubal 4ml porte à 3ml diam 140 alu brossé thermolaqué 2150 sable	616.00

E3 040 420	Ballast électronique Sogexi Epack 100W	240.00
E4 04 04 20	Fourreau d'isolation coffret classe II type ISOFAST 56	16.00
E4 04 04 21	Fourreau d'isolation coffret classe II type ISOFAST 90	20.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-329
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125088-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Marché n°4089 TV 15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public - Avenant n°1 au lot n°4 Quartier Hôpitaux-Facultés intégrant des prix au bordereau des prix unitaires

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT nécessite de passer un avenant n°1 au lot 4 du marché n°4089TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au lot 4 du marché n°4089TV15 de maintenance et modifications des équipements d'éclairage public est passé avec l'entreprise SPIE Sud-Ouest sise à Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Prix unitaire € HT
E4 040 601	Luminaire ATILEA Opticaled EVO 20 leds-350mA-22W-3500°K + scénario détection Ville de Montpellier	1146.00
E4 040 602	Luminaire GRIFF petit modèle 1 Mod Photolens 21 leds-700mA-50W	643.00
E4 040 701	Mât tubal 4ml porte à 3ml diam 140 alu brossé thermolaqué 2150 sable	616.00
E4 040 420	Ballast électronique Sogexi Epack 100W	240.00

E4 040 420	Fourreau d'installation coffret classe II type Isofast 56	16.00
E4 040 421	Fourreau d'installation coffret classe II type Isofast 90	20.00
E4 040 603	Lanterne BEGA 8201	1579.30

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-330
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125092-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4087 TV 15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2
au lot 1 Quartier Centre intégrant des prix au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°2 au lot 1 du marché n°4087TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au lot 1 du marché n°4087TV15 de maintenance et travaux de voirie est passé avec l'entreprise RAZEL-BEC sise à Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
VA085170	Fourniture, façonnage et pose de pierres massives (dim 102.5x82 ép 20cm) y compris carottage diam 40cm, jointement et finitions pour l'entourage des candélabres sur le pont Agropolis	U	998.00
Fourniture de pierres			
VA085200	Dalles Villebois flammées 80x30 ép 4cm (Allée Citadelle)	m²	155.10
VA085210	Dalles Villebois flammées 100x50 ép 5cm (Comédie Théâtre)	m²	171.00
VA085220	Dalles Villebois smillées 100x50 et 70x45 ép 5cm (Loge JJaurès)	m²	302.10

VA085230	Bandes Carrare adoucies 70x18 ép 5cm (Comédie Loge)	ml	78.00
VA085240	Dalles bleu Hainaut 60x40 ép 5cm (Comédie Théâtre)	m ²	188.10
VA085250	Dalles bleu Hainaut 20x20 ép 5cm (Loge)	m ²	188.10
VA085260	Dalles bleu Hainaut 40x30 ép 6cm (Clos René)	m ²	207.00
VA085270	Pavés Porphyres 10x10x10 (St Anne Jacques Cœur)	m ²	114.00
VA085280	Caladons 80/12 face naturelle (St Pierre)	m ²	91.00
VA085290	Galets 80/12 face scié (Place GFrêche)	m ²	114.00
VA085300	Pavés Rocheret 10x10x10 (Clos René)	m ²	161.90
VA085310	Dalles Rocheret flammées libre x40 ép 4cm (Castellane)	m ²	161.90
VA085320	Dalles Rocheret flammées libre x40 ép 6cm (Castellane)	m ²	199.50
VA085330	Dalles Granit 130x90 ép 3cm (Républicains Espagnols)	m ²	285.00
VA085340	Dalles Cénia flammées 20x30 ép 8cm (Louis Blanc)	m ²	239.40
VA085350	Dallage Cénia 20/25/30 ép 8cm (Plan Cabanes)	m ²	239.40
VA085360	Bandes Cénia bouchardées libres x20 ép 8cm	m ²	287.30
VA085370	Pavés Cénia 10x10x10 (Plan Cabanes)	m ²	173.30
VA085380	Dallage Cénia 60x40 ép 5cm (Louis Blanc Pasteur)	m ²	148.20
VA085390	Pavés béton 15x15 ép 8cm (Vanneau Boussairolles)	m ²	62.70
VA085400	Dalles Granito 30x30 ép 4cm (Vanneau Boussairolles)	m ²	85.50
VA085410	Dalles pierre tramway 40x30 ép 6cm (Jules Ferry)	m ²	171.00
VA085420	Dalles béton 50x25 ép 6cm (Verdun Argenterie)	u	52.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-332
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125100-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4087 TV 15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant n°2 au lot 3
Quartiers Mosson et Cévennes intégrant des prix au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°2 au lot 3 du marché n°4087TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au lot 3 du marché n°4087TV15 de maintenance et travaux de voirie est passé avec l'entreprise EUROVIA Méditerranée sise à Juvignac.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration de prix nouveaux au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Les prix suivants sont ajoutés au bordereau des prix unitaires :

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
PN 1	Etude et préparation de chantier de désamiantage d'enrobés y compris plan de retrait	Forf.	13 200.00
PN 2	Installation de chantier de désamiantage d'enrobés	Forf.	14 066.00
PN 3	Rabotage et évacuation en décharge agréée des agrégats de rabotage amiantés	T	559.50
PN 4	Prélèvement par carottage et analyse de recherche d'amiante par laboratoire agréé COFRAC	U	354.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-333
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125104-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Marché n°4087TV15 de maintenance et travaux de voirie - Avenant
n°2 au lot 4 Quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port-
Marianne intégrant un prix au bordereau des prix unitaires**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « Voirie et Espaces Publics »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°2 au lot 4 du marché n°4087TV15,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 au lot 4 du marché n°4087TV15 de maintenance et travaux de voirie est passé avec la société MALET sise à Mauguio.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'intégration d'un prix nouveau au bordereau des prix unitaires.

ARTICLE 3 : Le prix suivant est ajouté au bordereau des prix unitaires.

Numéro de prix	Descriptif	Unité	Prix unitaire € HT
PN 1	Réparation de chaussée à l'enrobé projeté à l'émulsion	J	2 510.00

ARTICLE 4 : Le montant du marché reste inchangé. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-334
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125108-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. R. YOUSSEF

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du Fonds d'aide à la diffusion théâtrale pour le spectacle "Le jazz à trois doigts"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12200 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres relevant des articles 17, 18, 19 et 20 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 lorsque leur montant est strictement inférieur aux seuils visés à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT les orientations culturelles de Montpellier Méditerranée Métropole au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole participe à l'achat du spectacle « *Le jazz à trois doigts* » diffusé en mai 2016 à La Passerelle à Jacou.

ARTICLE 2 : Ce marché est conclu avec la Compagnie *La Compagnia dell'Improvisio* et le théâtre La Passerelle, diffuseur.

ARTICLE 3 : Le montant du marché s'élève à 3000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 4 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-358
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	20/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1125640-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle
RB n°58 - 3024 Avenue Albert Einstein - Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Catherine DARDE en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, dans le cadre des délégations qui lui sont attribuées aux articles 2 et 3 dudit arrêté,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **CONDIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire de la parcelle cadastrée section RB n°58, située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier qui supporte deux bâtiments de type hangar,
- **CONSIDERANT** que ces bâtiments sont libres de toute occupation, et qu'il convient de procéder à la démolition de l'ensemble du bâtiment avant toute occupation illégale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à déposer le permis de démolir concernant les bâtiments situés sur la parcelle cadastrée section RB n° 58, d'une contenance de 500m² située 3024 Avenue Albert Einstein à Montpellier.

ARTICLE 2 : Madame Catherine DARDE, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer la demande et tout document relatif à cette affaire, conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-368
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609- lmc1125832-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DHOMINO au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha

- **VU** l'article L.5211-10 du code général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil n°13462 du 16 décembre 2015 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2016 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de l'International et de l'Artisanat,
- **VU** la convention d'occupation du domaine public en date du 01 décembre 2009 passée entre « la Communauté d'Agglomération de Montpellier » et la société DHOMINO pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 22 décembre 2012, 29 novembre 2013, 21 décembre 2014 et 30 novembre 2015,
- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société DHOMINO n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DHOMINO pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 30 novembre 2016.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DHOMINO pour la surface de 45,97 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 530,95 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°13462 du Conseil en date du 16 décembre 2015.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-374
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1125911-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Commune de Castelnau-le-Lez - Acquisition des parcelles
BN 236 et BN 239 appartenant à GGL GROUPE**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- **VU** le courrier en date du 12 Mai 2016 de GGL GROUPE acceptant la cession à l'euro symbolique des parcelles BN 236 et BN 239 situées Chemin des Coccinelles à Castelnau-le-Lez, d'une superficie respective de 15 m² et 347 m².
- **CONSIDERANT** que ces parcelles ont été aménagées en trottoir affecté à l'usage public, et doivent donc être acquises pour être intégrées dans le domaine Public Métropolitain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL GROUPE domicilié 111 Place Duhem 34000 Montpellier, les parcelles cadastrées BN 236 et BN 239 situées Chemin des Coccinelles à Castelnau-le-Lez, d'une superficie respective de 15 m² et 347 m². Ces parcelles seront intégrées au Domaine Public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de 1 € symbolique compte tenu de l'intérêt public lié à cette transaction, les frais d'acte étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-379
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1125967-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4444MG16 - Fourniture et livraison de petit outillage pour Montpellier Méditerranée Métropole

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Président(e) (ou Conseiller délégué),
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015, portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » »,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres effectué suite à l'avis d'appel public à concurrence en date du 11 mars 2016,

CONSIDÉRANT que les lots 2 et 5 sont en procédure de négociation, comme l'autorise l'article 1.3 du règlement de consultation,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4444MG16 de fourniture et livraison de petit outillage est passé avec :

- Lot n°1 : l'entreprise DUBOIS SAS, sise à Lattes,
- Lot n°3 : l'entreprise WÜRTH France SA, sise Erstein,
- Lot n°4 : l'entreprise LEGALLAIS SAS, sise Caen,
- Lot n°6 : l'entreprise GUILLEBERT, sise Ronchin.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne :

- Lot n°1 : petit outillage à main de mécanicien et matériels complémentaires,
- Lot n°3 : consommables d'ateliers et de chantiers,
- Lot n°4 : outillage électroportatif,
- Lot n°6 : petit outillage à main de jardinier et d'arboriculture.

ARTICLE 3 : Les marchés prennent effet à compter de leurs dates de notification, pour une durée d'un an.

ARTICLE 4 : Le montant pour chaque lot s'élève à :

- Lot n°1 : 19 550,54 € H.T.
- Lot n°3 : 5 043,55 € H.T.
- Lot n°4 : 8 392,55 € H.T.
- Lot n°6 : 9 016 € H.T.

Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-381
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126005-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

Mme I. GUIRAUD

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Administration Générale, Contentieux et
Affaires Juridiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4471DM16 de fourniture et d'installation de panneau à message variable - Tunnel de la Comédie

- **VU** l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine « transports et mobilité »,

CONSIDÉRANT la nécessité d'installer un panneau à message variable à l'entrée du tunnel de la Comédie, dans le cadre des travaux de mise en sécurité de l'ouvrage,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4471DM16 de fourniture et d'installation d'un panneau à message variable est passé avec la société TRAFIC TECHNOLOGIE SYSTEME SA (TTS), ZI 1^{ère} avenue 2^{ème} rue - BP 594 - 06516 CARROS.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture et l'installation d'un panneau à message variable à l'entrée du Tunnel de la Comédie.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de six mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 25 725,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Isabelle GIANIEL Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-389
Reçue en Préfecture le	15/06/16
Affichée le	16/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160615-lmc1126241-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/06/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée aux
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature de l'avenant n°1 de transfert du marché n°3833GD15 de collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle approuver et conclure toutes les modifications aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché, en application de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, 4ème paragraphe.
- **VU** l'arrêté n°A2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public »,
- **CONSIDERANT** le marché n°3833GD15 concernant la collecte des papiers blancs de bureaux des producteurs non ménagers sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** le rachat de l'entreprise ETS BALSALOBRE RECUPERATION sise à VAILHAUQUES par la société SUD RECYCLAGE et la création de la société BALSALOBRE SUD RECYCLAGE sise 361 avenue Justin BEC, 34680 Saint GEORGES D'ORQUES immatriculée sous le n° RCS 814 768 842 000 19,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3833GD15 doit être conclu en vue du transfert à la société ETS BALSALOBRE SUD RECYCLAGE sise 361 avenue Justin BEC, 34680 Saint GEORGES D'ORQUES des prestations exercées jusqu'alors par ETS BALSALOBRE RECUPERATION, 16 rue de l'enclos, 34570 VAILHAUQUES.

ARTICLE 2 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-392
Reçue en Préfecture le	16/06/16
Affichée le	16/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160616-lmc1126291-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/06/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre gratuit à destination des clubs aquatiques

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002, définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par délibération du Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **CONSIDERANT** que les associations, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, ont besoin de créneaux dans les piscines pour le développement de leurs activités et/ ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** l'intérêt général que représente, pour Montpellier Méditerranée Métropole, l'organisation de certaines manifestations ou d'activités sportives solidaires, ces mises à dispositions sont accordées à titre gratuit,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions respectives avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2016-2017,

D E C I D E

ARTICLE 1 Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attributions des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole, est conclue nominativement par association,

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de cette convention couvrira la saison sportive 2016-2017, soit du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.

ARTICLE 4 : L'occupation est conclue à titre gratuit, compte tenu de l'intérêt général des activités et manifestations sportives organisées par les associations.

ARTICLE 5 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-président délégué aux Sports et Traditions Sportives, est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-393
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126402-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à une convention d'occupation pour la mise à disposition des établissements aquatiques à titre payant à destination des clubs aquatiques

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ou payant, si le tarif a été fixé préalablement par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges, lycée à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de métropole, ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance ni sur la durée de la convention,
- **Vu** la délibération du Conseil fixant les tarifs en vigueur des piscines métropolitaines,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives»,
- **CONSIDERANT** que les associations sportives aquatiques, ayant sollicité Montpellier Méditerranée Métropole ont besoin de louer des créneaux dans les piscines, pour le développement de leurs activités et/ou pour leur promotion dans le cadre d'organisation de manifestations sportives,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de pouvoir attribuer avec la plus grande réactivité les créneaux piscines, afin de contribuer au mieux au développement des activités aquatiques sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de passer des conventions avec ces associations pour la mise à disposition de créneaux pour leurs activités et/ou pour l'organisation de manifestations sportives dans les piscines pour la saison sportive 2016-2017,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire et révocable, détaillant les modalités d'attribution des créneaux pour les activités et/ou les manifestations sportives prévues dans l'ensemble des piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole, est signée nominativement par association.

ARTICLE 2 : Ces associations bénéficient de créneaux horaires dans les piscines du réseau de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : La durée de la convention couvrira la saison sportive 2016-2017, soit du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.

ARTICLE 4 : Cette convention est signée à titre payant, conformément à la tarification en vigueur.

ARTICLE 5 : Monsieur, Jean-Luc MEISSONNIER le Vice-Président délégué est autorisé à signer les conventions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-394
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126406-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit d'un grand vase de pharmacie par M. Jacques Bousquet

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant le dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions, ni de charges,
- **VU** l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que Monsieur Jacques BOUSQUET, autorise le dépôt d'un grand vase de pharmacie au bénéfice du musée Fabre,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec Monsieur Jacques Bousquet une convention de dépôt d'une faïence relative à un grand vase de pharmacie d'une hauteur de 56 cm en vue de son exposition au département des arts décoratifs de l'Hôtel de Cabrières – Sabatier d'Espeyran du musée Fabre

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement que le musée Fabre, sauf en cas de force majeure et en informant le déposant.
L'œuvre sera exposée en précisant la mention : « Collection Jacques Bousquet ».
L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de un an, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme.
Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat.
En cas de constatation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'œuvre ne pourra être prêtée à une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou de ses réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduite l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-398
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126350-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché n°4184VD16 de travaux de ferronnerie pour la réparation et l'entretien de la déchèterie métallique de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser des travaux en ferronnerie de réparation et d'entretien de la déchèterie métallique de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4184VD16 de travaux est passé avec la société TECHNIFER sise 150 rue du Mas de Bringaud, BP 95592, 34071 Montpellier cedex 3.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des travaux de ferronnerie de réparation et d'entretien de la déchèterie métallique de Montpellier Méditerranée Métropole, située sur la commune de Beaulieu.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 2 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 54 817,54 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-404
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1126426-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Avenants N°1 aux lots n°1, 2 et 3 du marché 4243TV15 relatifs aux travaux d'aménagement de la Rue des Perrières à Castelnau-le-Lez

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le Code des marchés publics et notamment ses articles 20 et 28,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Rabii YOUSSEUS en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction à Monsieur Rabii YOUSSEUS dans le domaine « voirie et espace public »,
- VU le marché N°4243TV15 relatif aux travaux d'aménagement de la rue des Perrières à Castelnau-le-Lez, attribué le 4 septembre 2015 aux entreprises EUROVIA sise à Baillargues pour le lot N°1 (voirie, réseaux d'eaux pluviales), SOLATRAG sise à Agde pour le lot N°2 (réseaux d'eaux usées) et COFELY INEO sise à Lattes pour le lot N°3 (réseaux secs),

CONSIDÉRANT les travaux supplémentaires survenus en raison des adaptations apportées au projet suite à la conservation de l'ouvrage cadre, et les aléas apparus pendant les travaux,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant au marché n°4243TV15 est passé avec les entreprises EUROVIA sise à Baillargues pour le lot N°1 (voirie, réseaux d'eaux pluviales), SOLATRAG sise à Agde pour le lot N°2 (réseaux d'eaux usées) et COFELY INEO sise à Lattes pour le lot N°3 (réseaux secs).

ARTICLE 2 : Ces avenants concernent des plus-values et moins-values en raison des adaptations apportées au projet suite à la conservation de l'ouvrage cadre et des aléas apparus pendant les travaux.

ARTICLE 3 : Les présents avenants s'élèvent à 54 655,20 € HT pour le lot N°1, 34 528,12 € HT pour le lot N°2 et – 672,10 € HT pour le lot N°3.

ARTICLE 4 : Les nouveaux montants des marchés s'élèvent à 568 700,20 € HT pour le lot N°1, 219 535,12 € HT pour le lot N°2, 143 010,43 € HT pour le lot N°3. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 908 et au budget annexe de l'assainissement – ligne 23.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEUS Vice-Président est autorisé à signer les avenants visés à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 21/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-405
Reçue en Préfecture le	23/06/16
Affichée le	23/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160623- lmc1126409-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 23/06/2016

M. R. YOUSSEUS

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Voirie, Espace Public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au dépôt provisoire et gratuit d'un tableau de Luca Giordano, Mercure, Pallas et Vulcain fournissant des armes à Hercule par le musée du Louvre

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant le dépôt d'œuvres qui ne sont grevées ni de conditions, ni de charges,
- VU l'arrêté n°A2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** que le musée du Louvre, autorise le dépôt d'un tableau de Luca Giordano, *Mercure, Pallas et Vulcain fournissant des armes à Hercule* au bénéfice du musée Fabre,
- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le musée du Louvre une convention de dépôt relative à un tableau de Luca Giordano, *Mercure, Pallas et Vulcain fournissant des armes à Hercule* en vue de son exposition au département des peintures du musée Fabre.

ARTICLE 2 : Ce dépôt prendra effet à la date de réception de l'œuvre par le conservateur du musée Fabre. Le dépositaire s'interdit tout transfert de l'œuvre dans un autre établissement que le musée Fabre, sauf en cas de force majeure et en informant le déposant. L'œuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans, avec reconduction tacite pour la même durée, à échéance de chaque terme. Il pourra être mis fin au dépôt à tout moment par dénonciation du contrat par l'une ou l'autre des parties notamment en cas de non-respect des conditions énoncées dans le présent contrat. En cas de constatation d'un risque grave pour la sécurité ou la conservation de l'œuvre, le déposant pourra en exiger la restitution immédiate.

ARTICLE 4 : L'œuvre ne pourra être prêtée à une exposition temporaire qu'avec l'autorisation écrite du déposant, et uniquement à des institutions présentant toutes les garanties de sécurité et de conservation. L'avis de la Direction Régionale des Affaires Culturelles ou de la Direction des Musées de France pourra être sollicité.

A l'occasion du déplacement de l'œuvre à l'extérieur du musée Fabre, ou de ses réserves, une assurance devra être souscrite par l'organisme emprunteur. Elle devra couvrir les risques de vol, d'incendie et de dégradation pendant le transport et pendant la durée de l'exposition. Une attestation devra être transmise par l'emprunteur et au conservateur du musée dépositaire qui en adressera copie au déposant.

ARTICLE 5 : Le déposant s'engage à exonérer le musée Fabre des droits de reproduction de l'œuvre pour toute publication à caractère éducatif, scientifique, ou pour des fins de diffusion et communication. En retour, le dépositaire s'engage à faire parvenir un exemplaire justificatif de toute édition où serait reproduite l'œuvre en dépôt.

ARTICLE 6 : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-406
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620- lmc1126400-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4173EA15 de Coordination Sécurité et Protection de la Santé pour les travaux d'amélioration du Bassin d'orage des Aiguerelles

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDÉRANT la nécessité de l'intervention d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé dans le cadre de la conception et la réalisation des travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel à la concurrence lancé le 12 février 2016 et l'analyse des offres,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4173EA15 de coordination sécurité et protection de la santé pour les travaux d'amélioration du bassin d'orage des Aiguerelles est passé avec l'entreprise BTP CONSULTANTS sise Europarc de Pichaury – Bât C6 1^{er} étage – 1330 rue G.de la Lauzière – CS 50471 – 13592 Aix en Provence Cedex.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne des prestations intellectuelles consistant à l'intervention d'un coordonnateur sécurité et protection de la santé catégorie II.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 13 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 4 690 € HT. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-407
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1126396-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. R. REVOL

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué
au service public de l'eau et de
l'assainissement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au déclassement du domaine public d'une
partie de la parcelle BY 545 rue de Lavalette à Clapiers**

- **VU** l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code de la voirie routière, notamment les articles L 141-3 et L141-12,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Clapiers n°2016/02/07 en date du 14 Avril 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain
- **VU** la décision du Président n°D2016-335 en date du 6 juin 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Clapiers dans le domaine public métropolitain
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine.
- **VU** la demande d'un propriétaire riverain qui souhaite se porter acquéreur d'une partie de la parcelle BY 545, en nature de délaissé de voirie situé rue de Lavalette à Clapiers,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser cette emprise avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : une emprise de 59 m² détachée de la parcelle BY 545, non affectée à l'usage public, est déclassée du domaine public,

ARTICLE 2 : les services du cadastre seront sollicités pour procéder au nouveau numérotage cadastral de cette emprise,

ARTICLE 3 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-408
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1126398-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un contrat n°2016/01/8033 SIG de maintenance et d'assistance à l'utilisation des progiciels cartographiques AIGLE n°2 et CANEVAS FLEX VOIRIE

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'acquisition des licences AIGLE n°2 et CANEVAS FLEX VOIRIE auprès de la société CIRIL GROUP – BUSINESS GEOGRAFIC,
- **CONSIDERANT** la nécessité de confier la maintenance de ces licences à la société CIRIL GROUP – BUSINESS GEOGRAFIC au regard des brevets qu'elle détient concernant ses produits,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de maintenance informatique et d'assistance à l'utilisation de progiciels est conclu avec la société CIRIL GROUP – BUSINESS GEOGRAFIC, 49 avenue Albert Einstein, B.P. 12074, 69603 VILLEURBANNE CEDEX.

ARTICLE 2 : Ce contrat concerne les licences AIGLE n°2 et CANEVAS FLEX VOIRIE permettant de produire des sites web cartographiques, utilisées par la Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public et la Direction des Mobilités. Ce contrat présente également la possibilité de commander des prestations ponctuelles telles que des installations sur site ou à distance permettant l'amélioration des fonctionnalités des progiciels par une mise à niveau de version, le changement de serveurs pour un progiciel, ainsi que la formation des agents.

ARTICLE 3 : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2016. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période d'un an, sans pouvoir excéder deux renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 4 : Le montant annuel de ce contrat s'élève à deux mille neuf cent quarante-quatre euros et soixante-dix cents TTC (2 944,70 € TTC). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-411
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1126450-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage acoustique
dans le cadre des études de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire
à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délégation permanente de l'assemblée au Président lui permettent de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur, Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la décision n°2015-156 du 2 avril 2015 autorisant la signature d'un mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional conclu avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), société publique locale d'aménagement (SPLA) dont le Siège Social est en l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2,

CONSIDÉRANT que dans le cadre de la réalisation de ces études préalables, il est nécessaire de confier des missions d'études acoustiques,

CONSIDÉRANT l'avis d'appel public à la concurrence transmis pour publication le 23 mars 2016, et la procédure menée par la SAAM,

CONSIDÉRANT le rapport d'analyse des offres établi par la SAAM le 28 avril 2016,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des études acoustiques est confié à la société QCS Services, sise 1 bis rue du petit Clamart, 78140 Vélizy-Villacoublay.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation d'études acoustiques relatives à l'étude de faisabilité pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est conclu pour un montant global et forfaitaire décomposé comme suit :

- Tranche ferme : 7 400€ HT.
- Tranche conditionnelle n°1 : 5 600 € HT.
- Tranche conditionnelle n°2 : 8 400 € HT.
- Tranche conditionnelle n°3 : 18 300€ HT.

Ces dépenses sont prévues au budget de la Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 5 : Monsieur Christophe PEREZ, Directeur Général de la SAAM, titulaire du mandat d'études préalables pour l'implantation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-412
Reçue en Préfecture le	14/06/16
Affichée le	14/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160614- lmc1126497-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 14/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition d'une emprise
de 108m² avenue du Père Soulas à Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27/01/2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** le procès-verbal de l'assemblée générale de la copropriété « La Cigalière » en date du 11 février 2016, et notamment la 14^{ème} résolution adoptée à l'unanimité des copropriétaires présents ou représentés, acceptant la cession d'une emprise de 108 m² au profit de la Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'une emprise de 108 m² de terrain aménagée en trottoir est intégrée dans la partie privative de la copropriété, et qu'il convient de régulariser la situation juridique de cet aménagement à vocation public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert une emprise de 108 m² à extraire de la parcelle MX 66, à savoir les deux nouvelles parcelles cadastrées MX 245 et MX 246.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 60 €/m² soit 6 480 € pour 108 m².

ARTICLE 3 : Le terrain acquis sera intégré au domaine public métropolitain et géré comme tel.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-413
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126514-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n°4516RI16 d'acquisition d'équipements de routage d'entreprise pour les pépinières d'entreprises

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **VU** l'extension du réseau informatique de Montpellier Méditerranée Métropole à l'ensemble de ses sites,
- **CONSIDERANT** la nécessité pour la Direction des Ressources Informatiques, de pouvoir répondre rapidement à un très large panel de demandes concernant les besoins en réseau informatique et au regard de la procédure de mise en concurrence suivie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4516RI16 d'acquisition d'équipements de routage d'entreprise pour les pépinières d'entreprises est conclu avec la société OVEA, 59 rue Nelson Mandela, 34070 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la fourniture d'équipements de routage d'entreprise utilisés sur les pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerranée Métropole pour la fourniture d'accès à Internet.

ARTICLE 3 : Ce marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification. Il sera renouvelable par reconduction tacite par période de 1 an sans pouvoir excéder deux renouvellements.

ARTICLE 4 : Le montant du marché est compris entre un minimum de six mille euros HT. (6 000 € H.T.) et un maximum de cinquante mille euros H.T. (50 000 € HT.). Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION Vice-Présidente est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-414
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1126513-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative au marché n°4347DC16 - Renouvellement des équipements audiovisuels du musée Fabre de Montpellier - Lots 1 et 2

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur B.TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un marché pour le « Renouvellement des équipements audiovisuels du musée Fabre de Montpellier

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4347DC16 de fournitures courantes et services est passé, pour le lot n°1 - Acquisition, installation et maintenance des équipements audiovisuels pour les expositions permanentes et l'auditorium, avec la société SUD MEDIA SYSTEM, 34670 BAILLARGUES et pour le lot 2 - Prestation de location, d'installation et de maintenance des équipements audiovisuels pour les expositions temporaires et les événements, avec la société ID SCENES, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne le renouvellement et la maintenance des équipements audiovisuels du musée Fabre de Montpellier.

ARTICLE 3 : La durée initiale des marchés est de 1 an à compter de leur notification, ils peuvent être reconduits de manière tacite par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

Le délai d'exécution pour la partie à prix global et forfaitaire du lot n°1 est de 6 mois à compter de la date de notification du marché.

Les délais d'exécution pour les parties à bons de commande des lots 1 et 2 sont fixés à chaque bon de commande.

ARTICLE 4 : Le montant du marché du lot n°1, pour la partie à prix global et forfaitaire relative à la refonte de l'auditorium s'élève à 26 600€ H.T, pour les prestations à bons de commande rémunérées à prix unitaires, le montant maximum est fixé à 20 000€ HT pour la période initiale et à 25 000 € HT pour les premières et deuxièmes périodes de reconduction.

Le montant maximum annuel du marché à bons de commande du lot 2 rémunéré à prix unitaires, est fixé à 30 000 € HT.

Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur B.TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-415
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126523-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°3838DC15 de "
Mise en conformité des ascenseurs de la Médiathèque Emile
ZOLA à Montpellier et maintenance annuelle ultérieure"**

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Monsieur B. TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDÉRANT la nécessité de passer un avenant n°1 au marché de travaux relatif à la « Mise en conformité des ascenseurs de la Médiathèque Emile ZOLA à Montpellier et maintenance annuelle ultérieure »,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 au marché n°3838DC15 de travaux est passé avec la société Thyssenkrupp ascenseurs, 50 avenue Maurice Planès, Val de Croze, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Cet avenant concerne l'amélioration esthétique et l'amélioration de la rigidité de la séparation des gaines d'ascenseur.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 12 458 € HT. soit 14 949, 60 € TTC. soit une augmentation de 7.51% du montant initial du marché, égal à 165 884 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché s'élève à 178 342 € HT. soit 214 010,40 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitre 928.

ARTICLE 5 : Monsieur B. TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-421
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	20/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1126556-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. B. TRAVIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à un marché n°4234EA16 de prestations
d'études relatives à la connaissance et à la prévision des risques
d'inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics 2006 et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Jackie Galabrun Boulbes en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- **VU** l'arrêté n°A2015-4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Jackie Galabrun-Boulbes dans le domaine « prévention des risques majeurs et la gestion des milieux aquatiques »,

CONSIDÉRANT la nécessité de réaliser des prestations d'études relatives à la connaissance et à la prévision des risques d'inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché multi-attributaire, n°4234EA16, de prestations intellectuelles, est passé avec les entreprises CEREG sise à MONTPELLIER (34080), EGIS EAU sise à MONTPELLIER (34965) et BRL INGENIERIE sise à Nîmes (30001).

ARTICLE 2 : Ce marché à bons de commande concerne des prestations d'études relatives à la connaissance et à la prévision des risques d'inondations sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le marché est conclu pour une période de 2 ans à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le montant maximum des commandes pour la durée du marché s'élève à 200 000€ H.T.

ARTICLE 5 : Madame Jackie Galabrun-Boulbes Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015/4 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-422
Reçue en Préfecture le	13/06/16
Affichée le	13/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160613-lmc1126560-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2016

Mme J. GALABRUN-BOULBES

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Prévention des risques majeurs et gestion
des milieux aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au sinistre du Musée Contemporain - Indemnités
d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurances,
- VU la proposition d'Affiliated FM, compagnie d'assurances dommages aux biens de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurances d'un montant de 11340€ suite à déclaration de sinistre dégât des eaux en date du 23 août 2015 ayant causé des dommages matériels sur des décors peints au Musée Contemporain – Hôtel Montcalm ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurances d'un montant total de 11 340 €.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-425
Reçue en Préfecture le	09/06/16
Affichée le	09/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160609- lmc1126594-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 09/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un marché n° 2909S16.01 de prestations intellectuelles dans le cadre du mandat confié à la SAAM pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie, préfigurateur de la French Tech

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.,
- **VU** l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines « Développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,

CONSIDÉRANT que la SAAM s'est vue confier, par délibération n°13560 du 27 janvier 2016, un mandat pour la réalisation des travaux de réhabilitation de l'ancienne mairie, préfigurateur de la French Tech et mission d'accompagnement à l'installation des futurs utilisateurs,

CONSIDÉRANT la nécessité de faire réaliser des diagnostics avant travaux et avant démolition en vue des travaux d'aménagements prévus pour l'implantation du préfigurateur de la French Tech,

CONSIDÉRANT qu'au terme d'une procédure adaptée l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par la société INKA expertises,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°2909S16.01 est passé avec la société INKA expertises.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la réalisation de diagnostics amiante avant travaux et avant démolition.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 4 : Le marché est à bons de commande, sans montant minimal de commande et prévoit un montant maximal de commande limité en valeur à 40 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-433
Reçue en Préfecture le	21/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160621-lmc1126805-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 21/06/2016

Mme C. MARION

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée au
développement économique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée section RB n° 5 - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la promesse unilatérale de vente concernant la cession, par Madame BABOT Paule et Madame MARIANI Simone, domiciliées respectivement 2 rue Enclos des Brosses à Montpellier et Mas Julien 345 rue de la Mogère à Montpellier, de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RB n°5, lieu-dit « le Grand Grès », d'une contenance totale de 3 049m²,
- VU l'avis de France Domaine en date du 12 avril 2016,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ce terrain, situé dans le périmètre de la ZAD route de la Mer, secteur Sud Zenith, contribue à la consolidation des réserves foncières constituées par Montpellier Méditerranée Métropole dans ce secteur,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert à Mesdames BABOT Paule et MARIANI Simone, la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section RB n° 5, lieu-dit « le Grand Grès », d'une contenance totale de 3 049m²,

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de quatre-vingt-onze mille quatre cent soixante-dix euros (91 470 €) toutes indemnités confondues et régime de la TVA en vigueur en sus.
Les frais d'acte sont à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la promesse de vente et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-434
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620- lmc1126788-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision d'estimer en justice "Madame Solange LE
PIOUFLE née GEOFFROY, requête n°16MA01718 CAA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête n°16MA01718 le 3 mai 2016 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Solange LE PIOUFLE née GEOFFROY contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1402108 du 4 mars 2016 rejetant sa demande d'indemnisation en réparation des conséquences dommageables d'un accident dont elle a été victime le 30 août 2011 et ce, dans le cadre des travaux de réalisation de la ligne n°3 du tramway.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-438
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1126990-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Serge RICHARD - Requête n°1403304-1 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement au dépôt de la requête n°1403304-1 près le Tribunal administratif de Montpellier le 8 juillet 2014 par Monsieur Serge RICHARD contre la décision de Monsieur le Maire de Saint-Brès du 9 mai 2014 portant refus d'abroger le PLU de Saint-Brès en tant qu'il institue une section Ap au sein de la zone agricole.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à Maître Jean-Luc MAILLOT, Avocat.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-439
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1126992-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature des annexes de la convention de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules conclue par Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions,
- **VU** la délibération de Conseil de métropole n°13517 du 16 décembre 2015 relative aux conventions de mise à disposition et de gestion de services,
- **VU** la délibération n°87 /2015 du 14 décembre 2015 du Conseil Municipal de la commune de Pignan autorisant la signature d'une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules avec Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et Protocole »,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan ont signé une convention de mise à disposition de locaux, matériels et véhicules le 30 décembre 2015,
- **CONSIDERANT** qu'il convient que Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan établissent les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la mise à disposition,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Pignan établissent et signent les listes des locaux, matériels et véhicules faisant l'objet de la convention de mise à disposition signée le 30 décembre 2015.

ARTICLE 2 : Les listes des locaux, matériels et véhicules concernés par la convention de mise à disposition sont annexées à la convention.

ARTICLE 3 : La mise à disposition de l'ensemble des biens est à titre gracieux. Les frais de fonctionnement seront remboursés par les bénéficiaires de la mise à disposition.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03 décembre 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-443
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127174-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature du marché 4238VD16 pour la mission de contrôle technique des travaux de réparation et rénovation en ferronnerie de la déchèterie métallique de Beaulieu - Montpellier Méditerranée Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie, à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté n°A-2015-14 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Prévention et Valorisation des Déchets et Propreté de l'espace public»,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de réaliser une mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de réparation et rénovation en ferronnerie de la déchèterie métallique de Beaulieu,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché n°4238VD16 de services est conclu avec la société QUALICONSLT, sise Parc club du Millénaire, bat 18, 1025 rue Henri BEQUEREL, 34000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Ce marché concerne la mission de contrôle technique dans le cadre des travaux de réparation et rénovation en ferronnerie de la déchèterie métallique de Beaulieu.

ARTICLE 3 : Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée prévisionnelle est de 3 mois.

ARTICLE 4 : Le montant du marché s'élève à 1080,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 5 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-444
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1127184-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. C. MEUNIER

SIGNE

Vice-Président de Montpellier
Méditerranée Métropole, délégué à la
Prévention et valorisation des déchets et
propreté de l'Espace public

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle AX 30 sur la
Commune de GRABELS appartenant à Monsieur SABATER**

- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaine, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n° 2016-66, du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'espace public,
- VU le courrier de Monsieur SABATER en date du 22 Mai 2016, acceptant la cession à l'euro symbolique de la parcelle AX 30 située rue du Grand Champ à GRABELS,
- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire à l'aménagement de la rue du Grand champ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle cadastrée AX 30 d'une contenance de 467 m² sur la commune de GRABELS, auprès de Monsieur SABATER qui a accepté de la céder à l'euro symbolique. L'emprise de cette voie sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La présente vente est consentie et acceptée moyennant un montant de 1€ symbolique pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-445
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1127188-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public
de trois délaissés de voirie d'une contenance respective de 160, 67 et 165
m², section BX, situés dans la ZAC Descartes - Commune de Lavérune**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Lavérune n°2016-11 en date du 2 mars 2016 portant approbation du transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, dans le domaine public métropolitain,
- VU la décision du Président n°D2016-229 en date du 5 avril 2016 relative au transfert de propriété de l'ensemble du domaine public routier communal non cadastré et ses dépendances ainsi que les chemins ruraux, l'espace public non cadastré dédié à tout mode de déplacements urbains et à ses accessoires, de la commune de Lavérune dans le domaine public métropolitain,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- VU la demande d'acquisition adressée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal d'huissier constatant la désaffectation des emprises concernées,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser ces emprises avant de pouvoir les céder,
- **CONSIDERANT** que ces emprises ne sont affectées à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : les délaissés de voirie d'une contenance respective de 160, 67 et 165 m², section BX, situés dans la ZAC Descartes, sont désaffectés

ARTICLE 2 : conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière, ces délaissés sont déclassés du domaine public

ARTICLE 3 : lesdits délaissés sont intégrés au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : les services du cadastre seront sollicités pour procéder au numérotage cadastral de ces trois emprises.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-446
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1127194-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à une convention d'occupation précaire
conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et monsieur
Nicolas Vernhet organisateur de promenades équestres**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux, Affaires Juridiques et protocole »,
- **CONSIDERANT** que la convention par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise Monsieur Nicolas VERNHET, organisateur de promenades équestres, à occuper les parcelles BM 66, BM 68, BM 20 et BM 21 afin d'y faire stabuler des chevaux et organiser des départs de promenades équestres arrivera à son terme le 29 juin 2016,
- CONSIDERANT** que ces terrains constituent des réserves foncières à long terme pour Montpellier Méditerranée Métropole,
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole ne souhaite pas laisser ces parcelles à l'abandon,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire est conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenade équestres, domicilié Route de Saussan au lieu-dit Les Combes, 34690 Fabrègues.

ARTICLE 2 : La convention porte sur les parcelles cadastrées section BM 66, BM 68, BM 20, BM 21, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

ARTICLE 3 : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée de 1 an à compter de sa signature.

ARTICLE 4 : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-242 du 03/12/2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-447
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1127198-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la signature d'une convention avec la société Orange concernant l'enfouissement du réseau de communication électronique sur la Rue des Remparts - Ville de Fabrègues

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision relative à la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole lorsque le montant de ces conventions est inférieur au seuil des marchés de fournitures courantes et services pouvant être conclus à l'issue d'une procédure adaptée conformément à la réglementation en vigueur,
- **CONSIDERANT** que sur la rue des Remparts à Fabrègues, sont implantés des réseaux aériens de communication électronique, propriété de Orange, qui dispose d'un droit à occuper le domaine public routier en application de l'article 10 de la loi du 15 juin 1906 confirmé par les articles L.113-3 et L.113-4 du Code de la voirie routière
- **CONSIDERANT** que la convention s'applique sur le domaine public routier, aux fins de mise en souterrain des équipements de communication électronique dans le cadre d'un programme de travaux initié par la commune de Fabrègues.

DECIDE

ARTICLE 1 : La convention a pour objet de définir les principaux droits et obligations des parties quant à la réalisation des travaux de dissimulation et de déplacement des réseaux de communication électronique nécessités par les travaux d'aménagement de la rue des Remparts à Fabrègues.

ARTICLE 2 : La société Orange s'engage à réaliser les travaux d'enfouissement, renforcement ou établissement de ses réseaux en coordination étroite dans le strict respect du planning élaboré lors de la réunion préparatoire au démarrage des travaux en présence de l'ensemble des parties.

ARTICLE 3 : Les travaux et prestations seront assurés par la Société Orange et facturés à Montpellier Méditerranée Métropole pour un montant estimé de 25 181,00 € HT.

ARTICLE 4 : La convention prend effet à la signature par les représentants des parties et à la date du cachet de la Préfecture de l'Hérault accusant réception dans le cadre des règles du contrôle de légalité, jusqu'à la fin des garanties contractuelles des marchés relatifs aux travaux visés à l'article 2.1 de la convention.

ARTICLE 5 : Monsieur Rabii YOUSSEF est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2016-122 du 31/03/2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-448
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1127206-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à la mise à disposition de l'Opéra Comédie
pour la représentation du "Malade imaginaire" le 13 juillet 2016**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- **VU** l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **VU** la convention d'occupation temporaire du domaine public approuvée par délibération n°10874 du 24 mai 2012 actant la mise à disposition de l'Opéra Comédie au bénéfice de l'association « Opéra Orchestre Nationale de Montpellier Languedoc Roussillon »,
- **VU** l'article 8.2 de la convention susmentionnée au terme duquel Montpellier Méditerranée Métropole dispose de l'Opéra Comédie 10 journées par an, avec la mise à disposition gracieuse d'une équipe technique de l'association pour assurer la mise en marche de la scène et des fluides,
- **VU** la demande formulée par la Compagnie de la Reine pour l'organisation du spectacle « Le Malade Imaginaire » dans le cadre de la tournée « Vive le Théâtre », le 13 juillet 2016,

CONSIDERANT la vocation caritative de la manifestation, dont les recettes seront intégralement reversées à l'association AFM Téléthon,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour la mise à disposition de l'Opéra Comédie est conclue avec l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc Roussillon et la Compagnie de la Reine, sise Théâtre et Cinéma de Fontenay-le-Fleury - Place du 8 mai 1945 - 78330 Fontenay-le-Fleury.

ARTICLE 2 : La mise à disposition de l'Opéra Comédie est consentie à titre gracieuse, pour la représentation du « Malade imaginaire » le 13 juillet 2016.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué, est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2015-17 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-451
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1127223-CC-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Anne ROUX - Requête n°16MA02085 CAA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°16MA02085 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 30 mai 2016 par Madame Anne ROUX contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1400538 du 29 mars 2016 rejetant sa demande d'annulation :

- des décisions révélées par la conférence de presse tenue par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 3 juillet 2013, relatives au choix d'une gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement et à la fixation du prix de l'eau,
- des délibérations n°11705, 11706, 11707 et 11708 adoptées par le conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 25 juillet 2013 relatives à la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-453
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1127377-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition d'une parcelle de 21 m² avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier auprès de la société Rivage Promotion

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Président(e) /ou Conseiller délégué,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **VU** l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire, de l'Habitat et de l'Espace Public,
- **VU** l'accord de la société Rivage Promotion en date du 26 mai 2016 sur la proposition faite par Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle DV 613 de 21 m² avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier pour élargir le trottoir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert la parcelle DV 613 de 21 m² avenue du Maréchal Leclerc à Montpellier auprès de la société Rivage Promotion,

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie et acceptée au prix de 60 € /m² soit un montant total de 1 260 € pour 21 m²,

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 5 : Madame Stéphanie JANNIN Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-455
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1127381-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Association FISE - Constitution de partie civile"

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que l'association « Festival International des Sports Extrêmes » (FISE) fait l'objet d'une procédure pénale diligentée par le Parquet du Tribunal de Grande de Montpellier relative à son mode de fonctionnement,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire que Montpellier Méditerranée Métropole se constitue partie civile dans cette affaire afin de pouvoir accéder au dossier et d'assurer la défense de ses intérêts,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à se constituer partie civile à l'occasion de la procédure pénale diligentée par le Parquet du Tribunal de Grande Instance de Montpellier à l'encontre de l'association FISE,

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gaucher et Associés » devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-459
Reçue en Préfecture le	20/06/16
Affichée le	21/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160620-lmc1127417-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 20/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Bertrand SCHMITT - requête n°1602910-8 TA"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête en référé expertise n°1602910-8 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 2 juin 2016 par Monsieur Bertrand SCHMITT tendant à la désignation d'un expert consécutivement aux désordres constatés sur le Domaine de Biar sis à Lavérune depuis les épisodes pluvieux de septembre et octobre 2014.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-460
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127427-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'agrément de candidature de la société
INSIDE OUT dans le VEAS Hannibal à Cournonsec**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : la société INSIDE OUT, représentée par Messieurs Jordan et Sidney WAGENAAR est une SARL dont l'activité est le commerce en ligne.
Elle est candidate à la location du lot A04 de 145.07 m² pour une période de 36 mois.
L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société INSIDE OUT ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-461
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622- lmc1127439-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'avenant n°1 à la convention d'occupation temporaire des 28 octobre et 29 novembre 2013 - Commune de Vendargues - Terrain section BB n°352

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** l'arrêté n° 2015-23, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** le projet d'avenant n° 1 à la convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Société EUROVIA, dont le siège social est situé à Aix en Provence, 140 rue Georges Claude, représentée par son Directeur Régional Monsieur LAUMONIER François-Xavier,

CONSIDERANT que les travaux de requalification du Parc d'Activités du Salaison ne sont pas terminés et qu'il convient de prolonger la durée d'occupation du terrain situé sur la commune de Vendargues, cadastré section BB n°352 jusqu'à la fin du chantier,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n° 1 à convention d'occupation temporaire des 28 octobre et 29 novembre 2013 est signé pour une durée de 13 mois entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société EUROVIA représentée par son Directeur Régional, permettant l'occupation d'une emprise de 7 101m² sur la parcelle située sur la commune de Vendargues, cadastrée section BB n°352, d'une contenance totale 8 206m².

ARTICLE 2 : Cet avenant est consenti et acceptée à moyennant une indemnité globale et forfaitaire de sept mille euros hors taxes (7 000 € HT).

ARTICLE 3 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire pour travaux et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2015-23, du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-462
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127442-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à la convention de mise à disposition des parcelles AK n° 221p et 223 - Commune de Baillargues

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, article L.5211-10,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°2015-24, du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD dans le domaine « Agro-écologie et alimentation »,
- **VU** le projet de convention, conclu en application des articles L 411-1 et suivants du Code rural, par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de Monsieur MICHEL, demeurant 4 rue Gaston Bonheur à Baillargues (34670), les parcelles situées sur la commune de Baillargues, cadastrées section AK n° 221p et 223, lieu-dit « Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 16 569m², pour une durée d'une campagne,
- **CONSIDERANT** que les parcelles en cause, acquises par l'EPF LR dans le cadre de l'exécution des clauses de la convention opérationnelle du 27 juin 2012 et objet d'un procès-verbal de remise en gestion à la Métropole, constituent des terres agricoles qui peuvent, grâce à la mise en culture, permettre d'éviter tout risque d'occupation illicite dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des articles L 411-1 et suivants du Code rural, met à disposition de Monsieur MICHEL les parcelles situées sur la commune de Baillargues, AK n°221p et 223, lieu-dit « Colombiers », pour une contenance cadastrale totale de 16 569m²,

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 juillet 2016.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant le versement d'une redevance deux cent quatre-vingt-dix-huit euros vingt-quatre centimes TTC (298, 24€ TTC)

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n°2015-24 du 21 janvier 2015, portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-463
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127449-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ISOTROPIX dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société ISOTROPIX, représentée par Monsieur Sam ASSADIAN est une SAS dont l'activité est l'édition de logiciel.
Elle est candidate à la location du lot 2-1 de 407.57 m² pour une période de 5 ans 6 mois et 18 jours. L'entreprise projette un effectif de 40 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société ISOTROPIX ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-464
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127455-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SCIMOB dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société SCIMOB, représentée par Monsieur Gaël BONNAFOUS est une SAS dont l'activité est le développement d'applications mobiles.
Elle est candidate à la location du lot 1-1 de 150.98 m² pour une période de 5 ans, 7 mois et 18 jours.
L'entreprise projette un effectif de 20 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SCIMOB ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-465
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127458-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de l'Institut des Ressources Environnementales Et du Développement Durable (IREEDD) dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat »,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM), devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : l'Institut des Ressources Environnementales Et du Développement Durable (IREEDD), représentée par Monsieur Fady HAMADE est une SARL spécialisée dans les projets publics et politiques publiques de l'eau, l'assainissement et l'environnement. Déjà locataire du bâtiment, la société change de bureau et candidate à la location du lot 4.1 de 36.62 m² pour une période de 9 mois. L'entreprise projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société IREEDD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au « Développement économique, à l'enseignement supérieur et à la recherche, à l'innovation, à l'international et à l'artisanat », est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-466
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1127462-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société NELIS dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société NELYS, représentée par Monsieur Philippe ROSSI est une SAS dont l'activité est l'étude, la conception, la distribution, la vente et la location de logiciels et d'applications e-business. Elle est candidate à la location du lot 4.2 de 131.04 m² pour une période de 5 ans, 7 mois et 6 jours. L'entreprise projette un effectif de 18 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société NELIS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-467
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617-lmc1127466-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'agrément de candidature de la société EXPERNOVA dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe Saurel en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- VU l'arrêté n°A2015-23 du 21/01/2015 portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement économique, de l'enseignement supérieur et la recherche, de l'innovation, de l'international et de l'artisanat,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), en vue de la location dans l'ancien Hôtel de Ville de Montpellier, préfigurateur du bâtiment totem dédié au numérique : la société EXPERNOVA, représentée par Monsieur Pascal MAGNIER est une SAS dont l'activité est la création et le développement d'outils logiciels et de services web spécialisés dans la location d'experts de haut niveau.
Elle est candidate à la location du lot 4.3 de 198.24 m² pour une période de 5 ans, 7 mois et 6 jours.
L'entreprise projette un effectif de 18 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société EXPERNOVA ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame , Chantal MARION, Vice-Présidente, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2015-23 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-469
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160617- lmc1127475-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 17/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative au contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle
dans le cadre de l'inauguration du bouclage de la 4ème ligne de tramway**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016, relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour le bouclage de la 4ème ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie par l'article 27 du décret relatif aux marchés publics (anciennement articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics) susvisé quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- VU le mandat accordé à TaM par Montpellier Méditerranée Métropole afin d'organiser la manifestation inaugurale associée à la mise en service du bouclage de la ligne 4 du tramway, le vendredi 1^{er} juillet 2016,
- VU le contrat de cession du droit d'exploitation d'un spectacle, ayant pour objet de définir les obligations qui concernent chacune des parties pour l'organisation de la représentation du spectacle, dénommée « Déambulations musicales et dansantes et spectacle Barock »,
- VU que ce contrat constitue un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour raisons artistiques, tel que défini à l'article 30-I-3°-a) du décret relatif aux marchés publics susvisé,

DECIDE

ARTICLE 1 : le contrat est attribué à l'association dénommée ASS SECTOR 7 domicilié à 34000 MONTPELLIER.

ARTICLE 2 : le contrat est conclu pour un montant de 70 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-473
Reçue en Préfecture le	13/06/16
Affichée le	13/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160613-lmc1127682-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 13/06/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée aux
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision d'ester en justice "Parking - 220 rue Montels Eglise Montpellier"

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier consécutivement à l'occupation sans autorisation d'une annexe de la voirie routière située face au 220 rue Montels Eglise à Montpellier par un groupe de gens du voyage.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-478
Reçue en Préfecture le	15/06/16
Affichée le	15/06/2016
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160615- lmc1127753-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 15/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'acquisition dans le cadre de l'article L.211-5 du Code de l'urbanisme - Parcelles OK n°2 et n°3 - Commune de Montpellier

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12720 du 12 janvier 2015 relative à l'élection de Madame Stéphanie Janin en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 2 mars 2006 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la demande d'acquisition, au titre L.211-5 du Code de l'urbanisme datée du 11 avril 2016, envoyée par la Société des Pétroles SHELL, reçue en Mairie de Montpellier le 18 avril 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 21 avril 2016, concernant les parcelles cadastrées section OK n° 2 et n°3, d'une superficie totale de 9 497 m², situées sur la Commune de Montpellier, avenue de Maurin, au prix de 150 000 euros en valeur libre,
- VU l'avis de France Domaine en date du 8 juin 2016,
- VU le diagnostic approfondi des eaux souterraines et le plan de gestion des pollutions établis par la société ANTEA,

- **CONSIDERANT** que cette parcelle est nécessaire pour réaliser, à terme, un bassin de rétention permettant de compenser l'urbanisation amont du bassin versant marquée notamment ces dernières années par l'aménagement de la ZAC GAROSUD réalisée par la Métropole

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur des parcelles cadastrées OK n° 2 et n°3, d'une superficie totale de 9 497 m², située sur la commune de Montpellier, au lieu-dit Mas des Oliviers, sises avenue de Maurin, auprès de la société des Pétroles SHELL, domiciliée 307 rue d'Estienne d'Orves, Les Portes de la Défense à Colombes (92700).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 50 000 euros au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-490
Reçue en Préfecture le	16/06/16
Affichée le	16/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160616- lmc1127949-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/06/2016

Mme C. DARDE

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à l'attribution du marché n°8.86J portant sur la fourniture, la pose et la dépose des supports d'information clientèle aux points d'arrêt, dans les véhicules et aux vélostations pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway

- VU l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation du bouclage de la 4^{ème} ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie par l'article 27 du décret relatif aux marchés publics (anciennement articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics) susvisé, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-5 du 21 janvier 2015 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée par la SEM TaM selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 27 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics pour le marché 8.86J, portant sur la fourniture, pose et dépose des supports d'information clientèle aux points d'arrêt, dans les véhicules et aux vélostations dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.86J de fourniture, pose et dépose des supports d'information clientèle aux points d'arrêt, dans les véhicules et aux vélostations dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway est attribué à SIGNATIK sise à Montpellier (34)

ARTICLE 2 : Ce marché porte sur la fourniture, la pose et la dépose de la signalétique événementielle et permanente, des thermomètres bus des lignes impactées et des thermomètres embarqués des lignes 1, 3 et 4, des panneaux d'information du réseau tramway et bus, des plans de quartier, des fiches horaires aux arrêts et des plans schématiques embarqués du réseau et des plans Vélomag dans le cadre du Bouclage de la ligne 4 de tramway.

ARTICLE 3 : Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution jusqu'au 15/07/2016 à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le marché n°8.86J est un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum de 40 000 € HT et un montant maximum de 160 000 € HT, cette dépense est prévue au budget Transport de la Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-495
Reçue en Préfecture le	17/06/16
Affichée le	17/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160616- lmc1127980-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 16/06/2016

Mme I. GIANIEL

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée aux
Transports et Mobilité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain
- Parcelle AB n°78 - Commune de Saint Jean de Védas**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat »,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Saint Jean de Védas approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 21 janvier 2008,
- VU la délibération du Conseil Municipal de Saint Jean de Védas en date du 18 février 2008 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Saint Jean de Védas,
- VU la Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA), datée du 22 avril 2016, envoyée par Maître STORCK André, Notaire à Nîmes (30972 Cedex 09), mandataire de Madame Anouchka ROMERO, reçue en Mairie de Saint Jean de Védas le 26 avril 2016 et transmise à Montpellier Méditerranée Métropole le 5 mai 2016, concernant la parcelle cadastrée AB n° 78, d'une superficie totale de 1 460 m², à usage de maison d'habitation située sur la Commune de Saint Jean de Védas, au lieudit La Lauze, 2 973 Route de Sète, au prix de 150 000 euros en valeur libre, plus une commission d'agence d'un montant de 7 500 euros TTC à la charge de l'acquéreur,
- VU l'avis de France Domaine en date du 2 juin 2016,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économique,
- **CONSIDERANT** que l'acquisition de ce bien est nécessaire pour compléter l'offre de service déjà présente sur la zone de la Lauze, et concourir par ce biais au développement économique de ce secteur,

- **CONSIDERANT**, que l'acquisition de cette parcelle supportant actuellement une construction à usage d'habitation est nécessaire par son positionnement stratégique en façade du principal accès de la zone d'activités industrielles de la Lauze, vieillissante, et devant faire l'objet, à terme, d'une restructuration par la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée AB n°78, d'une superficie totale de 1 460 m², située sur la commune de Saint Jean de Védas, au lieudit La Lauze, 2 973 Route de Sète, auprès de Madame Anouchka ROMERO domiciliée 15 A Route de Salinelle 30250 ASPERES.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 150 000 euros plus la commission d'agence d'un montant de 7 500 euros TTC au vu de l'avis de France Domaine, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée au Développement, à l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, et à l'Habitat est autorisée à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-504
Reçue en Préfecture le	22/06/16
Affichée le	22/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160622-lmc1128171-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 22/06/2016

M. Philippe SAUREL

SIGNE

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Décision relative à un avenant n°3 pour le marché n°3285MG d'exploitation et de maintenance en génie climatique des bâtiments de la Métropole

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°13051 du 29 juin 2015 relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil d'approuver et conclure toutes les modifications prévues à l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 aux marchés et accords-cadres, qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction à Madame Michelle CASSAR dans le domaine « Energie et transition énergétique»,

CONSIDÉRANT l'évolution du patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole et la nécessité d'assurer la maintenance en période estivale,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°3 au marché n°3285MG13 d'exploitation et de maintenance en Génie Climatique des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole est passé avec l'entreprise ENGIE AXIMA, sise à Lattes.

ARTICLE 2 : Cet avenant porte sur la prise en compte de l'évolution du périmètre du patrimoine de la Métropole et la prolongation de la durée du marché. Ainsi, la liste des bâtiments a été actualisée.

Le marché prenant fin le 24 juin 2016, il est nécessaire de le prolonger de trois mois soit jusqu'au 24 septembre 2016.

ARTICLE 3 : Le présent avenant s'élève à 7 065,14 € HT.

ARTICLE 4 : Le nouveau montant du marché, pour la période du 25 juin 2015 au 24 septembre 2016 s'élève à 35 325,68 € HT. Cette dépense est prévue au budget de Métropole, chapitres 930, 933 et 936.

ARTICLE 5 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2015-130 du 15 juillet 2015 portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2016-510
Reçue en Préfecture le	24/06/16
Affichée le	24/06/16
Notifiée le	
Identifiant	034-243400017-20160624- lmc1128276A-AU-1-1

Fait à Montpellier, le 24/06/2016

Mme M. CASSAR

SIGNE

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
l'Energie et transition énergétique

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JUILLET 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
Arrêté n°2016-255 :	Délégation de signature à M. SEGURA dans le domaine de l'aide à la pierre	419
Arrêté n°2016-260 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune du Crès "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°6	421
Arrêté n°2016-261 :	Autorisation de stationner le taxi n°6 sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux	427
Arrêté n°2016-265 :	Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune de Pignan - Présentation d'un successeur à titre onéreux	429
Arrêté n°2016-269 :	Délégation de signature relative aux pièces comptables	431
Arrêté n°2016-270 :	Désignation des personnalités compétentes siégeant au jury du marché n°4107DC15 de maîtrise d'oeuvre relative aux travaux d'accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole	433
Arrêté n°2016-271 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°48	435
Arrêté n°2016-272 :	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan	437
Arrêté n°2016-273 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°49	439
Arrêté n°2016-275 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°3	441
Arrêté n°2016-276 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°72	443
Arrêté n°2016-277 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°74	445
Arrêté n°2016-278 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°78	447
Arrêté n°2016-279 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°92	449
Arrêté n°2016-280 :	Arrêté portant délégation de signature pour les attestations de service fait du Département Culture et Sports et du Service Téléalarme	451
Arrêté n°2016-281 :	Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de l'Ecolothèque	454
Arrêté n°2016-282 :	Délégation de signature estivale en l'absence du Directeur Général des Services	456

PARTIE III - SOMMAIRE
ARRETES JUILLET 2016

N° ARRETES	TITRES	PAGES
Arrêté n°2016-283 :	Délégation de signature estivale pour le Réseau des Médiathèques	458
Arrêté n°2016-284 :	Arrêté prescrivant l'engagement d'une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac	460
Arrêté n°2016-285 :	Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Murviel-lès-Montpellier	462
Arrêté n°2016-286 :	Arrêté relatif à la CDAC du 08 juillet 2016 à 9h30	464
Arrêté n°2016-287 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier -Autorisation de stationner n°94	465
Arrêté n°2016-288 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°101	467
Arrêté n°2016-289 :	Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier' Changement de véhicule '. Autorisation de stationner n°120	469
Arrêté n°2016-290 :	Délégation de signature période estivale - Responsables de pôles territoriaux	471
Arrêté n°2016-291 :	Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune Lavérune - Présentation d'un successeur à titre onéreux	473
Arrêté n°2016-292 :	Autorisation de stationner le taxi n°7 sur le territoire de la commune de Pérols - Changement de véhicule	475
Arrêté n°2016-294 :	Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments(...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DAJCP	477
Arrêté n°2016-295 :	Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances	479
Arrêté n°2016-296 :	Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET	481
Arrêté n°2016-297 :	Arrêté portant délégation de signature pour l'apposition du paraphe sur les registres	483
Arrêté n°2016-299 :	Délégation de fonction et de signature attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSI pendant la période estivale 2016	485



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature à M. SEGURA dans le domaine de l'aide à la pierre

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la délibération du conseil n°6299 du 31 janvier 2005 relative à la délégation de compétence d'attribution des aides publiques à la construction et à la rénovation des logements,
- VU la délibération du Conseil n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Noël SÉGURA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n° A2015-115 du 16 avril 2014 portant délégation de signature pour les aides à la pierre de l'ANAH,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2015-115 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Noël SÉGURA concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Noël SÉGURA, les délégations de signature définies aux articles 2 et 3 sont données à Madame Catherine DARDE.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-255
Transmis en Préfecture le	01 JUIL. 2016
Affiché le	01 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1128545-AR

Fait à Montpellier, le 01 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT Site des Compagnons dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2016 à 2023

- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté ministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- **Vu** la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- **Vu** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** l'arrêté n°A2015-15 du 21 janvier 2015 par lequel Monsieur René REVOL a reçu délégation de fonction dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- **Vu** l'arrêté n°A2014-106 du 20 juin 2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL concernant les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** la demande de l'établissement URBASER ENVIRONNEMENT reçue le 19 Novembre 2015 ;
- **Vu** l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- **Considérant** que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

- **Considérant** l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Raison sociale de l'Etablissement société URBASER ENVIRONNEMENT, société par actions simplifiée, au capital de 5 040 800 euros,

- dont le siège social est situé à 1140 Avenue Albert Einstein, 34935 Montpellier,
- représenté par Monsieur Claude SAINT-JOLY, en qualité de Président – Directeur Général,

L'Etablissement est situé à 460 Avenue des Compagnons à 34170 Castelnau-le-Lez, et implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : CT 13, et représenté par Monsieur Michael RIME, en qualité de Responsable d'exploitation, ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Collecte des déchets ménagers et assimilés, pour une période de 7 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 460 Avenue des Compagnons à 34170 Castelnau-le-Lez.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Lavage des véhicules de collecte des ordures ménagères et assimilés

Les références de l'Etablissement sont :

- N° RCS : 484 595 574
- N° SIRET : 484 595 574 00167
- Code NAF : 3811 Z

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Philippe SAUREL, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétente en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Didier BENARD, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2. A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,

- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2. B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 7 (sept) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6. A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement URBASER ENVIRONNEMENT sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6. B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6. C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7. A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7. B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7. C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Arrêté n°	A2016-260
Transmis en Préfecture le	04 AOUT 2016
Affiché le	04 AOUT 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc 1127901 AR

Fait à Montpellier, le 04 AOUT 2016
M. R. REVOL

Pour le Président
M. R. REVOL



Vice-Président de la Métropole
Méditerranée Montpellier délégué
au service public de l'assainissement

[Handwritten signature]

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MEDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°6 sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté n°2014/10-1561 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 13 mai 2015, n°A2015-86 relatif à un changement de véhicule ;

- VU la faculté donnée à Monsieur William, Georges, Robert MAZOYER de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;

- VU la demande présentée par Monsieur Sebti DJEBAILIA pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 12 mai 2016 au terme duquel, Monsieur MAZOYER consent la présentation, à titre onéreux, de Monsieur DJEBAILIA en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Castelnau le Lez délivrée sous le n°06.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé 65 000 €.

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : M. Sebti DJEBAILIA, né le 25 juillet 1964 à Ain Babouche (Algérie), domicilié au 32, rue Nouvelle, Bât B, Résidence Lou Clapas à Montpellier (34 000), est autorisé à stationner avec le véhicule Volkswagen type Touran immatriculé DQ-617-EW, sur le territoire de la commune de Castelnau-le-Lez dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 6, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du 13 mai 2015, n°A2015-86 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Castelnau-le-Lez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-261
Transmis en Préfecture le	1 1 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Inc 1127918-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

1 1 JUIL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune de Pignan - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 44/2014 du 14 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole en date du 25 mars 2015, n°A2015-63 relatif à un changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que M. Claude TARTAS est titulaire d'une autorisation de taxi à Pignan ;

- **CONSIDERANT** la faculté donnée à M. Claude TARTAS de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;

- **CONSIDERANT** la demande présentée par la SARL TAXI GILLES, représentée par M. François HUE, pour la succession de cette autorisation ;

- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 10 juin 2016 au terme duquel, M. Claude TARTAS consent la présentation à titre onéreux de la SARL TAXI GILLES, en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi délivrée sous le n°1.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 70 000 €

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 25 mars 2015, n°A2015-63 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : la SARL Taxi Gilles, représentée par son gérant, Monsieur François HUE, domiciliée au 194 avenue Nina Simone à Montpellier (34 960), est autorisée à stationner avec le véhicule Ford type SMAX Titanium immatriculé ED-026-GA, sur le territoire de la commune de Pignan dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro 1, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de Pignan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-265
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 128328 AA

Fait à Montpellier, le 2 5 JUL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux pièces comptables

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté n°A2016-247 du 31 mai 2016 relatif aux pièces comptables,
- VU l'organigramme des services de Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

A R R E T E

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-247 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LÉVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- les admissions en non-valeur,
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion,
- les états de restes à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées,

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LÉVITA les délégations prévues à l'article 2 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA et de Monsieur Christian FINA, Madame Juliette BEREGI reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature de ces actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA et de Madame Juliette BEREGI, Madame Nathalie GANDREAU reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA, de Madame Juliette BEREGI et de Madame Nathalie GANDREAU, Monsieur Franck OLIVIÉ reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 2.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-269
Transmis en Préfecture le	01 JUIL. 2016
Affiché le	01 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1128777AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

01 JUIL. 2016

Président de
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Désignation des personnalités compétentes siégeant au jury du marché n°4107DC15 de maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 22, 24, 74 et 168,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13385 du 12 novembre 2015 relative à l'élection du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure portant sur les travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole
- VU l'arrêté n°A2016-156 du 27 avril 2016 désignant Madame Régine ILLAIRE Présidente du jury de maîtrise d'œuvre concernant la procédure portant sur les travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDERANT** l'obligation pour le Président du jury de veiller à ce qu'un tiers des membres du jury ait la même qualification professionnelle ou une qualification équivalente à celle exigée des candidats,
- **CONSIDERANT** la faculté pour le Président du jury de désigner des personnalités dont la participation présente un intérêt particulier au regard de l'objet de la consultation, sans que le nombre de ces personnalités ne puisse excéder cinq,

ARRETE

ARTICLE 1 : Sont désignés pour siéger au sein du jury de maîtrise d'œuvre relatif à la procédure portant sur les travaux de mise en accessibilité des bâtiments culturels et funéraires de Montpellier Méditerranée Métropole:

- Au titre des membres ayant la même qualification ou une qualification équivalente que celle exigée des candidats :
 - Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier de la Ville de Montpellier,
 - Madame Marylaure DUPUIS, Directrice adjointe des Moyens Généraux et des Bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole,
 - Madame Christine TORRES, Chef de projet aménagement des parcs d'activités au sein de la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-270
Transmis en Préfecture le	1 1 JUIL. 2016
Affiché le	1 1 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc/128781-AR

Fait à Montpellier, le
Mme R. ILLAIRE

1 1 JUIL. 2016

Vice-Présidente de Montpellier
Méditerranée Métropole, déléguée à
la Gestion des transports, accessibilité,
handicap et aménagement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°48

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 23 octobre 2012, 275/2012;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Yann THIRIET** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : **Monsieur Yann THIRIET** né le **8 octobre 1971** à **Lyon**, domicilié au **45, rue André Gide 34130 MAUGUIO**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Honda** type **CR-V** immatriculé **EB-229-YB**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **48**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : L'arrêté du **23 octobre 2012**, n°275/2012 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-271
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	EncM28868-A2

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 5 JUL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pignan

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8, L.153-60, R.123-1, R.126-1, R.123-14, R.153-18 ;
- VU le Code de l'environnement et notamment les articles L.562-1 à L.562-9, R.562-1 à R.562-11 ;
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pignan approuvé le 05 avril 2006 ;
- VU le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) de la Commune de Pignan approuvé le 12 février 2009 ;
- VU le Décret 2014-1605 en date du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2015-01.860 en date du 09 juin 2015 approuvant la modification du PPRi de la Commune de Pignan ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pignan est mis à jour pour reporter en annexe le Plan de Prévention des Risques d'inondation (PPRi) approuvé le 12 février 2009 et modifié le 09 juin 2015.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Pignan (Allée des Acacias – 34570 PIGNAN) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Pignan.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Pignan sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-272
Transmis en Préfecture le	0 6 JUIL. 2016
Affiché le	0 6 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1128885 - AR

Fait à Montpellier, le 0 6 JUIL. 2016
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole
Développement et Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°49

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- **VU** l'arrêté municipal du 3 juin 2013, 2013/1261/T/N ;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Stéphane DESIRA** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du 3 juin 2013, n°2013/1261/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Stéphane DESIRA** né le 1er mars 1970 à **Saint Germain en Laye (78)**, domicilié au **680, avenue Leonard de Vinci 34970 Lattes**, est autorisé à stationner avec le véhicule **FORD** type **S-Max** immatriculé **DY-839-GS**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **49**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-273
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc 1128889-AR

Fait à Montpellier, le 2 5 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone "Changement de véhicule". Autorisation de stationner n°3

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014 ARR 351 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 04 septembre 2015, n°A2015-180 ;

- **CONSIDERANT** que **M. Michel VERDIER** titulaire d'une autorisation de taxi à **Villeneuve-lès-Maguelone**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **04 septembre 2015, n°A2015-180** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **M. Michel VERDIER**, né le **2 octobre 1953** à **Montpellier**, domicilié au **14, boulevard Marechal JOFFRE à Palavas les Flots (34 250)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Mercedes** type **Vito** immatriculé **AQ-978-ND**, sur le territoire de la commune de **Villeneuve-lès-Maguelone** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **3**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Villeneuve-lès-Maguelone** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-275
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Enc 1128898-Ar

Fait à Montpellier, le **2 5 JUIL. 2016**
M. Philippe SAUREL



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°72

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du 26 février 2016, A2016-79 ;

- **CONSIDERANT** que **La SARL FOGUES TAXI** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **26 fevrier 2016**, n°**A2016-79** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **La SARL FOGUES TAXI**, domicilié au **20, bis boulevard Berthelot 34000 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type **Serie X** immatriculé **ED-612-AJ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **72**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-276
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1128911-AI

Fait à Montpellier, le **2 5 JUIL. 2016**
M. Philippe SAUREL



Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°74

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 1er octobre 2015, A2015-194;

- **CONSIDERANT** que **Monsieur Jean-Max CONTRERAS** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}: L'arrêté du 1er octobre 2015, n°A2015-194 **susvisé, est abrogé**

ARTICLE 2 : **Monsieur Jean-Max CONTRERAS** né le **28 février 1961** à **Paris**, domicilié au **49, rue du Clau 34980 Saint Gely du Fesc**, est autorisé à stationner avec le véhicule **Alfa Romeo** type **159** immatriculé **BA-004-HQ**, sur le territoire de la commune de Montpellier dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3: La présente autorisation est délivrée sous le numéro **74**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-277
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1128914-AI

Fait à Montpellier, le **2 5 JUL. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°78

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté municipal du 18 mars 2013, 2013/0469/T/N;

- **CONSIDERANT** que **La SARL CHRISTOPHE TAXI** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **18 mars 2013**, n°**2013/0469/T/N** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **La SARL CHRISTOPHE TAXI** (RCS n°**789 836 152**), domicilié au **20, rue du Lantissargues 34970 Lattes-Maurin**, est autorisé à stationner avec le véhicule **SKODA** type **Octavia** immatriculé **DY-147-RL**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **78**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-278
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc 1128918- A5

Fait à Montpellier, le **2 5 JUL. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°92

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Métropole du municipal du 23 février 2015, A2015-51 ;

- **CONSIDERANT** que **La SASU MATHIEU S TAXI (RCS 808 288 823)**, titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **23 février 2015**, n°A2015-51 susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **La SASU MATHIEU S TAXI (RCS 808 288 823)**, domicilié au **30, rue Eugène Ducretet 34110 Frontignan**, est autorisé à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** type **508** immatriculé **DV-957-ZJ**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **92**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-279
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc M28923-AI

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

2 5 JUL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Arrêté portant délégation de signature pour les attestations de service fait du Département Culture et Sports et du Service Téléalarme

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur Général adjoint des Services,
- VU l'arrêté A2016-206 du 31 mai 2016 relatif aux délégations des attestations de services faits pour le Département Culture et Sports et du Service Téléalarme,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-206 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laure FELIX. En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et de Madame Laure FELIX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Monsieur Michel HILAIRE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du musée Fabre. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame TOURRE-DARCOURT.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Patrick POUGET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Conservatoire à Rayonnement Régional. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Hélène BERTHOUL.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Philippe MERCIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Planétarium. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Philippe MERCIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 6 : Délégation est accordée à Madame Patricia REEB à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de l'Ecolothèque. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Florence MOUSSET.

ARTICLE 7 : Délégation est accordée à Madame Diane DUSSEAUX à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du musée archéologique Lattara. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Isabelle GRASSET.

ARTICLE 8 : Délégation est accordée à Monsieur Gérard LASSUS à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Service Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gérard LASSUS, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 9 : Délégation est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture à l'exception de celles visées aux articles 2 à 8 du présent arrêté. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Julien FOURNEL.

ARTICLE 10 : Délégation est accordée à Monsieur Thierry GUITTET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Sports. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu FONTENEAU.

ARTICLE 11 : Délégation est accordée à Monsieur Marc DANIEL à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction de la Culture, de la Direction des Sports et du Service Téléalarme. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DANIEL, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU pour la Direction de la Culture, à Monsieur Thierry GUITTET pour la Direction des sports et à Monsieur Gérard LASSUS pour le Service Téléalarme.

ARTICLE 12 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU ou de Monsieur Thierry GUITTET ou de Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, la délégation visée à l'article 10 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 13 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Marc DANIEL, de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU ou de Monsieur Thierry GUITTET ou de Monsieur Gérard LASSUS chacun dans son domaine de compétence, et de Monsieur Yves NURIT, la délégation visée à l'article 10 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Claude HEMAIN Directeur Général Adjoint des Services.

ARTICLE 14 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-280
Transmis en Préfecture le	0 1 JUIL. 2016
Affiché le	0 1 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lnc 1128928 AR

Fait à Montpellier, le 0 1 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de l'Ecolothèque

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n° A2016-234 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour l'écolothèque,
- VU la note de service n°06-693 du 17 juin 2016 portant affectation de Madame Patricia REEB sur l'emploi de Directrice de l'Ecolothèque,
- VU la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-234 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relatifs au domaine « Ecolothèque », d'un montant inférieur ou égal à 50 000 € HT, délégation est accordée à Madame Patricia REEB, Directrice de l'Ecolothèque, à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités.

Pour tous les marchés relevant de sa Direction, quelque soit leur montant, délégation est donnée à Madame Patricia REEB à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de service ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia REEB et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Marc DANIEL.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Patricia REEB, de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Monsieur Marc DANIEL la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-281
Transmis en Préfecture le	01 JUIL. 2016
Affiché le	01 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1128932-AR

Fait à Montpellier, le 01 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature estivale en l'absence du Directeur Général des Services

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **VU** la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-514 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Marc DANIEL sur l'emploi de Directeur du Département Culture et Sport,
- **VU** la note de service n°2016-04-515 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Jean-Claude HEMAIN sur l'emploi de Directeur du Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports,
- **VU** la note de service n°2016-04-519 du 24 mai 2016 portant affectation de Monsieur Alain PONS DE VINCENT sur l'emploi de Directeur du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique,

CONSIDERANT que M. Christian Fina sera absent du 23 juillet 2016 au 21 août 2016 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 23 au 31 juillet 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Jean-Claude HEMAIN,

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Christian FINA, du 1er août au 7 août 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Marc DANIEL.

ARTICLE 3 : En l'absence de M. Christian FINA, du 8 août au 15 août 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 : En l'absence de M. Christian FINA, du 16 août au 21 août 2016 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Yves NURIT.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-282
Transmis en Préfecture le	1 1 JUIL. 2016
Affiché le	1 1 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1128971-AR

Fait à Montpellier, le 1 1 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature estivale pour le Réseau des Médiathèques

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté A2016-280 du 30 juin 2016 relatif aux délégations des attestations de services faits relatives au réseau des Médiathèques, au Musée Fabre, au Planétarium, à l'Ecolothèque, au Musée archéologique Lattara, à la Direction de la Culture, des Sports et au Service Téléalarme,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'assurer la continuité du service au sein du réseau des Médiathèques,

ARRETE

ARTICLE 1 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Madame Laure FELIX et de Madame Sylvie ROBERT, délégation est accordée à Monsieur Loïc GOURIE à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques pour la période du 8 août 2016 au 26 août 2016 inclus.

ARTICLE 2 : En cas d'absence simultanée de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Madame Laure FELIX, de Madame Sylvie ROBERT et de Monsieur Loïc GOURIE, délégation est accordée Madame Valérie SERRE-RAUZET à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 10 000 € H.T relatives aux marchés émanant du réseau des Médiathèques pour la période du 8 août 2016 au 26 août 2016 inclus.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-283
Transmis en Préfecture le	11 JUIL. 2016
Affiché le	11 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Inc1128973-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

11 JUIL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement d'une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Juvignac

- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-45 et suivants ;
- VU la délibération du Conseil Municipal en date du 11 juillet 2012 approuvant le PLU de la Commune de Juvignac ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- **CONSIDERANT** qu'en application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être retenue dans la mesure où les modifications envisagées n'auront pas pour conséquences :
 - de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
 - de diminuer ces possibilités de construire,
 - de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

ARRETE

ARTICLE 1 : Une procédure de modification simplifiée du PLU de la commune de Juvignac est engagée.

ARTICLE 2 : Les modalités de mise à disposition du public du projet de modification simplifiée seront définies par délibération du Conseil de Métropole.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Juvignac préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Monsieur le Maire de la Commune de Juvignac. Il sera ensuite mis à disposition du public. A l'issue de cette mise à disposition, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de

Métropole, qui délibérera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

Arrêté n°	A2016-284
Transmis en Préfecture le	06 JUIL. 2016
Affiché le	06 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1128975 AR

Fait à Montpellier, le 06 JUIL. 2016
Mme S. JANNIN

Vice-Présidente
Méditerranée Métropole
Développement et l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté prescrivant l'engagement de la modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Murviel-lès-Montpellier

- VU le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.153-36 à L.153-44 ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier approuvé le 12 février 2008 et modifié le 02 juin 2010 ;
- VU l'arrêté n°A2016-66 du 27 janvier 2016 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN dans les domaines du Développement, de l'Aménagement Durable du Territoire et de l'Espace Public, de l'Habitat ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique du PLU, en vue notamment d'ouvrir à l'urbanisation le secteur dit « La Morte » ;
- **CONSIDERANT** que ces modifications relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où ils n'auront pas pour effet :
 - de changer les orientations définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
 - de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
 - de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

ARRETE

ARTICLE 1 : La procédure de modification n°2 du PLU de la Commune de Murviel-lès-Montpellier est engagée.

ARTICLE 2 : Conformément à l'article L.153-38, l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones sera justifiée par délibération motivée du Conseil Métropolitain.

ARTICLE 3 : Le dossier sera soumis pour avis simple au Conseil Municipal de Murviel-lès-Montpellier préalablement à sa transmission à Monsieur le Préfet, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme et à Madame le Maire de la Commune de Murviel-lès-Montpellier.

ARTICLE 4 : En application de l'article L.153-41, le projet de modification sera soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du Code de l'environnement. A l'issue de l'enquête publique, le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera présenté au Conseil de Métropole pour approbation.

Arrêté n°	A2016-285
Transmis en Préfecture le	2 0 JUIL. 2016
Affiché le	2 0 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Emc 1128977-AR

Fait à Montpellier, le
Mme S. JANNIN

2 0 JUIL. 2016

Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au
Développement et à l'Aménagement
Durable du Territoire



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Arrêté relatif à la CDAC du 08 juillet 2016 à 9h30

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-25, L5211-2 et L5211-9 ;
- Vu la loi n°2008-776 du 4 août 2008, dans sa version consolidée, de modernisation de l'économie, notamment ses articles 102 à 105 ;
- VU la délibération n°12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- **VU** la délibération n°12200 du 22 avril 2014 portant élection de Mme Marion en qualité de Vice-Présidente ;
- **VU** la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le vendredi 08 juillet 2016 à 9h30.

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Madame Chantal Marion Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter le vendredi 08 juillet 2016 à 9h30 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault pour l'examen d'un projet de création d'un magasin maxidiscount à prédominance alimentaire à l'enseigne « ALDI Marché » de 999 m² de surface de vente, situé Lieu-dit « Carrière de l'Hort » à Juvignac (34990) ;

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Arrêté n°	A2016-286
Transmis en Préfecture le	07 JUL. 2016
Affiché le	07 JUL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc1129077-AR

Fait à Montpellier, le 07 JUL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier Autorisation de stationner n°94

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral **2011-01-1494 du 6 juillet 2011** réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté **2014/3441/T/R** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'autorisation attribuée à **SARL TAXI BUCHOTTE DUBOIS** en date du 27 avril 2011

- **VU** la faculté donnée à **SARL TAXI BUCHOTTE DUBOIS** de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- **VU** la demande présentée par **Monsieur Thibaut SOULA** pour la succession de cette autorisation ;
- **VU** l'avis favorable de la commission départementale des taxis et voitures de petite remise (ou commission communale pour les villes de plus de vingt mille habitants) en date du 15 février 2016;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : **Monsieur Thibaut SOULA**, né le **22 septembre 1981** à **Narbonne**, domicilié au **16, rue Diane à Vendres (34350)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **MERCEDES BENZ, Classe E** immatriculé **DP-039-CM**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 2 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **94**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat.
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n° 95-935 susvisé,

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 3 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-287
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Lmc1129182AE

Fait à Montpellier, le **2 5 JUIL. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°101

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 23 février 2015, A2015-52;

- **CONSIDERANT** que **Madame Liliane ZANFINI** titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **23 février 2015**, n° **A2015-52** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Madame Liliane ZANFINI**, née le **3 avril 1945** à **Florac**, domiciliée au **2459, rue de Bionne 34070 Montpellier**, est autorisée à stationner avec le véhicule **PEUGEOT** immatriculé **AJ-028-GV**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **101**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-288
Transmis en Préfecture le	2 5 JUL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc 1129198-AS

Fait à Montpellier, le **2 5 JUL. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation d'exploiter un taxi sur le territoire de la commune de Montpellier « Changement de véhicule ». Autorisation de stationner n°120

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014/3441/T/R relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté Municipal du 4 juin 2013, 2013/1271/T/N

- **CONSIDERANT** que Monsieur Hocine DIF titulaire d'une autorisation de taxi à **Montpellier**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **4 juin 2013**, n°2013/1271/T/N susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **Monsieur Hocine DIF**, né le **4 juillet 1965 à Montpellier**, domicilié au **30, rue Jean-Pierre Biscay 34070 Montpellier**, est autorisé à stationner avec le véhicule **KIA** type **CEE'D** immatriculé **CY-804-WG**, sur le territoire de la commune de **Montpellier** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **120**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Montpellier** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-289
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Smc1129214-A5

Fait à Montpellier, le 2 5 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature période estivale - Responsables de pôles territoriaux

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** les arrêtés n°A2016-100, A2016-101, A2016-105 et A2016-111 du 29 mars 2016 portant délégations de signature,
- **VU** l'affectation de Monsieur Pierre DABOSI, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Plaine Ouest,
- **VU** l'affectation de Monsieur Philippe MAUGER, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Piémonts et Garrigues,
- **VU** l'affectation de Monsieur David TOURNIER, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Vallée du Lez,
- **VU** l'affectation de Monsieur Simon BIRR, en qualité de Responsable de Pôle Territorial, pour le Pôle Territorial Cadoule et Bérange,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période estivale,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Pierre DABOSI du 14 au 24 juillet inclus et du 13 au 29 août inclus, les délégations de signature relatives aux permissions de voirie, attestations de service fait et bon de commande dont il est attributaire sont accordées à M. Philippe MAUGER.

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Philippe MAUGER du 6 au 13 juillet 2016 inclus et du 1er au 15 août 2016 inclus, les délégations de signature relatives aux permissions de voirie, attestations de service fait et bon de commande dont il est attributaire sont accordées à M. Pierre DABOSI.

ARTICLE 3 : En l'absence de M. David TOURNIER, du 25 juillet au 3 août 2016 inclus, les délégations de signature relatives aux permissions de voirie, attestations de service fait et bon de commande dont il est attributaire sont accordées à M. Simon BIRR.

ARTICLE 4 : En l'absence de M. Simon BIRR, du 8 au 15 août 2016 inclus les délégations de signature relatives aux permissions de voirie, attestations de service fait et bon de commande dont il est attributaire sont accordées à M. David TOURNIER.

ARTICLE 5 : Les arrêtés n°A2016-100, A2016-101, A2016-105 et A2016-111 du 29 mars 2016 restent en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-290
Transmis en Préfecture le	0 7 JUIL. 2016
Affiché le	0 7 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Enc 1129229-AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

0 7 JUIL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°1 sur le territoire de la commune Lavérune - Présentation d'un successeur à titre onéreux

- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- **VU** le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- **VU** la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- **VU** le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- **VU** le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- **VU** le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- **VU** le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- **VU** l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- **VU** l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- **VU** l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- **VU** l'arrêté **165** du **13 octobre 2014** relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;

- **VU** l'arrêté de la Commune de Lavérune en date du **02 juillet 2012, n°2012/45** relatif à un changement de véhicule ;
- **VU** la faculté donnée à Monsieur Jean-Luc ENJALBERT de présenter un successeur à titre onéreux pour l'autorisation précitée ;
- **VU** la demande présentée par la société Agglo Taxi 34, représentée par Monsieur Geoffrey GRAINDEPICE, pour la succession de cette autorisation ;
- **CONSIDERANT** que les déclarants précités ont fait connaître la transaction intervenue le 03 juillet 2016 au terme duquel, Monsieur Jean-Luc ENJALBERT consent la présentation à titre onéreux de la société Agglo Taxi 34 en qualité de successeur à l'exploitation de l'autorisation de mise en circulation et de stationnement d'un taxi sur la commune de Lavérune délivrée sous le n°01.

A la lecture de l'acte précédemment cité, il ressort que le montant de la transaction a été fixé à 50 000 €

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **02 juillet 2012, n°2012/45** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : La société **Agglo Taxi 34**, représentée par Monsieur **Geoffrey GRAINDEPICE**, né le **19 décembre 1990** à Arles et domicilié au **1025 Avenue Henri Becquerel – 10 Parc Club du Millénaire à Montpellier (34 000)**, est autorisée à stationner avec le véhicule **SEAT** type **Toléo** immatriculé **ED-451-RA**, sur le territoire de la commune de **Lavérune** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **1**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Lavérune** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-291
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1129409-AR

Fait à Montpellier, le 2 5 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Autorisation de stationner le taxi n°7 sur le territoire de la commune de Pérols - Changement de véhicule

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L5211.9-2 ;
- VU le Code de la Route et notamment l'article R 221-10 ;
- VU la loi n°95.66 du 20 janvier 1995 modifiée, relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi ;
- VU le décret n°95.935 du 17 août 1995 modifié portant application de la loi susvisée ;
- VU le décret n°2009-1064 du 28 août 2009 relatif à l'exercice de l'activité de taxi ;
- VU le décret n°2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxi ;
- VU le décret n°73-225 du 2 mars 1973 relatif à l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU le décret n°78-363 du 13 mars 1978 réglementant la catégorie d'instrument de mesures taximètres ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation en métropole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1979 facilitant le déplacement des handicapés dans les taxis et les voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 mai 1985 fixant sur le département de l'Hérault le contrôle périodique des taxis et des voitures de petite remise ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 21 août 1980 relatif à la construction, à l'approbation du modèle, à l'installation et à la vérification primitive des taximètres ;
- VU l'arrêté de M. le Ministre de l'Industrie du 13 janvier 1981 relatif à la vérification périodique et à la surveillance des taximètres ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 août 2001 relatif au contrôle technique des taxis et voitures de remise ;
- VU l'arrêté préfectoral 2011-01-1494 du 6 juillet 2011 réglementant l'exploitation des taxis et des voitures de petite remise dans le département de l'Hérault ;
- VU l'arrêté 2014-373 du 13 octobre 2014 relatif aux transferts des pouvoirs de police administrative de Monsieur le Maire ;
- VU l'arrêté de la Commune de Pérols du 21 mai 2014, n°2014-209, relatif à un changement de véhicule ;

- **CONSIDERANT** que **M. Samuel ROUZEL** titulaire d'une autorisation de taxi à **Pérois**, a procédé au changement de son véhicule ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté du **21 mai 2014**, n°**2014-209** susvisé, est abrogé.

ARTICLE 2 : **M. Samuel ROUZEL**, né le **7 octobre 1983** à **Toulouse**, domicilié au **45, rue de l'Etrier à Saint-Just (34 400)**, est autorisé à stationner avec le véhicule **BMW** type **Série 5** immatriculé **ED-498-VM**, sur le territoire de la commune de **Pérois** dans l'un des emplacements réservé aux taxis.

ARTICLE 3 : La présente autorisation est délivrée sous le numéro **7**, sous réserve :

- d'être titulaire pour le conducteur de taxi de la carte professionnelle délivrée par le Préfet de l'Hérault,
- d'être en possession pour le conducteur de taxi d'une attestation en cours de validité délivrée par le préfet ou sous-préfet, après vérification médicale de l'aptitude physique en application de l'article R221-10 alinéa 3 du Code de la Route,
- d'avoir fait subir une visite technique au véhicule utilisé, par un centre de contrôle agréé par l'Etat,
- que le conducteur du taxi soit en règle avec l'obligation de formation continue prévue à l'article 6-1 du décret n°95-935 susvisé.

Cette autorisation est nominative. Elle doit être renouvelée à tout changement de véhicule. Elle sera retirée si le requérant cesse d'être propriétaire du véhicule ou si l'autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue.

ARTICLE 4 : Messieurs le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et le Directeur Général des Services de la commune de **Pérois** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise à Monsieur le Préfet.

Arrêté n°	A2016-292
Transmis en Préfecture le	2 5 JUIL. 2016
Affiché le	
Notifié le	
Identifiant	Imc1129413-AR

Fait à Montpellier, le **2 5 JUIL. 2016**
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRÉSIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de signature relative aux négociations, aux demandes de compléments (...) pour les marchés d'un montant inférieur à 50 000€ HT relevant de la DAJCP

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°A2016-230 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- VU la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-230 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Pour les marchés relevant de sa Direction, relatifs aux domaines « Contentieux, Affaires Juridiques, Assurances et Archives » d'un montant inférieur à 50 000€ HT, délégation est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique à l'effet de signer tout document relatif à la négociation des offres, aux demandes de compléments suite à l'enregistrement des candidatures et des offres, à la gestion des avances et des cessions de créances, aux mises en demeure et à l'application des pénalités. Pour ces mêmes marchés, quel que soit leur montant, délégation est donnée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA à l'effet de signer tout document relatif aux admissions des prestations de services ou de fournitures, aux libérations de retenue de garantie, aux mains levées de garantie.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques, et à Monsieur Fabrice MOURET, Directeur Adjoint de la Commande Publique, chacun dans son domaine de compétence.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET et de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Juliette BEREGI, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint Département Développement Territorial.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} août 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-294
Transmis en Préfecture le	2 7 JUIL. 2016
Affiché le	2 7 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc/129606-AR

Fait à Montpellier, le 2 7 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature relatif aux attestations de service faits pour le Département Administration Générale et Finances

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L.5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-210 du 31 mai 2016 portant délégation de signature pour les attestations de services faits du Pôle Ressources et Moyens,
- **VU** la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-210 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Madame Nathalie GANDREAU, à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des Finances. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie GANDREAU, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Franck OLIVIE.

ARTICLE 3 : Délégation est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des moyens généraux et des bâtiments. En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Mary-Laure DUPUIS.

ARTICLE 4 : Délégation est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est inférieur ou égal à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, cette délégation est accordée dans les mêmes conditions à Madame Laurence BONNET et Monsieur Fabrice MOURET.

ARTICLE 5 : Délégation est accordée à Juliette BEREGI à l'effet de signer les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant du Département Administration Générale et Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette BEREGI, délégation de signature est donnée à Madame Nathalie GANDREAU, Madame Isabelle LE VANNIER, Benjamin DI GRAZIA pour les attestations de services faits dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T relatives aux marchés émanant respectivement de la Direction des finances, de la Direction des moyens généraux et des bâtiments, de la Direction des affaires juridiques et de la commande publique.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Juliette BEREGI, et de Madame Nathalie GANDREAU, ou de Madame Isabelle LE VANNIER ou de Monsieur Benjamin DI GRAZIA chacun dans son domaine de compétence, délégation de signature est donnée pour les attestations de services faits relatives aux marchés dont le montant est supérieur à 5 000 € H.T émanant du Département Administration Générale et Finances à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} août 2016.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-295
Transmis en Préfecture le	2 7 JUIL. 2016
Affiché le	2 7 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1129608-AR

Fait à Montpellier, le 2 7 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLÉ

Délégation de signature relative aux demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT hors pôle SPET

- **VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-245 du 27 avril 2016 portant délégation de signature à Monsieur Fabrice MOURET,
- **VU** la note de service n°2016-04-513 du 24 mai 2016 portant affectation de Madame Juliette BEREGI sur l'emploi de Directrice du Département Administration Générale et Finances,
- **VU** l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-245 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Dans le cadre de la passation de marchés publics, accords-cadres, systèmes d'acquisition dynamique et concours dont le montant est supérieur à 90 000 € HT, délégation est accordée à Monsieur Fabrice Mouret, Directeur adjoint de la Commande Publique, à l'effet de signer les demandes de pièces complémentaires à l'issue de l'enregistrement des candidatures, à l'exception des procédures de commande publique susvisées inférieures aux seuils des procédures formalisées qui émanent du Pôle Services Publics de l'Environnement et des Transports (SPET).

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice Mouret, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Anne-Marie BLATIÈRE, chef du service procédure.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Fabrice Mouret et de Madame Anne-Marie BLATIÈRE, la délégation visée à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Monsieur Fabrice MOURET, de Madame Anne-Marie BLATIÈRE et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation visée à l'article

2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGL, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} août 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-296
Transmis en Préfecture le	27 JUIL 2016
Affiché le	27 JUIL 2016
Notifié le	
Identifiant	Imc1129610 AR

Fait à Montpellier, le
M. Philippe SAUREL

27 JUIL. 2016

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Arrêté portant délégation de signature pour l'apposition du paraphe sur les registres

- **VU** le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- **VU** la circulaire ministérielle du 14 décembre 2010 relative à la tenue des registres des communes et de certains de leurs groupements,
- **VU** la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** l'arrêté n°A2016-164 du 17 mai 2016 portant délégation de signature à Monsieur Philippe RENAUD,
- **VU** l'organigramme de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDÉRANT que le CGCT autorise le Président à déléguer à des agents sa signature pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres,

CONSIDÉRANT que le Président pour assurer une bonne administration locale, souhaite déléguer sa signature pour l'apposition de ce paraphe,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° A2016-164 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Délégation est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA, Directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, à l'effet de parapher les feuillets des registres à l'exception du « registre des arrêtés Ressources Humaines » pour lequel délégation est attribuée à Monsieur Etienne ROSSIGNOL.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation définie à l'article 2 est donnée, dans les mêmes conditions, à Madame Laurence BONNET, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGI, Directrice du Département Administration Générale et Finances.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Laurence BONNET et de Madame Juliette BEREGI, la délégation définie à l'article 2 est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 6 : Cet arrêté entre en vigueur à compter du 1^{er} août 2016.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-297
Transmis en Préfecture le	27 JUIL. 2016
Affiché le	27 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	LmcM29612-AR

Fait à Montpellier, le 27 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE

Délégation de fonction et de signature attribuée à Monsieur Abdi El Kandoussi pendant la période estivale 2016

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le Code des marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les arrêtés de délégations de fonction aux Vice-Présidents et au Conseiller délégué,
- VU l'arrêté 2016-1 de délégation de signature en cas d'absence du Président,
- VU l'arrêté 2016-247 de délégation de signature relative aux pièces comptables,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** qu'en la perspective d'une absence concomitante de Madame Catherine DARDE et de M. Christian FINA, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOSSI, Conseiller délégué. En cette qualité, Monsieur Abdi EL KANDOSSI remplace le Président dans la plénitude de ses fonctions. Cette délégation est attribuée pour la période du 8 août au 10 août 2016 inclus.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Philippe SAUREL, Madame Catherine DARDE, Monsieur Max LEVITA et Monsieur Christian FINA, délégation de signature à l'effet de signer les délibérations et toute convocation adressée aux conseillers est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOSSI, Conseiller délégué. Cette délégation est attribuée pour la période du 8 au 10 août 2016 inclus.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI, à l'effet de signer les décisions prises par le Président sur la base de l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Cette délégation est attribuée pour la période du 8 au 10 août 2016 inclus.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI à l'effet de signer les décisions mentionnées au point 4 de la délibération des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole en cas d'absence ou d'empêchement du Vice-Président concerné.
Cette délégation est attribuée pour la période du 8 au 21 août 2016 inclus.

ARTICLE 5 : Délégation de signature est donnée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI du 8 août au 21 août 2016 inclus à l'effet de signer les documents définis à l'article 1^{er} des arrêtés de délégation de fonction accordés à chaque Vice-Président ou à l'article 2 si l'article 1^{er} de l'arrêté de délégation de fonction vise une abrogation, en cas d'absence ou d'empêchement des Vice-Présidents.

ARTICLE 6 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur Abdi El KANDOUSSI, du 8 août au 21 août 2016 inclus à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole telles que définies dans l'arrêté de délégation accordé à Monsieur Max LEVITA, ce en cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Max LÉVITA, de Monsieur Christian FINA, de Madame Juliette BEREGI et de Monsieur Franck OLIVIÉ.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2016-299
Transmis en Préfecture le	2 2 JUIL. 2016
Affiché le	2 2 JUIL. 2016
Notifié le	
Identifiant	Lmc/129790-AR

Fait à Montpellier, le 21 JUIL. 2016
M. Philippe SAUREL

Président de Montpellier Méditerranée Métropole



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.